

UNIVERSITÉ DE QUÉBEC À MONTRÉAL

LA TRANSFORMATION DES BIDONVILLES PÉRUVIENS EN NOUVELLES VILLES
ÉMERGENTES : DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE À LA CRÉATION DE MARCHÉS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES URBAINES

PAR
DARIO ENRIQUEZ

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Ce mémoire a constitué une partie importante des deux années riches en recherche que nous avons passées à l'INRS et à l'UQÀM. De cette belle aventure académique, nous retirons le plaisir de nous être laissé guider par un sujet qui renforce nos liens avec notre patrie, qui atténue la nostalgie et qui minimise la distance. Nous avons retrouvé dans chaque page et dans chaque idée, l'histoire, les endroits, les gens et l'avenir du Pérou.

Bien qu'un mémoire soit un travail essentiellement personnel, de nombreuses personnes de notre entourage et de nombreuses sources d'information ont influencé notre travail par leurs idées ou leurs remarques. Ce travail a été le fruit de collaborations directes et indirectes sans lesquelles il n'aurait pas pris la même direction. Malgré les hauts et les bas, cette recherche restera toujours dans notre esprit comme étant une expérience stimulante. Elle fut la confirmation d'un sujet de complexité féconde et d'une longue liste de pistes futures à explorer.

La première personne que nous tenons à remercier est Winnie Frohn, directrice de ce mémoire, sans qui ce sujet n'aurait pas pu prendre la forme finale. À partir des données abondantes, mais peu focalisées et des idées plutôt diffuses, elle nous a aidé à cerner le problème pertinent à étudier. Nous la remercions de la confiance qu'elle nous a témoignée en suggérant sans imposer et en guidant sans brider. Merci Winnie, de nous avoir accueilli avec chaleur et de nous avoir témoigné votre confiance tout du long de ce projet.

Nous remercions très vivement tous nos professeurs et professeures de l'INRS et de l'UQÀM, spécialement encore Winnie Frohn, Richard Morin, Mario Polèse et Anne-Marie Séguin, qui furent et sont la source d'inspiration de notre démarche académique au Québec.

Nous remercions particulièrement notre épouse Alicia et nos enfants Emilio, Andrea et Francisco, qui ont toléré le temps passé à la recherche au lieu du

temps passé en famille. Merci aussi à notre ami Patrick Gendron, pour nous avoir aidé dans le cadre de notre échange espagnol-français, ce qui nous a permis d'améliorer nos compétences linguistiques et de réviser plusieurs textes qui finalement font partie de ce mémoire.

Enfin, à l'heure de terminer ce mémoire, merci aux personnes qui ont contribué à bien développer le travail sur place et également aux répondants de nos entrevues.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	ii
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ.....	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I LA PROBLÉMATIQUE	4
1.1 LES BIDONVILLES ET LES VILLES ÉMERGENTES	4
1.1.1 <i>L'apparition des bidonvilles à l'échelle mondiale</i>	6
1.1.2 <i>Les villes émergentes dans le monde de la globalisation</i>	9
1.2 L'ÉCONOMIE POPULAIRE DANS LES PAYS DU SUD	11
1.2.1 <i>Une grille de lecture de l'économie des pays du Sud</i>	17
1.2.2 <i>L'Économie informelle et l'Économie populaire</i>	20
1.3 L'ANTAGONISME ENTRE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET LA CRÉATION DE MARCHÉS	24
1.4 QUESTIONS ET OBJECTIFS DE RECHERCHE	27
1.5 HYPOTHÈSES DE RECHERCHE	28
1.6 CONTRIBUTION SOCIALE ET SCIENTIFIQUE	31
CHAPITRE II LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	33
2.1 LA MÉTHODOLOGIE D'ÉTUDE DE CAS	33
2.2 LA DÉMARCHE QUANTITATIVE.....	34
2.3 LE CHOIX DES ZONES À ÉTUDIER	36
2.4 LA DÉMARCHE QUALITATIVE	38
2.4.1 <i>La recherche documentaire</i>	38
2.4.2 <i>L'observation directe non participante</i>	39
2.4.3 <i>Les entretiens semi-dirigés</i>	40
2.4.4 <i>Les entretiens de groupe</i>	42
2.5 LA PÉRIODE COUVERTE PAR L'ÉTUDE	43
CHAPITRE III LA PÉRIPHÉRIE URBAINE MÉTROPOLITAINE DE LIMA	44
3.1 LE PÉROU DANS LE CONTEXTE LATINO-AMÉRICAIN	44
3.1.1 <i>La métropolisation des villes latino-américaines</i>	46

3.2	LA STRUCTURE POLITIQUE DU PÉROU	47
3.3	LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE LIMA	49
3.3.1	<i>La localisation de Lima et les bidonvilles</i>	50
3.3.2	<i>Une brève histoire des bidonvilles liméniens</i>	51
3.3.3	<i>La croissance urbaine de Lima</i>	52
3.3.4	<i>Le processus de migration et les bidonvilles de Lima</i>	56
3.3.5	<i>La ségrégation spatiale à Lima</i>	57
3.3.6	<i>L'informalité et l'Économie populaire à Lima</i>	59
3.4	LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIÉOÉCONOMIQUE À LIMA.....	60
CHAPITRE IV LES SERVICES DANS LA PÉRIPHÉRIE ET LES QUATRE ZONES CIBLÉES .		68
4.1.	LES INFRASTRUCTURES DANS LES BIDONVILLES	68
4.2	LE SERVICE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ	70
4.2.1	<i>Un partenariat Privé-Étatique : Les écoles « Fe y Alegria »</i>	71
4.2.2	<i>Les services privés d'éducation et de santé</i>	72
4.2.3	<i>Un partenariat Privée-Étatique : Les hôpitaux de la solidarité</i>	76
4.3	UN PARCOURS DES QUATRE ZONES CIBLÉES.....	78
4.3.1	<i>Le succès de la ville autogestionnaire de Villa El Salvador</i>	79
4.3.2	<i>Huaycán, une expérience communautaire dirigée par les autorités</i> ...	83
4.3.3	<i>Nuevo Pachacútec, la dernière invasion à grande échelle</i>	87
4.3.4	<i>Le réseau privé communautaire de services sociaux à Manchay</i>	90
4.4	UNE ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LES QUATRE ZONES CIBLÉES.....	92
4.4.1	<i>Quatre genèses différentes, deux modalités d'occupation</i>	93
4.4.2	<i>Le degré de formalisation de la propriété</i>	93
CHAPITRE V L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES VILLES DANS LA PÉRIPHÉRIE DE LIMA ..		97
5.1	LES FACTEURS QUI AURAIENT FAVORISÉ LA TRANSFORMATION DES BIDONVILLES	97
5.2	L'IMPACT DU PROCESSUS DE FORMALISATION DE LA PROPRIÉTÉ	103
5.3	L'ACCÈS AU CRÉDIT DE CONSOMMATION ET LE MICROCRÉDIT	106
5.4	LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	108
5.5	LA PÉNÉTRATION DE GRANDS INVESTISSEURS DANS LA PÉRIPHÉRIE URBAINE.....	109
5.5.1	<i>Les investissements du groupe « Wong » : Métro et Eco</i>	110
5.5.2	<i>Le grand " Mail " du nord de Lima : Megaplaza Norte</i>	114
5.5.3	<i>Les entreprises transnationales d'électroménagers : Elektra</i>	116
5.6	TROIS CAS DE SUCCÈS PARMIS LES ENTREPRENEURS POPULAIRES	118
5.6.1	<i>Les pâtisseries Piero's</i>	118

5.6.2	<i>Le centre commercial populaire “ Plaza Malvinas ”</i>	119
5.6.3	<i>L’empire commercial “ Unicachi ”</i>	121
5.7	LES PROFITS VERSUS LA SOLIDARITÉ : ANTAGONISME OU COMPLÉMENTARITÉ ? ...	124
5.8	LES NOUVELLES VILLES ÉMERGENTES ET LA VÉRIFICATION DE NOS HYPOTHÈSES....	127
	CONCLUSION	131
	APPENDICE A - GUIDE D’ENTRETIEN	137
	APPENDICE B - LA DIVISION DE LIMA EN SIX PARTIES	139
	APPENDICE C - LES INFORMATEURS CLÉS	140
	APPENDICE D - L’ANALYSE CLUSTER	141
	APPENDICE E - LES DIX REGROUPEMENTS DE LA VILLE DE LIMA	142
	APPENDICE F - LES VILLES PRINCIPALES DU PÉROU	143
	BIBLIOGRAPHIE	144

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Les activités économiques dans les pays du Sud	19
2.1 La ville de Lima et les divers espaces ciblés	36
3.1 La division politique de l'Amérique latine et la localisation des villes les plus peuplées	45
3.2 Division politique et administrative du Pérou	48
3.3 L'occupation de la périphérie par les <i>barriadas</i> : 1957-2004	55
3.4 Lieu de naissance du chef de ménage	56
3.5 La population de Lima en bidonvilles	57
3.6 Les classes socioéconomiques dans la ville de Lima	58
4.1 Le réseau d'écoles « <i>Fe y Alegria</i> » à Lima métropolitaine	72
4.2 Le réseau d'écoles privées « <i>Trilce</i> » à Lima métropolitaine	74
4.3 Le réseau de cliniques privées « <i>Dr Luis Quito</i> » à Lima métropolitaine	75
4.4 Le réseau d'hôpitaux et centres médicaux de la solidarité	77
4.5 Localisation des quatre zones ciblées	78
5.1 Le réseau de marchés METRO et ECO - Groupe Wong	113
5.2 Localisation du « <i>Mail</i> » <i>Megaplaza</i> dans le nord de Lima	115
5.3 Le réseau de magasins d'électroménagers ELEKTRA	117
5.4 L'empire aymara Unicachi en Lima	123
5.5 Les activités économiques dans la réalité péruvienne	126

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
1.1	La structure de l'économie populaire	13
3.1	Espace agricole vs urbaine dans le 20 ^{ème} siècle selon l'actuel territoire de Lima métropolitaine	53
3.2	Évolution de la population en bidonvilles liméniens	54
3.3	Périodes de croissance de Lima métropolitaine 1940-2004 ...	54
3.4	Évolution de la population de districts liméniens 1972-2005	62
3.5	Pourcentage de ménages desservis par le service d'électricité par districts 1972-2005	63
3.6	Pourcentage de ménages desservis par le service de l'eau potable par districts 1972-2005	64
3.7	Indice de développement entre 1981 et 2005 pour les districts de Lima métropolitaine	65
4.1	Indice de développement dans les quatre zones ciblées	95
5.1	Facteurs de transformation dans les bidonvilles péruviens selon les répondants	98

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AC	<i>Acción Internacional</i> , ONG internationale qui travaille sur le champ du microfinances ; il possède plusieurs institutions affiliées telles qu' <i>Accion Comunitaria del Peru</i>
ACP	<i>Acción Comunitaria del Peru</i> , ONG péruvienne qui est le principal possesseur d'actions de la banque de la microentreprise MIBANCO
ACOPROM	<i>Asociación de Comerciantes Propietarios de Plaza Malvinas</i> Association de marchands propriétaires de <i>Plaza Malvinas</i>
ALTERNATIVA	<i>Centro de Investigación Social y Educación Popular</i> Centre de recherche sociale et de l'éducation populaire, ONG <i>liménienne</i>
APOYO	<i>Apoyo Opinión y Mercado S.A.</i> , entreprise consultante péruvienne d'études de marchés et d'analyse économique
BCR	<i>Banco Central de Reserva del Perú</i> Banque centrale de réserve du Pérou
CCC	<i>Comunidad Campesina de Collanac</i> Communauté paysanne de Collanac, propriétaire de la plupart de terrains disponibles dans la zone de Manchay
CELAM	<i>Consejo Episcopal Latinoamericano</i> Conseil épiscopal latino-américain
CMACAQP	<i>Caja Municipal de Ahorro y Crédito de Arequipa</i> Caisse municipale d'épargne et de crédit d'Arequipa
COFOPRI	<i>Comisión de Formalización de la propiedad privada informal</i> Commission de formalisation de la propriété privée informelle
CONAM	<i>Consejo Nacional del Medio Ambiente</i> Conseil national de l'Environnement
CONFIEP	Confederación Nacional de Instituciones Empresariales Privadas Confédération nationale d'institutions entrepreneuriales privées
CRDC	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités

CUANTO	Entreprise privée d'études de marchés et de la statistique, dans le même domaine de l'INEI
CUAVES	<i>Comunidad Urbana Autogestionaria de Villa El Salvador</i> Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador
DELC	Développement économique local communautaire
DESCO	<i>Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo</i> Centre d'études et de promotion du développement, ONG liménienne
IFP	<i>International Fellowships Program</i>
LQ	<i>Clínicas privadas del doctor Luis Quito</i> Cliniques privées du docteur Luis Quito
EDELNOR	Entreprise privée fournisseuse d'électricité dans les zones du nord et de l'ouest de Lima métropolitaine
EL COMERCIO	Journal péruvien de circulation nationale
ELEKTRA	Entreprise transnationale mexicaine qui a investi dans le marché péruvien d'électroménagers et de crédits de consommation, notamment dans les zones populaires
EEAA	<i>Empresas Eléctricas Asociadas</i> Entreprises électriques associées, fournisseur privé d'électricité dans la ville de Lima jusqu'à son étatisation en 1972
FE Y ALEGRIA	Mouvement international d'éducation populaire intégrale et de promotion sociale. Il s'agit d'un organisme international qui établit des partenariats avec l'État. Au Lima, il y a un réseau privé-étatique de trente écoles qui desservent la population la moins favorisée de la ville.
GRUPE WONG	Propriétaire d'un réseau de 34 magasins libre-service à Lima, en couvrant 69% du marché liménien, tant les zones centrales que les zones périphériques de la métropole.
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit <i>Cooperación Técnica Alemana</i> Coopération technique allemande
IBC	Instituto Bartolomé de las Casas
IDH	Indice de développement humain

IDS	Indice de développement socioéconomique
IÉP	Initiative économique populaire
ILD	<i>Instituto Libertad y Democracia</i> Institut Liberté et Démocratie, ONG consultante liménienne d'analyse économique et entrepreneuriale
INADU	<i>Instituto Nacional de Desarrollo Urbano</i> Institut national de développement urbain
INEI	<i>Instituto Nacional de Estadística e Informática</i> Institut national de la statistique et de l'informatique
IPSS	<i>Instituto Peruano de Seguridad Social</i> Institut péruvien de la sécurité sociale
LA REPUBLICA	Journal péruvien de circulation nationale
LUZ DEL SUR	Entreprise privée fournisseuse d'électricité dans les zones du sud et de l'est de Lima métropolitaine
MEGAPLAZA	Grand centre commercial (Mail) localisé dans la zone nord de la Ville, en proximité des districts <i>de Independencia, Los Olivos et San Martin de Porres.</i>
MI BANCO	<i>Banco de la Microempresa</i> Banque de la microentreprise
MUNIVES	Municipalité de <i>Villa El Salvador</i>
MUNVEN	Municipalité de <i>Ventanilla</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSINERG	<i>Organismo Supervisor de la Inversión en Energía</i> Organisme superviseur de l'investissement en énergie
OTM	Observatoire de Territoires et de la Métropolisation, organisme du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer de la République française
PERU21	Journal péruvien de circulation nationale
PIB	Produit intérieur brut, mesure de la production totale de biens et de services d'un pays dans la période d'une année

PIEROS	Entreprise populaire qui possède un réseau de sept pâtisseries et une usine de production dans la zone nord de Lima
PLAZA MALVINAS	Centre commercial populaire construit et géré par l'association de marchands ACOPROM
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PROMCEPRI	Comisión de Promoción de Concesiones Privadas Commission de Promotion de Concessions Privées
SINAMOS	<i>Sistema Nacional de Movilización Social</i> Système national de mobilisation sociale, organisme étatique d'intervention politique et sociale dans les milieux les moins favorisés des villes péruviennes, notamment dans les <i>barriadas</i> ou <i>pueblos jóvenes</i> . Il fut créé par le gouvernement militaire <i>de facto</i> dans la décennie 70
TELEFONICA	Entreprise transnationale espagnole qui gagna la licitation internationale de privatisation de l'entreprise étatique péruvienne de téléphonie en 1994
TRILCE	Entreprise privée sans but lucratif qui possède un réseau national de 22 écoles dont 16 sont localisées à Lima et 7 d'entre elles, dans les zones émergentes de cette ville

RÉSUMÉ

Au cours des dernières cinquante années, la croissance vertigineuse et chaotique des villes latino-américaines a été fortement alimentée par la migration vers les villes à partir de la campagne habitée par des paysans appauvris et en chômage. Aucune ville n'était préparée à recevoir un tel nombre de paysans cherchant à survivre. Tous les services sont tombés en ruines. Toutes les relations économiques, politiques et sociales ont été changées. La faible planification d'origine n'a pas été respectée.

Les logements existants étaient insuffisants pour accueillir les nouveaux arrivants. La paysannerie qui arrivait aux villes et les plus pauvres de citoyens ne comptaient sur l'argent pour acheter les terrains propices à la construction de logements. Ils ont décidé d'occuper illégalement n'importe quel terrain, généralement dépourvu de services de base et dans la périphérie de la ville. Ce sont alors les premières « invasions » et les premiers bidonvilles.

Les bidonvilles, en couvrant de plus en plus tous les espaces autour des grandes villes latino-américaines, sont l'expression la plus remarquable d'une population pauvre cherchant les opportunités que le système économique légal leur refuse. Les premiers ans d'un bidonville sont saturés d'expressions de pauvreté, quelquefois extrême. Cependant, il y a en même temps beaucoup d'expériences solidaires collectivistes de développement local. Par la suite, les bidonvilles sont devenus l'espace privilégié de la germination et de l'évolution de l'économie populaire informelle, c'est-à-dire un espace d'activités de production et de commercialisation dont la plupart se déroulent en dehors de tout schéma légal et où se trouvent souvent les secteurs de la population dits « exclus » de la modernité relative dans les pays sous-développés. Une vraie solution que les pauvres urbains ont trouvée pour résoudre leurs propres problèmes.

Après leurs consolidations, les anciens bidonvilles démontrent un processus plutôt d'individualisme, par opposition au collectivisme initial, et ce, à partir du développement d'une économie populaire, mais pas nécessairement solidaire et très proche de l'économie de marché. Ainsi, ce mémoire vise à mieux comprendre la transformation d'anciens bidonvilles en nouvelles villes émergentes dans la périphérie urbaine des grandes villes des pays du sud, notamment Lima, la capitale péruvienne. En utilisant des études de cas, l'évolution de quatre bidonvilles autour de cette ville a été étudiée plus en profondeur. Les sources d'information ont été diverses, parmi celles-ci nous comptons des documents gouvernementaux et d'autres sources, des observations sur place, des photographies et surtout des entrevues semi-dirigées et des entretiens de groupes avec des informateurs clés.

Également, il sera question de facteurs qui ont rendu possible cette transformation, en examinant les processus d'un certain nombre de bidonvilles liméniens. Notre recherche considère l'expérience des bidonvilles comme étant l'émergence d'un « savoir-faire » parmi les groupes de population les plus défavorisés et dans le contexte d'une nouvelle façon d'organiser l'économie.

Mots clés : Amérique latine - Bidonvilles - Économie informelle - Économie populaire - Exclusion - Lima - Pauvreté urbaine - Périphérie urbaine - Pérou - Ville émergente.

INTRODUCTION

En ce début de siècle, l'Amérique latine est la région la plus urbanisée du monde et elle contient quelques métropoles parmi les plus grandes de la planète telles que Mexico, São Paulo, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Lima et Caracas (Geraiges, 1996, p. 65; Polèse, 2005, p. 15-19; Angotti, 1987, p. 138). Cependant, la plus grande partie de la croissance urbaine de l'Amérique latine a été spontanée, en dehors du contrôle de l'État à partir de l'initiative des pauvres, qui ont occupé, aménagé et développé la périphérie des villes, ce qui s'appelait « la ceinture de pauvreté des villes » et qui maintenant pourrait s'appeler « les nouvelles villes émergentes ».

Même si l'histoire des bidonvilles et les différents types d'économie qui s'y trouvent ont été étudiés, il y a très peu de recherches sur les facteurs de succès dans l'évolution des bidonvilles qui dépassent la précarité initiale, qui suivent un processus de transformation et qui deviennent de nouvelles villes émergentes. Dans ce processus, quels sont les rôles respectifs de l'économie sociale et l'économie de marché? Quel est le rôle de l'État? Qu'est-ce l'économie populaire? Quelle est sa part dans l'économie? En examinant les bidonvilles de Lima et plus particulièrement quatre zones ciblées, certaines réponses à ces questions émergent.

Ce mémoire se divise en cinq chapitres. Dans le premier chapitre, nous décrivons la problématique autour du phénomène des bidonvilles. Certaines définitions s'avèrent incontournables afin d'établir notre cadre conceptuel, tels sont le cas de « bidonville », « ville émergente » et « l'économie populaire ». Après un bref historique des deux premiers phénomènes, nous présentons diverses analyses de l'économie populaire dans les pays du Sud et repérons des interprétations divergentes de deux éléments très importants dans la configuration d'une économie dite populaire : la solidarité sociale et la création de marchés. Finalement, nous précisons les questions de recherche, les objectifs de notre recherche ainsi que nos hypothèses et la contribution sociale et scientifique de la recherche.

Le deuxième chapitre de ce mémoire se consacre à la présentation de la stratégie de recherche, une étude de cas, utilisée afin d'atteindre les objectifs et de vérifier les hypothèses de recherche. D'une part, la démarche quantitative s'avère très utile pour identifier des ressemblances et des différences entre les districts de Lima, afin de mieux orienter le choix de quatre zones qui sont examinées plus en profondeur dans une partie de la démarche qualitative, notamment dans les entrevues semi dirigées et par les observations sur place. De plus, les données quantitatives servent à renforcer ou à relativiser quelques concepts qui se dégagent de la démarche qualitative, par exemple les comparaisons entre les quatre zones ciblées. D'autre part, la démarche qualitative a impliqué le recours à une multitude de sources d'informations : des documents primaires, des documentaires vidéo, des articles journalistiques, des observations sur place, des photographies, mais avant tout des entrevues semi dirigées et finalement des entretiens de groupes avec des personnes qui suivent le phénomène de l'émergence de nouvelles villes de la périphérie de la capitale péruvienne.

Dans le troisième chapitre, nous présentons d'abord des aspects de la réalité géographique, politique et sociale du Pérou pertinents à notre recherche; ensuite, nous faisons la présentation générale des villes péruviennes et particulièrement sa capitale Lima. Après, une section est dédiée au phénomène de la métropolisation de Lima, la croissance urbaine et l'économie populaire; une autre section est consacrée à la présentation de mesures du développement humain et socioéconomique de chaque district liménien.

Le quatrième chapitre présente à une description plus détaillée de la provision de services de base et les services sociaux dans les zones périphériques de Lima. À partir des recherches existantes et nos entrevues, il est possible de conclure que la façon de faire face au défi de la provision de ces services-ci s'avère fondamentale pour réussir à améliorer progressivement les bidonvilles et après, à devenir une nouvelle ville. De plus, nous présentons une vision des districts périphériques de Lima à partir d'un parcours des quatre zones ciblées, décrivant des aspects historiques pertinents ainsi que des statistiques

sociodémographiques et économiques, tout en commentant la façon de gérer la communauté et les problèmes fondamentaux auxquels les habitants doivent faire face. Ainsi, avec l'objectif d'améliorer la compréhension du processus de la création et de l'évolution des bidonvilles, chaque zone choisie correspond à un processus différent, soit par le moment de ses débuts, soit par ses caractéristiques particulières. La première zone, *Villa El Salvador*, la première expérience organisée à grande échelle et où l'État intervient seulement après que la population a mis en marche le projet. En ce qui concerne la deuxième zone, *Huaycán*, il s'agit de la première fois que l'autorité municipale centrale s'engage dans un projet avant qu'il ne débute. Dans la troisième zone, *Nuevo Pachacútec*, nous montrons une expérience où la formalité serait arrivée de façon rapide et où les bidonvilles qui la forment ne réussissent pas à régler leurs problèmes les plus urgents. Le cas de *Manchay*, la quatrième zone, correspondrait à un nouveau modèle d'autogestion qui est en train de se consolider et qui a profité de toutes les expériences antérieures. Finalement, une analyse comparative des quatre zones démontre une sorte de séquence étant donné que chaque zone ciblée se trouve dans une étape différente de son développement.

Dans le cinquième chapitre, nous cherchons à comprendre l'évolution des bidonvilles en relevant les facteurs critiques de leur réussite. Les résultats des entrevues semi dirigées sont présentés ainsi que l'information documentaire par rapport à la périphérie urbaine de Lima, notamment les quatre zones ciblées, dans une analyse qui couvre les pratiques communautaires solidaires, l'autogestion, la création de marchés et l'intégration au secteur urbain moderne. Nous reprenons le cadre conceptuel de Castel pour bien situer les exemples soulevés dans le mémoire et pour illustrer la complémentarité plutôt que l'antagonisme entre les motifs de profits et de solidarité. Les hypothèses sont également révisées.

Finalement, dans la conclusion nous présentons une synthèse des résultats, les limites de la recherche ainsi que des bases pour des recherches futures.

CHAPITRE I

LA PROBLÉMATIQUE

Dans ce chapitre, il sera question de bien préciser divers concepts dans le cadre de notre recherche. Dans le but de mieux expliquer le phénomène de l'émergence de nouvelles villes à partir du développement des bidonvilles, nous allons préciser des notions et des concepts associés à la définition de « bidonville » pour ensuite donner un bref historique de l'apparition des bidonvilles, suit une discussion sur les notions de « ville émergente » et « l'économie populaire ». En fait, dans le cadre de notre recherche, les trois concepts feront partie de l'ensemble conceptuel central.

Ainsi, nous décrivons un aspect remarquable et relativement peu traité de l'économie de pays de l'Amérique latine, celui qui correspond aux pratiques dites « informelles » ou plus globalement « l'économie populaire » et sa présence, son développement et sa croissance notamment dans les périphéries urbaines de leurs grandes villes. Ensuite, bien que chaque pays a « sa propre » économie, il est possible, par rapport à notre recherche, de trouver des éléments communs et de décrire une tendance dans l'économie ou « les » économies des pays du sud. Ainsi, malgré les différences, l'informalité de la plupart des activités économiques est une caractéristique que tous les pays partagent.

Finalement, selon certains auteurs, les pratiques de réciprocité qui caractérise la vie dans les bidonvilles correspondent à des habitudes très ancrées, mais selon d'autres auteurs, cette sorte de solidarité sociale ne serait pas soutenable dans le temps puisqu'un autre stade de développement bouleverse les institutions et la façon de vivre en changeant le mode de production. Il est question même de « capitalisme populaire » comme étant un principe antagoniste par rapport à la « solidarité sociale ». De cette discussion, à la fin du chapitre, découlent les questions de recherche et les hypothèses. Nous concluons avec la contribution sociale et scientifique de la recherche.

1.1 Les bidonvilles et les villes émergentes

Dans le contexte de la mondialisation et de l'urbanisation croissante dans tous les pays, il est nécessaire de faire une révision du concept de « bidonville »¹

¹ Dans son travail sur les bidonvilles de Lima, Driant (1991, p. 15) explique que le terme « bidonville » provient de bidon (récipient métallique) en référence à l'utilisation de matériaux de récupération afin de construire des logements dans les zones les plus pauvres des villes. Mais

comme un phénomène à l'échelle mondiale, mais en soulignant sa forte présence dans les pays moins développés. Souvent le terme « bidonville » est utilisé d'une manière floue. Nous avons donc consulté trois dictionnaires de la langue française, lesquels donnent les définitions suivantes :

Des agglomérations sommaires réalisées à partir de matériaux de récupération (bidons, tôles, etc.) et dont les habitants vivent dans de conditions difficiles (*Petit Larousse Illustré*, 2005, note : c'est nous qui soulignons).

Ensemble hétéroclite d'habitations de fortune construites à la périphérie de certaines grandes villes dans des zones réputées impropres à l'urbanisation et où vit une population sans ressources, difficile à intégrer dans la vie sociale normale (*Trésor de la langue française*, 2006, note : c'est nous qui soulignons).

Agglomération d'abris de fortunes, de baraques, sans hygiènes où vit la population la plus misérable, souvent à la périphérie des grandes villes (*Dictionnaire Le Petit Robert*, Paris, 2006, note : c'est nous qui soulignons).

Ainsi, nous pouvons trouver quelques éléments inséparables et toujours présents dans la réalité des bidonvilles : la périphérie des villes est l'espace habituellement occupé, la plupart du temps le seul espace disponible; généralement ces zones sont impropres à l'urbanisation; les logements sont des abris de fortune, une population sans ressources s'y établit qui est peu intégrée dans la vie de la grande ville.

Les logements précaires sont souvent bâtis sur des terrains où leur présence est illégale, mais au moins tolérée. Ces logements sont de petits cabanons faits de matériaux de récupération. Dans ce contexte, la conséquence est logique : les conditions de vie seront très difficiles (Driant, 1991, p. 17-20; Matos Mar, 2005, p. 75; Buffet, 2006, p. 97); mais, la situation ne demeure pas stagnante, elle n'est qu'un commencement. Dans les bidonvilles qui se trouvent dans les pays sous-développés, il semble y avoir une nouvelle façon d'agir, un type « différent » d'urbanisation où la « consolidation » postérieure, dans le sens

l'autre acception du mot « bidon » dans le sens « faux », pourrait faire allusion à la caractéristique précaire de ces lieux; ainsi, un « bidonville » serait une « fausse » ville, une ville sans les services minimales, une ville dite « incomplète ».

que donne Driant, serait l'expression d'une transformation positive en termes d'amélioration de la qualité de vie :

[...] la définition [de bidonville est] fruit de l'expérience acquise dans les derniers vingt ans [elle] confirme le phénomène comme étant un processus [où] les raretés identifiées au début sont vraiment le départ d'un processus de dotation qu'intègre la construction du logement, les services de base et l'infrastructure publique [...] ce que nous appellerons la consolidation (Driant, 1991, p. 20)

Dans le monde du 21^e siècle, le bidonville, expression de pauvreté avant sa consolidation, est un milieu de vie pour des millions d'êtres humains. Voyons quelques faits et quelques chiffres par rapport à ce phénomène.

1.1.1 L'apparition des bidonvilles à l'échelle mondiale

Selon un article apparu dans la revue électronique *Chronique* sous les auspices de l'O.N.U. (Lopez et Warah, 2006, p. 1), dans les derniers seize ans, presque 17,7 millions de personnes en moyenne deviennent chaque année des nouveaux arrivants dans les quartiers des bidonvilles et des taudis, en passant d'environ 715 millions en 1990 à environ 998 millions en 2006. Dans les pays du Sud, on retrouve une croissance particulièrement forte. Le rapport dresse aussi un constat inquiétant : les bidonvilles de la planète compteront 1,4 milliard d'habitants en 2020, soit autant que la Chine. À l'heure actuelle, la planète compte près d'un milliard d'êtres humains entassés dans des bidonvilles, soit près d'un citoyen urbain sur trois.

Ainsi, le phénomène des bidonvilles fait partie de la grande complexité de la réalité de beaucoup de grandes villes du monde d'aujourd'hui, soit qu'elles se trouvent dans les pays pauvres du Sud, soit qu'elles se localisent dans des agglomérations urbaines de quelques pays riches de l'Europe occidentale :

[...] la mise en place d'une politique économique de flux étendu et de recherche du profit maximal a développé la flexibilité des modes de vie. On assiste désormais à une généralisation de la précarité dans nos sociétés. Cette précarité s'exprime de manière extrêmement forte dans les nouveaux bidonvilles qui réapparaissent en périphérie de

nombreuses métropoles d'Occident. On remarque ainsi, depuis une dizaine d'années, une occupation des creux de la trame urbaine de quelques pays les plus riches de l'Union européenne par des populations extrêmement précaires [...] cette installation dans de telles conditions de dénuement, qui rappelle les espaces les plus sordides de certaines villes du Tiers-monde, nous amène à percevoir une importation du triste modèle des quartiers autoconstruits, spontanés [...] les conditions sociales des villes des pays pauvres sont désormais d'actualité dans les pays riches (Vanderlick, 2004, p. 6-7).

Bien que le bidonville ne soit pas exclusif aux pays sous-développés (Driant, 1991, p. 15; Vanderlick, 2004, p. 11), dans ces pays, il montre une force impressionnante et se trouve généralement très lié à ce qui peut être considéré comme un type de croissance urbaine. De plus, on pourrait dire que la pauvreté urbaine dans les pays du sud possède « le visage » d'un bidonville. La pauvreté urbaine et le bidonville sont devenus presque des termes synonymes. Les périphéries urbaines, où se trouvent principalement les « bidonvilles » sont des espaces qui semblent être saturés de pauvreté. On a l'impression qu'il s'agit d'une sorte de cercle vicieux qui reproduit la pauvreté à jamais. Tel n'est cependant pas le cas comme nous verrons plus loin.

Les bidonvilles, les plus affectés par l'incapacité de la ville d'assurer au moins la dotation de services de base et un minimum de bien-être, seront de plus en plus remplis de misère, mais ici et là, paradoxalement, se sont rassemblées des initiatives qui donnent « la joie de vivre » (Côté et Hart, 1989); ainsi, ces bidonvilles sont « des lieux d'espoir » (Favreau et Fréchette, 1997, p. 423). Cet optimisme est partagé par les chercheurs péruviens Arellano et Burgos (2004, p. xxi), qui ont étudié le phénomène de l'émergence de la périphérie urbaine dans les villes latino-américaines dans une perspective basée sur les styles de vie, le changement social et le comportement des consommateurs :

Pendant que les familles bourgeoises latino-américaines, de Lima, de Caracas, Guayaquil ou Mexico D.F., voyaient réduire progressivement leur importance sociale et leur revenu et se plaignaient de la « disparition de la classe supérieure », dans les environs de leur ville émergeait une société différente, qui accroissait et se développait sans arrêt. Les habitants de ces nouveaux quartiers, contrairement à ce qui arrivait à leurs voisins du centre de la ville, durant les derniers 40 ans ont vu la croissance et le progrès dans leur famille et dans leur vie. Le grand-père, paysan rejeté par la campagne, a conquis un morceau de

« *cerro* » ou d'« *arenal* » et a commencé avec une petite maison de paille et de matériel de récupération. Le père a déjà vécu dans le premier étage d'une maison de briques et il était chauffeur de taxi. Finalement, le fils a déjà vu la maison avec trois étages et il étudie une spécialisation en informatique (Arellano, 2004, p. xxi, notre traduction).

L'autoconstruction des communautés locales a un déroulement plus ou moins semblable dans tous les bidonvilles qui commencent. Après l'*invasion*, commence la recherche de la « sécurité foncière » (Favreau et Fréchette, 1997, p. 428-429). Quelquefois, lorsque la population l'a atteinte, une partie de l'esprit communautaire se perd et la préoccupation pour « la petite propriété familiale » et l'individualisation des dépenses apparaissent.

Une fois que les envahisseurs occupent réellement les lieux, graduellement se développe l'aménagement des espaces communs, un « centre communautaire » avec des activités de sports et de loisirs, des cuisines collectives, un poste médical et des écoles. Finalement arrivent la coordination et l'appui de la municipalité la plus proche et des démarches pour obtenir la venue d'ONG spécialisées permettant de soutenir différents projets de développement.

Le phénomène de migration de la campagne vers les villes, l'exclusion qu'ont subi la plupart des migrants et leur effort pour créer leurs propres espaces de vie et développement à l'intérieur du « monstre urbain », a été un processus continu et fortement présent pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle dans les pays latino-américains, chacun selon sa propre réalité et ses circonstances. Les populations les plus démunies de la campagne migrent massivement vers les villes, mais ne trouvent pas le même degré d'industrialisation qui existait dans les pays développés quand des mouvements similaires ont eu lieu, et plus tôt que tard, la détérioration des services urbains survient : manque d'électricité, pénurie d'écoles et de centres de santé, manque d'eau potable, les rues pleines d'ordures, absence de sécurité publique, insuffisance et précarité des moyens de transport et des voies de communication, pénurie de logements, etc. Ce sont donc les bidonvilles qui émergent dans ce contexte.

À des degrés divers, les autorités publiques des pays en développement se sont révélées incapables d'assurer à leurs populations les conditions de bien-être et de sécurité économique que connaissent un certain nombre de pays dotés d'une économie avancée (Bodson et Roy, 1995, p. 176)

Au Pérou, ce phénomène a été nommé « débordement populaire » par le chercheur péruvien José Matos Mar :

« Le débordement [populaire] en marche altère la société, la culture et la politique du pays en créant incessamment et subtilement nouveaux patterns de comportement, valeurs, attitudes, normes, croyances et styles de vie, qui se reflètent en multiples et variées formes d'organisation - sociale, économique et éducative - ce qui signifie l'un des changements majeurs de toute notre histoire [...] nous sommes en face à un processus insolite et spontané de modernisation. Un changement produit par une combinaison de la croissance démographique fébrile, l'explosion des attentes, l'accès majeur des masses à l'information, l'urbanisation sans l'industrialisation et une crise économique sans précédent » (Matos Mar, 1988, p. 17-19, notre traduction).

La population a donc « débordé » les capacités de service des grandes villes latino-américaines; leurs économies ont viré vers l'informalité (Favreau et Fréchette, 1997, p. 421-422; Polèse, 2005, p. 33) et leurs périphéries sont devenues les lieux qui ont accueilli les paysans migrants et les ouvriers pauvres, en formant de grandes agglomérations de bidonvilles et ensuite l'émergence de nouvelles villes. Ainsi, malgré tous les problèmes, les souffrances et les misères, la même population a pris le problème en main et l'autogestion se présente comme un chemin de survie et peut être tout un modèle de développement « par le bas » dans les pays du sud (Sanyal, 1999, p. 182-183; Favreau, 1997, p. 423-424; De Soto, 1986, p. 5-6).

1.1.2 Les villes émergentes dans le monde de la globalisation

Ainsi, dans les pays en développement, quelques secteurs des périphéries urbaines auraient évolué jusqu'à dépasser la condition de « bidonville ». C'est possible de constater dans ces zones le développement d'activités économiques importantes, une amélioration notable de l'aménagement et les conditions de

vie de leurs habitants, un marché potentiel qui attire les grands investissements, une population de plus en plus fière de vivre là et de construire son propre futur (Arellano, 2004, p. 225-228); bref, un espace d'opportunités où le paradigme de la création de richesse (Goulet, 2004, p. 5) serait en train de déplacer le paradigme de la lutte contre la pauvreté.

Jean-Paul Ferrier (2001, p. 41-42) mentionne une série de termes qu'il pense très interreliés tels que métropolisation, ville-territoire, métapole, ville-globale, métropole éclatée, aire métropolitaine, contre-urbanisation, société d'archipel, économie d'archipel et ville-émergente. Tous ces termes désignent différents aspects du « stade actuel de la territorialisation d'espaces en intense développement » quelles que soient leurs « positions » sur un axe de pays développés ou de pays en développement. Pour leur part, Léo et Philippe (2005, p. 59) citent Madoré (2001, p. 58-66) en affirmant que la disparition progressive de la ville traditionnelle dense et compacte fait place à la « ville émergente, éclatée et polycentrique ». C'est justement le phénomène de la métropolisation dans le cadre de la mondialisation, tel qui est reconnu par Ferrier (2001, p. 42-43). Le terme « ville émergente » fait donc référence à toute la ville.

C'est une autre définition de « ville émergente » qui est mentionnée par Max Querrien, ancien maire, haut fonctionnaire et conseiller d'État de la France, dans une entrevue avec Thierry Paquot (2000, p. 21). Querrien réagit au fait que grâce à une lacune dans la réglementation, un noyau urbain est apparu aux limites de sa ville : « [...] la naissance imprévue de ce qu'on appelle dorénavant *la ville émergente*, l'embryon d'une zone commerciale à la sortie de la ville ». Souvent effectivement les bidonvilles se construisent dans les interstices de la réglementation et une partie d'entre eux deviennent une nouvelle zone commerciale placée à la périphérie d'une grande ville. Ici le terme « ville-émergente » réfère donc aux nouvelles agglomérations autour de la ville traditionnelle. C'est plutôt dans ce sens de localisation géographique que le terme est employé dans ce mémoire. Cependant, ils restent certains éléments autres que celui de la localisation. Dans son travail sur la ville de Lima à la fin

du 20^{ème} siècle, Miriam Chion (2002, p. 12) mentionne la zone autour de la ville comme étant le lieu « où croient de nouveaux centres dans les quartiers périphériques émergents, tels que *Villa El Salvador*, *San Juan de Lurigancho*, *Ate-Vitarte*, *El Agustino* et *Comas* ». Enfin, Neptalí Carpio (2006, p. 9), qui a vécu dans un bidonville en évolution, décrit une ville émergente comme étant un centre urbain qui émerge à partir d'une migration accélérée, l'apparition d'une nouvelle classe entrepreneuriale populaire, la consolidation de leadership de femmes et la réussite de diverses expériences d'autogestion et de participation populaire. Même si le phénomène des bidonvilles ne se réduit pas uniquement à ces facteurs, le témoignage réfère à d'importants éléments des bidonvilles en évolution.

Ainsi, dans le cadre de notre recherche, une « ville émergente » représente l'apparition et le développement de centres d'activités économiques et leur milieu résidentiel (autres que le « centre traditionnel ») dans la zone d'influence d'une grande ville et qui s'appuie sur l'économie populaire. Ainsi, les villes émergentes autour des villes-centres créent la figure d'une « métropole éclatée et polycentrique ». Ces nouvelles villes sont urbanisées, c'est-à-dire qu'elles comptent sur une infrastructure de transport, une activité économique dynamique, une gestion politique particulière, des services de l'éducation et de la santé et un sens d'appartenance de sa population (Arellano, 2004, p. 225-228).

1.2 L'économie populaire dans les pays du Sud

La plupart des secteurs populaires sont regroupés dans les bidonvilles à cause d'un phénomène complexe de ségrégation spatiale dans les villes du Sud. Ils déploient leurs énergies sur des activités productives et commerciales à l'extérieur de tout cadre légal ou avec peu de composantes dites « formelles ». Ils se sont mis à trouver une manière propice au développement familial et communautaire dans un milieu métropolitain d'exclusion. La vie économique dans les bidonvilles dans les pays du Sud se développe surtout par le biais de

l'économie populaire, une sorte d'« autre économie ». Étant donné les différents sens du terme « économie populaire », il vaut mieux préciser les définitions et les divers termes associés.

Cattani (2004, p. 1-37) décrit plusieurs composantes de ce qu'il appelle « l'autre économie »; pour lui, l'économie populaire étant un d'entre eux. Celle-ci ainsi que le commerce équitable, la consommation solidaire, l'économie sociale, les coopératives de travail, l'économie solidaire, l'entreprise citoyenne, les finances solidaires, etc., représentent ensemble ce qu'il appelle « l'alternative » face à l'économie de la globalisation. Cependant, la controverse subsiste sur le vrai rôle de l'économie populaire dans le contexte du monde post-industriel.

Selon Favreau et Fréchette (2002b, p. 83), l'émergence d'une économie dite « populaire » s'appuie sur les relations entre voisins et les engagements assumés par la population face au défi du développement local communautaire; la réciprocité s'avère comme la façon « naturelle » d'affronter ensemble la rigueur des conditions de vie d'un bidonville qui vient d'apparaître. De plus en plus, l'évolution d'un nouveau bidonville produira les institutions nécessaires à sa soutenabilité.

La Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) donne une définition d'économie populaire très liée au développement local :

La notion d'économie populaire introduit l'idée qu'il y a des activités socio-économiques (petite production marchande) qui ne sont pas inscrites essentiellement dans une logique de profit, mais bien plutôt dans une logique de subsistance et de rapports sociaux de réciprocité (familles et réseaux de voisinage), voire dans une logique de production visant à dégager un surplus, à partir non pas de capital d'un propriétaire privé, mais bien du travail fait en commun par quelques-uns, parfois plusieurs, pour satisfaire les besoins de base d'une famille ou d'un petit groupe de travailleurs (CRDC, 2007).

À notre avis, la notion de la CRDC ne tient pas compte de l'évolution des entreprises populaires et leur croissance, un phénomène qui vient appuyer l'idée de l'évolution de bidonvilles et l'émergence de nouvelles villes. En bref,

la notion de la CRDC décrit clairement l'apparition d'un tissu entrepreneurial populaire dans un bidonville où la logique de survie et de subsistance est dominante, mais pas l'évolution de cette économie populaire jusqu'à devenir un important soutien du développement local.

De sa part, Sarria et Tiribia (2004, p. 173) proposent une définition d'économie populaire plus large que celles données par Favreau et Fréchette (2002b, p. 83) et Cattani (2004, p. 1-37) :

L'économie populaire est l'ensemble d'activités économiques et de pratiques sociales développées par les secteurs populaires afin de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, par le biais de l'utilisation de leur propre force de travail et des autres ressources disponibles (Sarria et Tiribia, 2004, p. 173, notre traduction)

La structure de l'économie populaire (tableau 1.1) qui a été proposée par Calcagni et Razeto (1989), citée par Nyssens (1997, p. 177) et par Favreau et Fréchette (2002a, p. 100), permet d'éclairer sa signification.

Tableau 1.1 La structure de l'économie populaire [du sud]

	Organismes d'économie populaire	Entreprises familiales	Initiatives informelles individuelles	Initiatives de charité	Activités illégalles
Stratégies de vie	Ateliers autogérés	Ateliers productifs	Chauffeurs de taxi	Organismes d'aide au logement	Trafic de drogues
Stratégies de subsistance	Groups d'achats de consommation	Magasins de vente au détail	Petit réparations	Institutions de charité	Vente clandestine d'alcool
Stratégie de survie	Cuisines populaires communautaires	Récolte et revente de déchets	Vendeurs de rue ou « <i>Ambulantes</i> »	Mendicité	Petits vols

Source : Calcagni et Razeto (1989), cité par Nyssens (1997, p. 177, notre traduction) et par Favreau et Fréchette (2002a, p. 100)

Le tableau correspond à la définition de Sarria et Tiribia (2004, p. 173), et le sens que nous donnons à la notion d'économie populaire. Les initiatives extralégales ou informelles individuelles peuvent devenir partiellement ou

complètement légales, quoique ce processus soit long et difficile. L'économie populaire et solidaire dont parlent Favreau et Fréchette est la première colonne (organismes d'économie populaire) et, en termes de solidarité familiale, la deuxième colonne.

L'économie sociale et solidaire qui peut faire partie de l'économie populaire est définie dans la deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité (Québec, octobre 2001) :

L'économie sociale et solidaire est engagée dans l'élaboration de réponses novatrices aux problèmes soulevés par la mondialisation. Elle participe à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie. À travers des dizaines de milliers de projets, la société civile se reconstruit notamment par le mouvement associatif des pays du Nord comme du Sud, traduisant ainsi chacun à leur manière l'aspiration à une autre mondialisation [...] L'économie solidaire s'appuie sur la coopération, le partage et l'action collective. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen (CRDC, 2001, Déclaration de Québec)

Rappelons que la composante de « solidarité » ne fait pas partie nécessairement de toutes les activités de l'économie populaire. C'est le cas des initiatives informelles individuelles et des petites entreprises familiales sans lien avec des organisations communautaires.

Bref, l'économie populaire couvre plusieurs activités économiques avec un caractère plus ou moins solidaire, mais toujours dans le but de s'en sortir de la pauvreté extrême. Ainsi, dans ce contexte, le rôle de l'entrepreneur populaire s'avère fondamental dans la complexité du phénomène de l'« autre économie » et plus spécifiquement de l'économie populaire. Cependant, la définition d'entrepreneur populaire reste diffuse malgré son utilisation fréquente dans le monde de la recherche, des finances du développement et même dans le quotidien. Paul Maquet (2004) fait allusion aux caractéristiques ethniques et culturelles en disant, par exemple, que les entreprises populaires révèlent une distance socioculturelle relativement petite entre l'entrepreneur

et sa force de travail, « ce qui est nouveau au Pérou, où l'entrepreneur traditionnel est blanc, de culture occidentale, et entretenait une relation très distante avec les travailleurs » (p. 7-8). De plus, Maquet (2004, p. 9) considère que la perception que les entrepreneurs populaires ont de la catégorie « entrepreneur » n'a aucun rapport à une situation de classe.

Ces concepts doivent s'adapter à la réalité latino-américaine et plus précisément à la réalité des bidonvilles. Selon De Soto, l'adhésion de certains acteurs sociaux au modèle de développement communautaire ne durera que jusqu'à atteindre un certain degré de bien-être, de dynamisme économique et de stabilité sociale, qui entraîne un glissement vers le processus dit de « formalisation », souvent l'accès à la propriété formelle (De Soto, 1986, p. 60-61). Ainsi, dans ce cas, il s'agit d'initiatives populaires d'économie informelle et de développement communautaire qui, une fois le développement plus avancé, s'intègrent à la logique de profits.

Au début des bidonvilles, presque toutes les activités économiques populaires sont extralégales ou informelles.

Le secteur informel se présente aussi comme une solution efficace à une pénurie d'emploi ou à un défaut de qualifications suffisantes [...] le secteur informel trouve une justification sociale dans la mesure où il assure le maintien d'activités traditionnelles, confère à certains individus une fonction au sein de la société [...] et répond aux besoins de minorités restées ignorées (Arellano, Gosse et Verna, 1992, p. 43).

Selon Sarria et Tiribia (2004, p. 183-184), l'économie populaire jouerait un rôle ambigu puisqu'il existe des exemples où elle « contribue à l'implantation du modèle néolibéral, basé sur la restructuration de la production et la flexibilisation des rapports entre le capital et le travail » ; par contre, selon Núñez (1995), cité par Sarria et Tiribia (2004, p. 184), le fait de s'associer dans des organismes d'économie populaire autogestionnaire « est la seule manière dont les travailleurs-producteurs populaires, sans devenir capitalistes, peuvent faire face au capitalisme et son économie d'échelle ».

En somme, l'économie populaire est d'abord la conséquence d'une stratégie de survie des secteurs exclus de la société; après, il peut devenir un « savoir-faire » et peut trouver une justification sociale pour sa diffusion et presque sa perpétuation, malgré ses composantes éventuelles d'« illégalité ». Mais aussi, l'économie populaire peut devenir « la base d'un nouveau développement » :

Dans beaucoup de pays du tiers monde, une part croissante - et souvent majoritaire - de la population travaille en dehors de tout cadre légal ... le puissant secteur informel des pays pauvres du tiers monde peut être la base d'un nouveau développement (De Soto, 1994, note de l'éditeur)

L'urbanisation « démente » (Favreau, 1997, p. 422-423) de l'Amérique latine est l'histoire courante et commune de tous les pays latino-américains. Les pays du sud ont subi le processus d'urbanisation sans une industrialisation suffisante, contrairement à ce qui s'est passé dans les pays développés. Ainsi, il est question dans les pays riches « d'une urbanisation vers la métropolisation » (Champagne, 2002, p. 35), et dans les pays pauvres de la métropolisation qui se passe quelquefois en parallèle ou avant l'urbanisation des terrains de la métropole. Malgré tout, dans chacun de ces pays, notamment en l'Amérique latine, a émergé un secteur dit moderne, mais qui exclut la paysannerie et les ouvriers pauvres ou en chômage et même une certaine partie de la classe moyenne défavorisée.

Ainsi, les exclus qui sont poussés autour et dehors de la « modernité » vers la périphérie des métropoles latino-américaines, vont faire partie et même devenir protagonistes d'un phénomène politique, économique et social extraordinaire qui a bouleversé l'ensemble de la vie de chaque pays, c'est-à-dire, le « débordement populaire » (Matos Mar, 1988, p. 17-19, voir 1.1.1). Nous reprendrons plus spécifiquement : l'émergence de l'économie populaire comme une force de plus en plus importante dans la vie économique du pays. Ainsi, l'économie populaire est « la réponse populaire spontanée et créatrice face à l'incapacité de l'État à satisfaire les aspirations les plus élémentaires des pauvres » (Vargas Llosa, 1986, p. xviii, notre traduction). Reprenons maintenant les différents aspects de l'économie populaire.

Dans le domaine de l'économie dite « populaire », d'autres chercheurs que Favreau et Fréchette essaient plusieurs approches afin de mieux aborder sa complexité dans le cadre de la dynamique urbaine des villes, notamment dans les pays du Sud. Ainsi, Odile Castel (2003, p. 4-5) vise à développer une nouvelle grille de lecture des activités économiques basées sur les « motifs » du développement de l'économie pour mieux consolider le concept de l'économie populaire solidaire. Pour sa part, Rob Davies (1979, cité par Portes, 1981, p. 230) choisit d'analyser les relations entre l'informalité et la formalité. Par ailleurs, Bromley et Gerry (1979, p. 3-26) proposent de mieux comprendre l'informalité à partir de l'étude des différentes catégories d'emploi dites « informelles » or *casual-work*. Voyons maintenant plus en détail les analyses de chaque auteur.

1.2.1 Une grille de lecture de l'économie des pays du Sud

Selon Odile Castel (2003, p. 3), depuis les travaux de A. Lewis en 1954, la grille de lecture des activités économiques dans les pays du Sud se base sur une approche dualiste comprenant le moderne et le traditionnel; avec les travaux de K. Hart en 1973, cette approche a été enrichie en mettant en évidence un secteur dit « informel » dans l'économie des pays du Sud. Cette grille dite « structurelle » qui se divise en trois blocs : moderne, informel et traditionnel, aurait atteint ses limites historiques. Selon Castel (2003, p. 4-5), il est possible d'établir une nouvelle grille de lecture de l'économie populaire des pays du Sud sur la base des trois principes qui font « bouger » l'économie.

Les motifs qui font se dérouler le procès social qu'est l'économie peuvent être mobilisés pour construire une nouvelle grille de lecture [ce sont] l'enrichissement personnel par le principe de maximisation du profit, le partage de biens et de services par le principe de la redistribution et la solidarité par le principe de la réciprocité [...] deux de ces principes sont antagonistes : la maximisation du profit et la réciprocité, car le fait que le profit soit accaparé par l'entrepreneur en interdit une utilisation solidaire. Par contre, comme nous le verrons, le principe de redistribution est parfaitement compatible avec le principe de maximisation du profit ou le principe de réciprocité (Castel, 2003, p. 3-4).

Si on regarde l'économie des bidonvilles, selon Castel les trois motifs² seraient sous-jacents à trois différentes façons d'agir des acteurs de la vie des bidonvilles. Le premier type d'activités, la solidarité, est orienté vers la création de pratiques communautaires, solidaires et autogestionnaires de la population pauvre des bidonvilles. Le développement économique local communautaire est le paradigme, les organisations populaires et les entreprises sans but lucratif sont les opérateurs principaux.

Le deuxième type d'activités motivées par la maximisation du profit met l'accent sur la logique du marché; l'obtention des profits et l'efficacité économique font partie du paradigme et les entrepreneurs privés sont les opérateurs des activités capitalistes.

Selon Castel, ces deux motifs sont antagonistes, mais dans le scénario, il y a place pour un autre. C'est celui qui répond à la logique de redistribution, l'État étant l'opérateur principal et l'application de programmes d'aide sociale et le rôle subsidiaire de l'État³ étant le paradigme. Chaque activité économique peut être identifiée selon le degré de participation à chaque approche.

Dans la figure 1.1, les diverses activités correspondent à chaque principe, profits, redistribution et solidarité (trois rectangles), et aux interactions des trois principes avec la sphère du marché (l'aire hachurée). Il n'y aurait pas d'intersection entre le rectangle du profit (1 et 3) et de la solidarité (4, 6, 7 et 5), mais l'auteure considère qu'une partie de la solidarité (6 et 7) joue un rôle

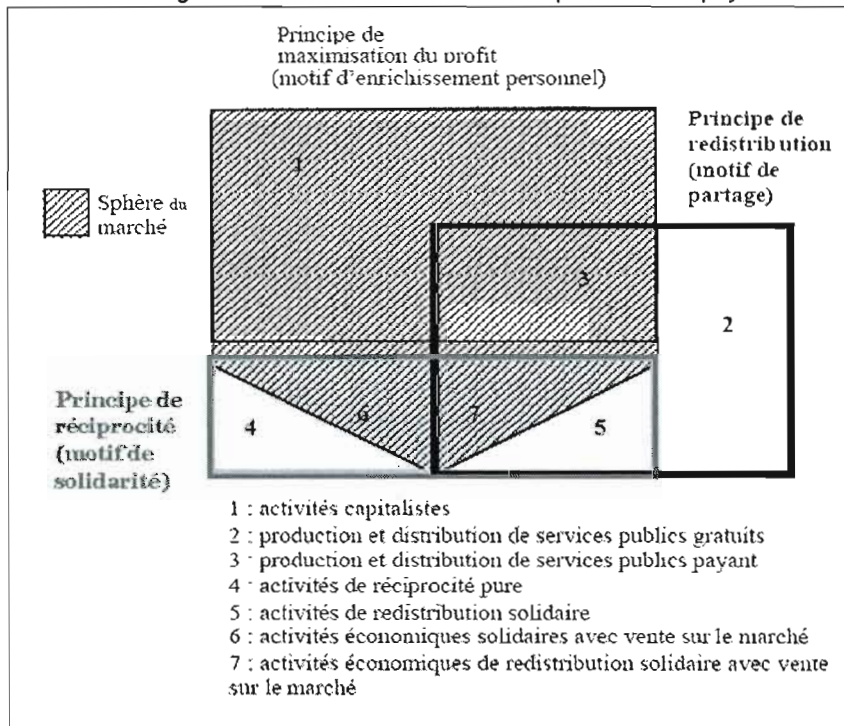
² Les mêmes motifs semblent se révéler dans les patterns ou modèles qui caractérisent l'utilisation du sol urbain selon une étude péruvienne: le modèle marchand, le modèle spontané et le modèle étatique (Guillén et Valdivia, 1997, p. 20-21). Le parallèle avec les motifs de Castel est clair: le modèle marchand se fait selon les règles du marché de l'offre et de la demande, c'est à fait la maximisation de profits; le modèle spontané correspond à l'occupation illégale de terrains dépourvus de services de base et après l'urbanisation basée sur des pratiques de la réciprocité et l'autogestion populaire; enfin, le modèle étatique réfère précisément à la redistribution de l'État par le biais de la construction de logements populaires abordables à la vente et à la location.

³ C'est-à-dire, l'intervention de l'État là où les activités économiques ne seraient pas suffisamment profitables pour les investisseurs privés mais elles auraient une haute rentabilité sociale (OSINERG, 2007, La loi 27744, article 2 et 3; Valdez, 1997, discours 124), par exemple l'installation d'un réseau téléphonique dans un village pauvre où les villageois ne peuvent pas payer le prix de marché.

dans le marché sans le but lucratif. Au total, on peut distinguer sept zones avec un mélange différent de profit, de redistribution et de solidarité. Ces zones sont groupées par Castel (2003, p. 5-8) en trois catégories :

- Capitalistes et/ou de redistribution
La zone 1 (activités capitalistes), la zone 2 (les activités économiques de redistribution passant par une autorité centrale : l'État, c'est-à-dire les services publics gratuits) et la zone 3 (activités économiques fondées sur deux principes : la maximisation du profit et la redistribution, telle que la production et la distribution de services publics payants)
- Réciprocité pure
La zone 4 : il s'agit de l'ensemble d'activités domestiques non échangées sur le marché (travail pour soi, pour ses amis, pour la famille)
- Économie populaire solidaire
La zone 5 (production de services sociaux collectifs offerts à tous les membres du groupe), la zone 6 (groupe de personnes qui prennent en charge de façon solidaire les risques de l'investissement, de la production et de la commercialisation des produits dans le marché) et la zone 7 (activités économiques de redistribution solidaire avec vente de la production sur le marché, les profits s'appliquent au bien-être du groupe et de la communauté)

Figure 1.1 Les activités économiques dans les pays du Sud



Source : Castel (2003, p. 5)

À cause de la tendance en vertu de laquelle l'économie populaire comprend quelques activités hors du cadre légal, mais pas nécessairement illégal, c'est possible de trouver dans chaque espace du tableau 1.1 et les aires 5, 6 et 7 de la figure 1.1, des activités dites « informelles ». Ainsi, il en découle un autre concept rapproché: l'Économie informelle.

1.2.2 L'Économie informelle et l'Économie populaire

Autour de cette notion on trouve quelques variantes telles que : le secteur informel, l'économie souterraine, l'économie non enregistrée, l'économie non structurée, etc. (Arellano, Gasse et Verna, 1992, p. 42). Une définition précise de l'économie informelle est donnée par Bairoch et reprise par Favreau et Fréchette :

L'économie informelle est un ensemble d'activités échappant à toute réglementation, et à forte intensité de main-d'œuvre dont les qualifications ont été acquises en dehors du système scolaire (Bairoch, 1997, cité par Favreau et Fréchette, 2002a, p. 97).

Cependant, dans les pays latino-américains, cette économie informelle a lieu dans une situation d'urbanisation sans l'industrialisation, contrairement à l'urbanisation dite « industrielle » dans les pays développés.

En Europe et en Amérique du Nord, l'urbanisation a été concomitante à l'industrialisation. Ce n'est pas le cas en Amérique latine, ni au Pérou. Les sociétés s'y sont urbanisées sans s'industrialiser. C'est l'inflation urbaine du Tiers-Monde (Bairoch, 1997). En outre, les migrants ont rarement trouvé un emploi dans le secteur moderne de l'économie, secteur trop rachitique. C'est ainsi que l'on retrouve une population urbaine flottante : plus de 70 % de celle-ci est sans emploi ou vit d'un travail précaire dans le cadre d'une économie informelle (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 8)

Mais le secteur informel n'existe pas isolé du reste de l'économie et de la société, il se trouve même en forte interaction avec les autres secteurs et joue un rôle important dans les économies des pays du sud. Ainsi, les chercheurs Davies et Bromley proposent chacun à leur tour une vision de l'informalité plus intégrée au système économique.

Rob Davies (1979, p. 87-105, cité par Portes, 1981, p. 230) présente un portrait pragmatique du rôle que joue l'informalité dans les économies du sud :

Le secteur informel est préservé parce qu'il comble trois fonctions importantes pour l'ensemble de l'économie capitaliste : premièrement, il réduit au minimum la différence de revenus urbains/ruraux nécessaire pour attirer les travailleurs immigrants à la ville; deuxièmement, il fournit un système d'assurance aux travailleurs « revenus » du secteur formel sans coût; troisièmement, il fournit des biens et des services pour la consommation populaire qui autrement deviendraient non disponibles ou plus coûteux (Portes, 1981, p. 230, notre traduction).

Ainsi, Rob Davies, sur la base d'une étude faite sur les bidonvilles au Zimbabwe, propose un modèle d'articulation entre les modes de production formel et informel, sur la base de la persistance du secteur informel et les rôles qu'il joue, malgré que ceci soit souvent en concurrence avec le secteur formel.

D'ailleurs, Bromley et Gerry (1979, p. 3-26), dans une recherche sur les pays en voie de développement, définirent « *casual work* » comme étant « une façon quelconque de gagner sa vie avec un faible degré de sécurité de revenus et d'emploi ». Ces chercheurs vont établir une typologie de « *casual work* » en quatre catégories :

- Emploi à court terme, tel que les travaux dits « saisonniers ».
- Emploi déguisé, ces emplois qui ressemblent à des emplois indépendants, mais ne sont que des emplois dépendants où le patron préfère le « déguisement » afin de ne pas assumer les coûts de la sécurité sociale ni respecter le salaire minimum en donnant une indépendance fictive aux travailleurs.
- Emploi dépendant, c'est le cas d'un patron qui reconnaît son travailleur, mais le cadre légal n'est suivi que partiellement.
- Emploi indépendant, les vrais « *selfs-employed* », entrepreneurs populaires généralement à l'échelle « micro » ou l'entreprise dite « individuelle ».

Ainsi, beaucoup de ce qui semble être « emploi indépendant » dans les villes du tiers monde, ils sont en vérité des emplois sous le contrôle et le profit d'entreprises formelles. Par exemple, le cas de vendeurs de journaux par rapport aux entreprises de journaux, ou les vendeurs de la rue qui offrent des produits divers, mais qui proviennent de quelques grands fournisseurs. Même si

Bromley et Gerry n'utilisent pas spécifiquement le terme « informel », il s'agit de ce phénomène dans ce cas.

Dans le contexte décrit, la solidarité sociale et l'économie sociale ont joué un rôle extraordinaire. D'abord comme une stratégie de survie et après comme une « façon de faire les choses », les organisations populaires ont changé le visage de la ville avec des pratiques autogestionnaires et de démocratie participative. Ainsi, ces pratiques sont très éloignées de celles qui se trouvent dans le secteur « moderne » ou « formel » de l'économie et l'organisation du reste de la société péruvienne. L'expérience de Villa El Salvador est remarquable à cet égard, mais l'histoire récente de Lima parle aussi d'autres cas de bidonvilles moins solidaires et moins organisés que Villa El Salvador.

Dans de nombreux pays du Sud, les mouvements associatifs locaux dans les bidonvilles tendent en effet à prendre le devant la scène sociale et politique. Ils sont également de plus en plus actifs sur le terrain économique. D'où les notions d'économie populaire et d'économie solidaire liées à celle de développement communautaire. Parmi l'ensemble des initiatives, une expérience significative, mais relativement peu connue illustre cette nouvelle dynamique : Villa El Salvador, au Pérou, un bidonville de 350 000 habitants en banlieue de Lima, aujourd'hui devient une ville dans laquelle la mobilisation sociale des résidents, l'économie solidaire et le développement local ont constitué des éléments déterminants dans la lutte contre la pauvreté (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 6-7)

Cependant, l'organisation communautaire chez les pays du sud est pratiquement une stratégie de survie. Ce n'est pas une question de la pertinence, c'est une question de vie ou de mort pour les habitants des nouveaux bidonvilles. Il émerge ainsi une « économie informelle » que l'on ne doit pas interpréter automatiquement comme une expression « d'économie sociale » :

D'entrée de jeu, il convient ici de ne pas confondre l'économie informelle avec l'économie sociale et solidaire. L'économie informelle est un dispositif de survie, non un dispositif de développement. En Amérique latine, l'économie informelle est prédominante, occupant de 50 à 70 % de la population urbaine (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 8-9)

En guise de synthèse, dans le cadre de notre recherche, l'« économie populaire » est donc le terme qui décrit le mieux les activités productives, commerciales et de services dans les zones périphériques urbaines des pays du Sud (Nyssens, 1997, p. 173-174; Castel, 2003, p. 3-4), c'est-à-dire les mêmes lieux où nous vérifions l'apparition, l'évolution et la transformation de bidonvilles en villes émergentes.

De plus, il s'avère nécessaire de bien préciser les autres concepts qui sont utilisés soit comme synonymes, soit comme termes très liés à celui de l'économie populaire. Une partie de l'économie populaire, généralement moins complexe et produite d'une stratégie de survie, est appelée l'« économie informelle ». Il s'agit du secteur de l'économie populaire qui ne suit pas les dispositifs légaux et les règlements. Il y a également des activités informelles dont ne font pas partie de l'économie populaire telles que les secteurs non populaires des marchés noirs et de la délinquance organisée. Ainsi, les grands contrebandiers ne sont pas considérés à l'intérieur de l'économie populaire, mais ils utilisent des canaux informels de distribution et de vente informelle au détail, tous les deux qui appartiennent à l'économie populaire.

À un autre niveau d'analyse, il existe aussi une partie de l'économie populaire qui s'apparente à celle qui s'appelle l'« économie sociale ». Il s'agit d'institutions formelles ou informelles qui sont établies dans les zones périphériques ou qui desservent des services à faveur de la population de ces zones-ci. Quelquefois, ce secteur est nommé de l'« économie populaire solidaire ».

Les entrepreneurs populaires avec leurs initiatives économiques deviennent donc les protagonistes de l'économie populaire, et les zones populaires où ils déroulent leurs initiatives émergent comme les nouveaux marchés à considérer dans la périphérie de la métropole.

1.3 L'antagonisme entre la solidarité sociale et la création de marchés

Au « premier étage de développement » tel que Braudel⁴ l'a défini (1980, cité par Favreau, 2002b, p. 66-67), il s'agirait d'une économie de survie et de subsistance lorsqu'un bidonville commence. La solidarité joue donc un rôle central. Ainsi, l'hypothèse de l'historien péruvien Alfonso Klauer sur la généralisation des pratiques de réciprocité dans les anciennes civilisations basées sur l'agriculture devient, par analogie, applicable à la réalité d'un nouveau bidonville. L'auteur considère que les pratiques solidaires semblent presque « naturelles » dans un milieu d'égalité, où il n'y a pas de classes sociales distinctes et la réciprocité devient indispensable et sans substitut dans les semailles, les récoltes et la construction des premiers logements (Klauer, 2003, p. 162-164). Dans le cas de bidonvilles, les semailles et les récoltes sont équivalentes aux travaux communautaires au début de l'habilitation urbaine d'un terrain dépourvu de services de base et d'infrastructure.

En suivant le parallèle avec Braudel, à fur et à mesure que le bidonville croît, les activités deviennent plus complexes et celui-ci montre les premiers signes de « différences de classe sociale ». L'économie de marché local émerge comme le deuxième étage. C'est le moment propice à l'apparition de nouvelles tendances dans l'économie, encore que la solidarité resterait implantée dans quelques endroits, mais elle deviendra de moins en moins importante dans le contexte de la communauté.

Ainsi, l'évolution vers une économie de marché pourrait devenir incontournable et le troisième étage que Braudel nommait « l'économie-monde », dans le cas d'un bidonville qui est devenu une nouvelle ville émergente, sera un processus d'intégration avec d'autres marchés émergents, le marché dit « moderne » de la métropole la plus proche et même le marché régional ou national et, par la suite, le marché mondial.

⁴ Ce chercheur a développé la thèse d'une économie à trois étages dans l'histoire: 1.- Une économie de subsistance, le « rez-de-chaussée », qui est une économie surtout informelle; 2.- Une économie de marché local, le « premier étage »; 3.- Une économie-monde, à l'étage supérieur.

Dans le processus de transformation d'un bidonville en nouvelle ville émergente, en suivant les étages de développement de Braudel, on apprécie l'antagonisme supposé entre la solidarité et le marché. Il est possible de repenser cet antagonisme en remarquant l'opposition entre ces deux approches selon trois paires de concepts :

- 1.- « La lutte contre la pauvreté » versus « la création de richesse ».
- 2.- « La théologie de la libération » versus « la théologie de la prospérité ».
- 3.- « La solidarité sociale » versus « la création de marchés ».

Voyons de plus près ces paires. Dans la pensée de la « lutte contre la pauvreté », la recherche sur les expériences de développement local communautaire indique une forte relation avec les principes de l'économie solidaire. Par contre, d'après l'expérience de développement local et l'économie populaire au Sénégal, Sambou Ndiaye affirme que la réussite ne vient pas en luttant contre la pauvreté, mais plutôt en travaillant dans une perspective de création de richesse :

Les [initiatives économiques populaires] IÉP oscillent entre la dynamique de lutte contre la pauvreté et celle de création de richesses [...] les IÉP semblent être victimes d'un héritage ainsi que d'une vision qui réserve la création de richesses au privé et aux institutions publiques [...] les formes les plus appropriées de coopération au développement seront celles qui réussiront à [...] s'orienter dans une perspective de création de richesse plutôt que de lutte contre la pauvreté avec un accent particulier aux activités productives (Ndiaye, 2003, p. 56-64)

Par rapport à la religion, dans le même texte mentionné plus tôt, Favreau et Fréchette (2002b, p. 12) commentent le rôle que les militants chrétiens ont joué en matière de formation de leaders dans le processus de développement des organismes communautaires, dans le cadre des nouvelles tendances de l'Église catholique, telle que la doctrine sociale de l'église⁵ et la théologie de la libération (d'inspiration marxiste, une distorsion selon les secteurs conservateurs de l'Église, qui l'ont refusée). Mais dans les dernières années, aurait émergé un autre courant religieux non catholique (du moins à l'origine)

⁵ Le Concile Vatican II (1962-1965) et le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) réuni à Medellin (Colombie) en 1968 et à Puebla (Mexique) en 1979, tous les deux ont diffusé ce qui s'appelle « la doctrine sociale de l'Église »

qui s'appelle « théologie de la prospérité » et qui met l'emphase sur la responsabilité individuelle. Dans une étude sur les bidonvilles d'Haïti, Jean Goulet signale :

Les pauvres des bidonvilles tournent le dos au catholicisme et adhèrent massivement au message de la théologie de la prospérité [...] considérée comme d'inspiration nord-américaine [il] pourrait se résumer dans la phrase suivante : Dieu nous a pourvus de ressources et nous avons la responsabilité, avec son aide, de les mettre à profit (Goulet, 2004, p. 5).

En ce qui concerne la troisième paire, avec le développement des bidonvilles et leurs transformations, l'importance économique relative des nouvelles villes s'accroît. Ainsi, l'accès au crédit qui était impossible avant, sauf avec les efforts solidaires à petite échelle d'organismes non gouvernementaux et de réseaux sociaux d'entraide parmi des proches, est maintenant une réalité avec l'apparition d'un marché profitable de crédit populaire, grâce au travail des « Caisses d'Épargne et de Crédit » et même des banques dites « traditionnelles » (CMACAQP, 2003, p. 11).

On parle alors de « nouveaux marchés ». Les pratiques de solidarité sociale et de démocratie participative deviennent un peu moins présentes selon l'avis de certains secteurs de la population. Les idées de De Soto sont confirmées en partie, du moins par rapport à une certaine casuistique :

[en 1980] les évidences ont démontré que la population voulait l'accès à la propriété privée et que l'intérêt pour des modèles socialistes de communauté fut rhétorique (De Soto, 1986, p. 55, notre traduction)

Une autre opinion, sceptique et critique, sur les pratiques de développement local communautaire basées sur la solidarité et l'entraide est donnée par Mario Polèse :

[...] tout le monde, ou presque, invoque le développement local. Comme formule de ralliement, il faut parler d'un succès enviable de marketing [...], mes propos à l'égard du développement local seront très critiques. C'est vrai que les anciens croyants sont parfois les plus durs [...] le développement local est présenté comme un modèle alternatif au modèle néolibéral, base sûre de valeur communautaire d'entraide, par opposition aux valeurs individualistes de compétition

sauvage [...] le développement local [...] est présenté comme une idée de gauche [...] [Comme] le rêve socialiste n'a pas marché au niveau de la nation [...] [Il faut] le construire au niveau des régions, des communautés [...] le rêve d'un modèle de développement construit sur des valeurs alternatives est têtue; il a trouvé un nouveau lieu d'expression (Polèse, 1996, p. 321-335).

1.4 Questions et objectifs de recherche

Notre mémoire vise à explorer le phénomène de l'émergence de nouvelles villes dans la périphérie urbaine des grandes villes des pays du sud, en prenant comme étude de cas la ville de Lima. Les zones périphériques liméniennes, autrefois qualifiées comme impropres à l'urbanisation, sont devenues des bidonvilles, avec une population sans ressources et qui est peu intégrée dans la vie sociale de la grande ville : même si les résidents peuvent travailler dans la ville-centre, l'économie locale du bidonville n'est pas intégrée. En somme, elles formaient une « ceinture de pauvreté » autour de la métropole. Avec le temps, dans ces zones sont apparus de nouveaux centres d'activité économique autres que le « centre traditionnel ». Nous appelons les « nouvelles villes émergentes » l'ensemble de ces centres et les résidences autour.

Ainsi, nous posons la question de recherche suivante :

- Quels sont les facteurs qui favorisent la transformation des bidonvilles de Lima en nouvelles villes émergentes?

Pour mieux guider la réponse à cette interrogation et la formulation des hypothèses, d'autres questions en découlent :

- a. Est-il possible de définir une évolution dite « typique » des bidonvilles dans la périphérie liménienne ?
- b. Est-il possible d'identifier un type d'économie dominante dans les bidonvilles de Lima parmi l'économie sociale, l'économie de marché et la participation de l'État?
- c. Quels sont les facteurs qui ont favorisé la création de marchés dans le sens économique, dans les bidonvilles péruviens ?
- d. La solidarité sociale est-elle permanente ou s'explique-t-elle seulement à partir d'une stratégie de survie? Lorsqu'un certain niveau de bien-être est atteint dans les bidonvilles, est-ce que les pratiques de solidarité sociale deviennent caduques?
- e. Est-ce vrai que la solidarité sociale dans les bidonvilles cède la place à l'économie de marché?

- f. Face à l'absence de l'État dans la provision de services sociaux comme la santé, la sécurité publique et l'éducation, quelle est la réaction de la population des bidonvilles ?

L'objectif principal est de décrire et expliquer les processus de transformations des bidonvilles, qu'aujourd'hui sont devenus des espaces urbains en train de dépasser la condition de bidonville et même de nouvelles villes émergentes. Par opposition à l'orientation de la plupart des études sur le sujet, notre recherche vise à couvrir l'évolution complète des bidonvilles, dès leur apparition dans une zone de la périphérie jusqu'à l'émergence de la nouvelle ville avec une forte amélioration des conditions de vie.

Plus précisément, nous explorons une interprétation alternative du phénomène qui se déroule dans les périphéries urbaines du Pérou, en proposant une sorte de synthèse entre deux approches qui s'utilisent généralement dans les études sur le phénomène des bidonvilles dans les pays du sud. La première approche est orientée vers la lutte contre la pauvreté et la génération de pratiques communautaires, solidaires et autogestionnaires de la population pauvre des bidonvilles. La deuxième met l'accent sur la création de marchés et l'intégration à l'économie dite « officielle ou moderne » de vastes secteurs de la population exclue qui se trouve dans l'économie informelle. La participation de l'État est un important complément aux deux approches.

1.5 Hypothèses de recherche

Avant de formuler les hypothèses, soulignons que chaque bidonville possède sa propre dynamique. Bien que chaque cas puisse être considéré « *único* », il existe des éléments communs, notamment la présence de l'autogestion et la solidarité sociale lors de la création des bidonvilles. Ainsi, nous pouvons formuler notre première hypothèse :

Hypothèse 1

Bien qu'au début l'autogestion et la solidarité sociale sont les caractéristiques communes des bidonvilles, avec le temps, lorsque ceux-ci dépassent leur condition de bidonville, la présence de l'État et les pratiques liées à l'économie de marché seront dominantes.

L'absence de l'État apparaît comme étant un facteur récurrent dans les analyses sur la réalité des bidonvilles dans les pays du sud. Les cas des bidonvilles liméniens ne font pas exception. En fait, il s'agit plus d'un rôle moins efficace et retardataire que d'une absence totale par rapport à celui que nous connaissons dans les pays développés, notamment dans la provision de services de base et les services sociaux⁶. Les États des pays pauvres ne furent pas capables de faire face au défi du « débordement populaire », pendant que les populations des bidonvilles devaient répondre à leurs besoins les plus élémentaires. Avec le temps, l'État couvrira d'une façon ou d'une autre les services de base, mais les services sociaux seront mal assurés. Qu'est-ce que les bidonvilles ont fait afin de combler besoins insatisfaits en éducation, santé et sécurité publique? Par analogie aux étages de Braudel (1980, cité par Favreau et Fréchette, 2002b, p. 66-67, voir 1.4), pendant une première période dans les bidonvilles, la précarité de services autogérés sans ressources et même l'absence de services sociaux domineront; une deuxième période se distingue lorsque ces besoins sont comblés à partir des investissements des petits et moyens entrepreneurs populaires; après, ce qui peut être considéré comme étant une troisième étape, les grands capitaux privés sont entrés aux zones périphériques. Le libre marché y joue de plus en plus un rôle fondamental. Cela nous permet de formuler une sous-hypothèse complémentaire à l'hypothèse 1 :

Sous-hypothèse 1.1

Face à la faiblesse de l'État dans la provision de services sociaux comme la santé et l'éducation dans les secteurs populaires des pays en voie de

⁶ Dans le cadre de notre recherche, comme le font les auteurs péruviens, le terme « services de base » fait référence aux services d'infrastructure tels que la distribution d'eau potable, l'électricité, les égouts et la trame urbaine de rues et de trottoirs. Par contre, les services sociaux sont l'éducation, la santé et la sécurité publique. D'autres services tels que la téléphonie, l'Internet ou la télévision par câble ne font pas partie des groupes de services mentionnés.

développement et après une première période d'économie solidaire, la population a cherché ses propres solutions sur le marché.

Ainsi, d'après les travaux de Braudel, une longue période de l'économie de subsistance précède le développement d'un marché local qui est suivi par le développement du pays dans le contexte international. Pour la plupart de pays de l'Amérique du Sud, pendant la décennie quatre-vingt, compte tenu de l'approfondissement des déséquilibres financiers et le manque de décisions politiques face à la crise, la nécessité d'adopter des politiques d'ajustement structurel devenait incontournable (Buffet, 2006, p. 92). Par rapport aux événements qui auraient favorisé la création de marchés dans les bidonvilles dans les années quatre-vingt-dix et qui alimenteraient positivement le processus de transformation de bidonvilles en nouvelles villes émergentes, nous formulons donc l'hypothèse suivante :

Hypothèse 2

Dans le contexte de l'économie du pays des années quatre-vingt-dix, les réformes contenues dans le programme d'ajustement structurel, des politiques de libéralisation de l'économie et le potentiel économique des bidonvilles ont favorisé la consolidation de marchés intérieurs des bidonvilles, l'intégration de ces marchés au marché métropolitain et même au marché international.

D'autre part, contrairement à Castel (voir figure 1.1) qui déclare antagonistes les motifs de l'enrichissement personnel et celui de la solidarité, même si, dans certains cas, les deux coexistent et le premier est subordonné au deuxième dans l'économie populaire solidaire (Castel, 2003, p. 7), nous considérons qu'à partir de la notion de l'entrepreneur de l'économie populaire, c'est possible que les activités économiques où la réciprocité se déroule dans le marché soient partagées en même temps par le motif « enrichissement personnel » et le motif « solidarité », sans toujours la prééminence obligatoire d'un motif sur l'autre. Ainsi, nous proposons l'hypothèse suivante :

Hypothèse 3

Dans les activités économiques, notamment celles de l'économie populaire, il s'avère possible que les activités avec but lucratif se déroulent simultanément avec un autre but, celui de la réciprocité.

Nous cherchons donc à vérifier ces hypothèses sur la base de la démarche méthodologique que nous présentons dans le chapitre deux en nous penchant plus particulièrement sur quatre cas différents d'anciens bidonvilles qui sont devenus de nouvelles villes ou qui sont en train de dépasser la précarité d'être un bidonville : *Villa El Salvador*, *Huaycán (Ate-Vitarte)*, *Nuevo Pachacútec (Ventanilla)* et *Manchay (Pachacámac)*. Avant de procéder à ce chapitre, il faudra se demander quelle sera la contribution sociale et scientifique de cette recherche.

1.6 Contribution sociale et scientifique

Notre recherche propose une synthèse entre deux approches qui s'utilisent généralement dans les études sur le phénomène des bidonvilles chez les pays du sud. La première approche est orientée vers la lutte contre la pauvreté et la génération de pratiques communautaires, solidaires et autogestionnaires de la population pauvre des bidonvilles. La deuxième met l'accent sur la création de marchés et l'intégration à l'économie dite « officielle » des vastes secteurs de la population exclue qui se trouve dans l'économie informelle. Notre contribution scientifique propose une analyse de l'évolution de bidonvilles en vertu de laquelle les deux approches seront intégrées.

Le phénomène des bidonvilles dans les pays du sud s'inscrit dans le problème de la pauvreté qui affecte cinq sur six parties de notre planète. C'est un problème humain très important qui exige une meilleure compréhension scientifique ainsi que la recherche de solutions. À partir de meilleures interprétations des phénomènes du monde réel, il s'agit de participer à l'amélioration des stratégies et des décisions que prennent les acteurs sociaux,

les autorités et les dirigeants. Notre recherche contribuera sans doute à ce processus.

Dans ce mémoire, nous avons fait un réel effort de synthétiser les recherches sur les bidonvilles en anglais, en français et en espagnol. De plus, nous avons essayé de mettre à contribution nos propres expériences, ce qui nous ont permis d'identifier les personnes clés qu'un étranger aurait peut-être ignorées, et mieux comprendre le contexte dans lequel les bidonvilles évoluent.

CHAPITRE II

LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Maintenant que sont posées les questions de recherche et les hypothèses, comment mener la recherche? Ce chapitre présente les choix méthodologiques qui nous ont facilité la poursuite de nos objectifs de recherche, notamment d'étudier les processus de transformations des bidonvilles, aujourd'hui des nouvelles villes émergentes ou des espaces urbains en train de dépasser la condition de bidonville. Premièrement, on a choisi une stratégie méthodologique qui repose sur une approche d'étude de cas, la ville de Lima, capitale du Pérou. Deuxièmement, il a fallu délimiter l'espace géographique de la recherche dans le contexte de la ville de Lima. Il s'agit d'identifier quelles sont les zones les plus appropriées pour la recherche. Une démarche quantitative a aidé à choisir les études de cas. Cette partie de notre travail est aussi menée dans le but de renforcer ou de relativiser les résultats des diverses sources bibliographiques ainsi que les entretiens sur place. Troisièmement, l'utilisation d'observation directe est expliquée. Finalement, le choix de faire des entrevues semi-dirigées et des entretiens de groupe est expliqué, ainsi que le processus en vertu duquel nous avons choisi les personnes à interroger.

2.1 La méthodologie d'étude de cas

Selon Simon Roy (2003, p. 161-162), l'étude de cas implique l'utilisation d'un ensemble de sources diverses y compris éventuellement des outils qualitatifs et quantitatifs. En appui à cette idée, Lessard, Goyette et Boutin affirment :

[Dans l'étude de cas] le chercheur est impliqué personnellement au niveau d'une étude en profondeur de cas particuliers [...] l'étude de cas se caractérise également par le fait qu'elle réunit des informations aussi nombreuses et aussi détaillées que possible en vue de saisir la totalité d'une situation. C'est pourquoi elle recourt à des techniques de collecte des informations variées (observations, interviews, documents) (Lessard, Goyette et Boutin, 1997, p. 111-112)

Malgré les limites et contraintes inhérentes à cette méthodologie, nous croyons que cette approche s'adapte très bien à nos objectifs d'explorer et de décrire certaines caractéristiques des bidonvilles, ainsi que de mieux approfondir des

phénomènes insoupçonnés ou difficiles à mesurer. Roy cite Bradshaw et Wallace (1991, p. 154-171) en affirmant :

L'étude de cas a été très utile pour comprendre certaines problématiques liées aux pays en voie de développement. Les théories occidentales traditionnelles se sont avérées plus ou moins efficaces pour expliquer certains phénomènes, dont le développement (ou le retard) économique et social de ces sociétés (Roy, 2003, p. 168)

Étant donné que nous avons choisi plusieurs zones de la ville afin d'approfondir notre démarche, l'étude de cas est du type que Yin (1989) nomme « multiple » ; de plus, notre approche est holistique, c'est-à-dire, on cherche à atteindre la totalité du phénomène :

La même étude peut contenir plus d'un cas simple. Lorsqu'il arrive, il faut que l'étude utilise un « design » de cas multiple [...] chaque cas individuel peut-être holistique ou concentré (Yin 1989, p. 27-60, notre traduction)

Nos études de cas se trouvent donc dans la ville de Lima, qui correspond à notre volonté d'étudier une ville dans un pays en voie de développement et, en tant que résidents de 1963 à 2004, nous connaissons bien cette ville. De plus, l'auteur a été cadre dans le domaine du microcrédit aux entrepreneurs populaires avec des tâches de recherche, de développement et de gestion d'une institution municipale de crédit populaire, la Caisse Municipale d'Épargne et de Crédit d'Arequipa, notamment dans son projet d'expansion vers la ville de Lima.

2.2 La démarche quantitative

La partie quantitative consiste en une comparaison entre les indicateurs de développement humain et socio-économique de tous les districts de la ville de Lima, notamment les espaces de la périphérie où se trouvent les anciens bidonvilles liméniens qui de 1970 à aujourd'hui sont devenus de nouvelles villes émergentes. La comparaison de ces regroupements permet de trouver

quelques indices très utiles à l'analyse postérieure, en visant la confirmation ou la mise en perspective de l'information provenant de la démarche qualitative.

D'abord, en nous basant sur l'étude préparée par la « *Division de Investigaciones Económicas del Banco Central de Reserva del Perú* » (BCR, 1984, p. 20-24), qui faisait quinze regroupements des districts de Lima selon des critères socio-économiques du recensement de 1981, nous avons mis à jour pour 2005 un certain nombre d'indicateurs socio-économiques et démographiques. Ce sont :

- Pourcentage de ménages desservis par le service de l'eau potable
- Densité de la population
- Niveau d'alphabétisation
- Revenu familial
- Bureaux de l'État (nombre d'habitants par bureau)

En appliquant la technique d'analyse *Cluster* (voir appendice D), nous avons trouvé dix regroupements de districts pour toute la ville de Lima, telle que démontre l'appendice E. Quoique nos regroupements soient légèrement différents de ceux de la BCR, le but de trouver quatre zones qui appartiennent aux regroupements différents est atteint en utilisant l'information de la BCR qui date de 1981 ou celui de notre mise à jour. Ainsi, avec l'ensemble des quatre zones, nous avons une bonne approximation de la réalité de toute la périphérie.

De plus, l'indice de développement humain publié par le Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD-ONU) dans l'année 2006 permettra de comparer cette année avec la réalité de 1981 selon l'indice de développement socio-économique de la BCR et de notre mise à jour pour 2005. Même si les trois indices ne sont pas complètement comparables, au moins nous obtenons une approximation des changements subis par chaque district de la ville de Lima entre 1981 et 2006.

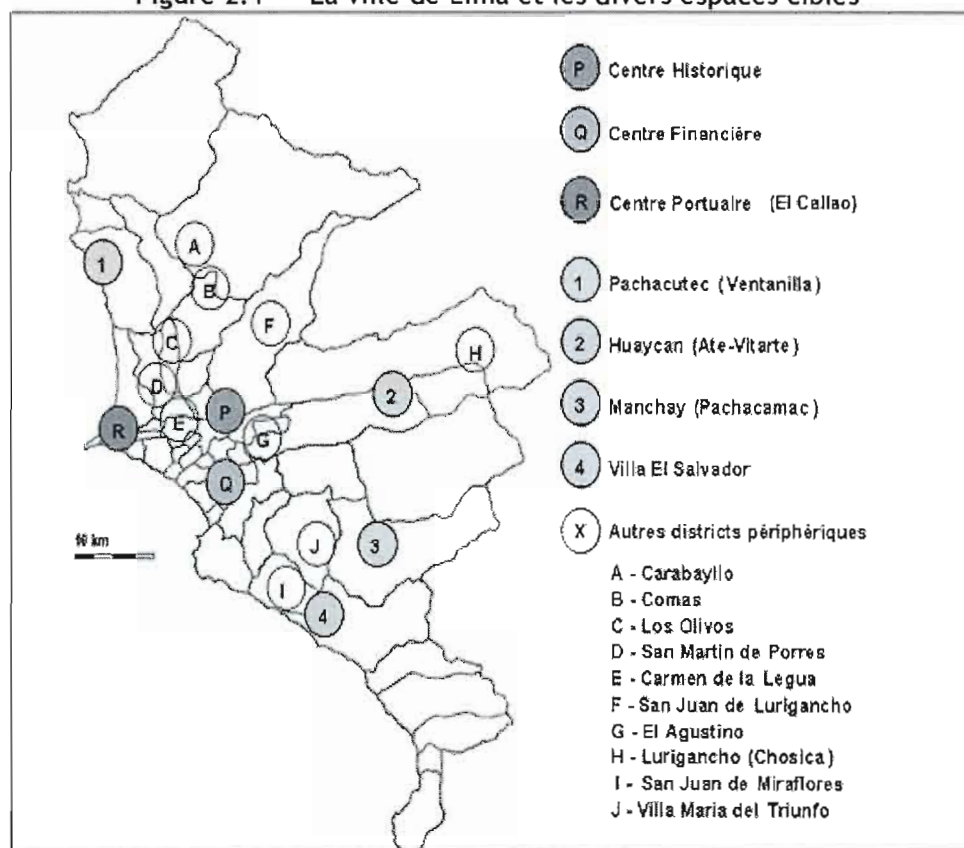
En même temps, nous avons élaboré une base statistique de données à partir de l'information disponible dans les sources mentionnées en la section 2.4.1; nous considérons de façon particulière les données démographiques, la

provision du service de l'eau potable et de l'électricité, pour chaque district selon les recensements de 1972, 1981, 1983 et 2005.

2.3 Le choix des zones à étudier

Le territoire couvert correspond à la grande région métropolitaine de Lima. Au début, nous avons examiné toute la périphérie. À partir de la division de la ville selon l'étude de l'entreprise *Apoyo Opinión y Mercado S.A.* (2004, p. 8), qui se basait sur les profils socio-économiques, en faisant quelques ajustements, nous avons parcouru trois secteurs géographiques composés des districts suivants (de A à J et de 1 à 4 dans la figure 2.1):

Figure 2.1 La ville de Lima et les divers espaces ciblés



Source : Apoyo (2004, p. 8) ; Enríquez (1994, p. 20) ; nous avons ajouté l'identification de chaque zone et la sélection des espaces ciblés.

- **Secteur Nord :** *Ventanilla (Nuevo Pachacútec), Los Olivos, Comas, San Martín de Porres, Independencia, Carabayllo.*
- **Secteur Est :** *San Juan de Lurigancho, El Agustino, Santa Anita, Ate-Vitarte (Huaycán), Chaclacayo, Lurigancho.*
- **Secteur Sud :** *Chorrillos, San Juan de Miraflores, Villa María del Triunfo, Villa El Salvador, Pachacamac (Manchay), Lurín.*

Ces secteurs, qui couvrent toute la périphérie de la ville, ont été, pour la plupart, des regroupements de bidonvilles ou de terrains urbanisés populaires il y a environ quarante ans pour le plus ancien (Driant, 1991, P. 75-80). Ils contiennent maintenant plusieurs anciens bidonvilles très peuplés, devenus de nouveaux centres pour une importante quantité de bidonvilles qui se sont formés à leur périphérie.

D'après une analyse quantitative (voir section 2.2), nos observations des lieux et l'information recueillie des sources bibliographiques, nous avons choisi quatre zones qui nous paraissaient pertinentes pour appliquer une approche comparative sur l'évolution des bidonvilles et pour interroger les acteurs du milieu. Dans la figure 2.1, on peut identifier :

- Les quatre zones ciblées (1, 2, 3, 4)
- Les trois centres de la Ville : Historique, moderne et portuaire (P, Q et R)⁷
- Les autres espaces dans la périphérie (de A à J) sur lesquels on a porté un intérêt contextuel.

Dans les quatre zones, il s'agit de bidonvilles qui ont subi des étapes successives d'évolution et qui pourraient être en train de dépasser la condition de bidonville. Trois zones appartiennent à trois différents districts tandis que la quatrième zone, *Villa El Salvador*, est un district en soi qui appartenait précédemment à un autre district.

Les critères de choix des zones ciblées à étudier sont basés sur la disponibilité de l'information et l'observation de phénomènes qui pourraient jouer sur l'évolution des bidonvilles. Parmi ceux-ci, notons l'émergence d'une

⁷ **Centre historique (P) :** *Breña, La Victoria, Cercado de Lima, Rimac et San Luis; Centre moderne (Q) :* *Barranco, Jesús María, La Molina, Lince, Magdalena del Mar, Pueblo Libre ou Magdalena Vieja, Miraflores, San Borja, San Isidro, San Miguel, Santiago de Surco et Surquillo; Centre portuaire (R) :* *Callao, Bellavista, La Perla et La Punta.*

dynamique économique locale, les changements politiques et sociaux, et la formalisation de la propriété. Les quatre cas choisis semblaient représenter quatre situations différentes, selon ces critères :

- Le développement économique local visible, selon les observations que nous avons faites sur le paysage urbain, la dotation de services publics, la prolifération des commerces et des industries, la construction d'immeubles, la pauvreté visible;
- le niveau de formalisation, selon les données que nous avons prises sur les activités informelles, la formalisation de la propriété, la reconnaissance des autorités, les titres de propriété, les certificats de possession;
- les changements politiques et sociaux, selon les données que nous avons relevées sur l'intégration à la ville dite moderne, les organismes populaires de l'autogestion, l'esprit communautaire, l'orientation politique de la population, le rôle de l'État.

2.4 La démarche qualitative

Nous avons utilisé divers moyens et plusieurs sources d'information afin d'obtenir les données nécessaires à notre démarche qualitative. Le point de départ de la recherche empirique se basait sur la bibliographie de la recherche, sur la documentation que nous avons compilée ainsi que notre expérience personnelle. Notre approche qualitative incluait l'observation directe non participante, des entretiens semi dirigés et des entretiens de groupe.

Le but des entrevues et l'utilisation des autres sources d'information, était de valider les analyses des études incluses dans la bibliographie, d'avoir une vision plus complète des bidonvilles et leur évolution vers l'étape de ville émergente et de cerner les points de vue des différents acteurs sur les sujets traités, par exemple, de connaître les efforts de la population dans le but d'accéder aux services de base.

2.4.1 La recherche documentaire

Nous avons effectué une analyse des informations bibliographiques et statistiques, disponibles au Canada et sur l'Internet, ainsi que des textes publiés par des chercheurs et des organismes péruviens. Parallèlement, nous avons procuré plusieurs documentaires vidéo qui traitent de divers problèmes péruviens fortement associés à la pauvreté urbaine et les expériences autogestionnaires du développement urbain.

Ainsi, la recherche bibliographique consistait en des recherches en français, en anglais et en espagnol, à partir d'une recherche dans Manitou, Google scholar, Urbadoc, ABI/Inform global, Revues Org, Urbared, ILD, DESCO, OTM-France, Sci-Elo, EUMEDNET, et des articles journalistiques (Google, fichiers physiques, journaux, références web, etc.).

Pour les années 1950 et 1972, les sources bibliographiques contenaient seulement des données statistiques partielles. L'information statistique de qualité n'est disponible qu'à partir de 1972, ainsi, nous appliquons l'étude quantitative de 1972 à 2005. Les sources proviennent de « l'Institut National de Statistique et Informatique du Pérou » (INEI - *Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú*), de l'organisation privée «*Perú en números 2005 - Cuánto S.A.*» et de l'entreprise consultant péruvienne «*Apoyo Opinión y Mercado S.A.*». L'information provient des recensements effectués pendant la période sous étude (les années 1972, 1981, 1993 et 2005) et des projections statistiques.

Également, sur place, nous avons recueilli des données auprès des municipalités, des centres communautaires, des organismes et des publications locales. Cette information complémentaire est difficile à trouver dans les rapports officiels parce qu'elle correspond aux activités informelles ou non reportées.

2.4.2 L'observation directe non participante

Nous souscrivons à la position d'Élisabeth Paul (2003) dans sa recherche « Un commerce équitable et durable, entre marché et solidarité » :

L'observation directe (non-participante) [...] consiste à systématiquement noter et enregistrer les activités, les comportements et les objets physiques en relation avec le projet, en tant qu'observateur discret. Elle permet d'obtenir rapidement et de manière économique l'information socio-économique de base sur les ménages ou les communautés, en un temps assez bref et sans chercher à gagner une vue de l'intérieur, empathique. Si les participants ne se rendent pas compte qu'ils sont observés, ils ont moins tendance à changer leur comportement, ce qui compromet moins la validité de l'évaluation (Paul, p. 53).

Ainsi, dans notre parcours de la périphérie liménienne, nous avons observé principalement l'environnement physique et les activités de la population dans les lieux les plus fréquentés, c'est-à-dire, le paysage urbain en transformation permanente, les services publics, la prolifération des commerces et des industries, la signalisation routière, les édifices publics, la construction d'immeubles, l'infrastructure éducative publique et privée, les nouvelles autoroutes en construction, les logements précaires, les institutions de la santé, les temples religieux, les rues pavées, etc.

2.4.3 Les entretiens semi-dirigés

Dans le cas d'entretiens semi-dirigés, nous voulions obtenir les opinions de chaque personne concernant ses champs d'activités respectifs, afin d'avoir une vision plus complète de l'évolution des bidonvilles et les facteurs déterminants de son devenir. Ceci, suivant la perspective de Savoie-Zajc (2003) qui mentionne :

Établir une interaction humaine et sociale avec chacun des répondants, d'être à l'écoute des expériences vécues [...] un des buts de l'entrevue semi dirigée est celui de rendre explicite l'univers de l'autre [...] le répondant est en mesure de décrire le plus richement possible son expérience [...] L'entrevue semi-dirigée constitue un mode de collecte de données exigeante, mais enrichissante pour les personnes qui y participent. Elle devrait constituer une expérience stimulante d'apprentissage autant pour le chercheur que pour le répondant (Savoie-Zajc, 2003, p. 298 et 313)

Nous avons décidé d'utiliser les entrevues semi-dirigées avec un guide d'entretien (Appendice A) au lieu d'un questionnaire fermé administré oralement ou d'une entrevue totalement ouverte dite « non dirigée » où le chercheur suggère un sujet et n'offre que peu de questions, puisque dans notre démarche, il est très important de capturer la richesse des expériences des répondants tout en guidant la conversation selon les questions de recherche. Ainsi, selon Savoie-Zajc :

L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur [...] pour mieux comprendre un phénomène d'intérêt pour les personnes impliquées [...] les entrevues semi-dirigées reposent sur de postulats spécifiques par rapport au type de situation, par rapport aux modes de production de savoir et elles poursuivent de buts particuliers [...] c'est toutefois le chercheur qui initie la démarche d'étude et qui applique un certain degré de contrôle (questions, structure, etc.) au cours de l'entrevue » (Savoie-Zajc, 2003, p. 295-296)

La grille d'entretien était construite à partir des questions de recherche, des objectifs et des hypothèses. Les entrevues duraient environ une heure. Malheureusement dans les entretiens faits avec des répondants d'organismes de services publics et des entreprises où on a obtenu la participation d'un administrateur ou d'un fonctionnaire qui répondait au nom de l'entreprise, l'information était quelques fois limitée à la « position officielle » de l'entreprise. Nous avons préféré limiter l'inclusion de citations à partir des entretiens semi-dirigés puisqu'il faut protéger l'anonymat et à partir des citations, ce serait facile de reconnaître certains répondants. Dans tous les cas, les mesures pour respecter l'éthique ont été prises, selon le cadre normatif pour l'éthique de l'UQÀM.

2.4.3.1 Le choix des informateurs clés

D'abord, on a établi une liste préliminaire de personnes à rencontrer pour les entrevues semi-dirigées, en couvrant ceux qui pourraient agir dans les types d'activités identifiées dans la grille de Castel et les zones de la périphérie à

étudier. Au début, nous avons le but de nous entretenir avec au moins trois personnes de chaque section. À la fin de chaque entrevue, nous avons demandé aux participants de nous recommander d'autres personnes pertinentes qui connaissaient le thème ; dans la plupart des cas, notre demande fut fructueuse et l'effet « boule de neige » a eu lieu. La liste initiale des personnes à interviewer et la liste de personnes participantes des entrevues sont présentées dans l'appendice C. Tous les répondants sont des personnes avec une expérience de vie dans les zones périphériques, en jouant divers rôles quelquefois simultanément : résidant, professionnel, chercheur, intervenant social, entrepreneur populaire, cadre d'une entreprise financière ou de services publics, fonctionnaire municipal, fonctionnaire du gouvernement, etc. En tout, nous avons rencontré 34 personnes, dont 17 résidaient, travaillaient, avaient résidé ou avaient travaillé dans les zones ciblées. Les entrevues ont eu lieu en juillet et en août 2006. Finalement, le point de saturation a été atteint.

2.4.4 Les entretiens de groupe

Afin de bien compléter l'information recueillie dans les entrevues individuelles, d'obtenir d'autres points de vue et des pistes de réflexion, nous avons fait des entretiens de groupe. L'entretien de groupe présente l'avantage de réunir plusieurs personnes qui peuvent s'inspirer mutuellement dans leurs réflexions, dans une sorte de « synergie de groupe ». L'information obtenue ainsi peut être plus détaillée que dans le cadre d'un entretien individuel, même si certains facteurs humains peuvent contraindre l'expression libre de l'opinion de chacun (Wallonie, 2004, fiche 4 ; Babbie, 2004, p. 302-303).

Nous avons formé deux groupes, le premier de cinq et le deuxième de six. Les personnes convoquées aux entretiens collectifs étaient des connaissances de l'auteur, pas directement impliquées dans l'analyse du développement de la périphérie. Dans chaque groupe, les membres ne se connaissaient pas ; il y avait une seule personne avec une expertise dans le domaine de l'économie

populaire et tous les autres étaient des personnes avec diverses expériences en tant qu'habitants de la ville et demeurant dans des districts différents. Tous avaient complété un niveau d'éducation analogue d'études universitaires, ce qui facilitait la communication. Le « Guide d'entretien » (Appendice A) fut utilisé avec le but de couvrir les sujets prédéterminés. En même temps, quelques informations déjà obtenues dans les entretiens semi-dirigés furent soulevées afin de les valider ou de les nuancer selon les opinions et les connaissances des participants.

2.5 La période couverte par l'étude

Les premiers bidonvilles, expression d'un véritable phénomène social de grande envergure, sont apparus au Pérou dans les années 50 et même avant cela dans quelques cas. Il est donc nécessaire de couvrir la période de 1950 à 2006, afin de mieux expliquer le phénomène.

Nous avons vu dans ce chapitre la stratégie de recherche qui inclut l'analyse documentaire, l'observation directe non participante, l'analyse quantitative et surtout les entrevues individuelles et de groupes. Avant d'explorer les réponses aux questions de recherche et la validation des hypothèses, afin de mieux appréhender le contexte, examinons la réalité géographique, politique, sociale et démographique de la ville de Lima, et particulièrement dans la périphérie urbaine, ainsi que les phénomènes de la croissance urbaine, de la métropolisation et de la pauvreté.

CHAPITRE III

LA PÉRIPHÉRIE URBAINE MÉTROPOLITAINE DE LIMA

Dans ce chapitre, il sera question d'examiner la réalité actuelle de la périphérie urbaine métropolitaine de Lima et l'évolution qualitative et quantitative de cet espace géographique pendant les derniers cinquante dans le contexte de l'Amérique latine et du Pérou.

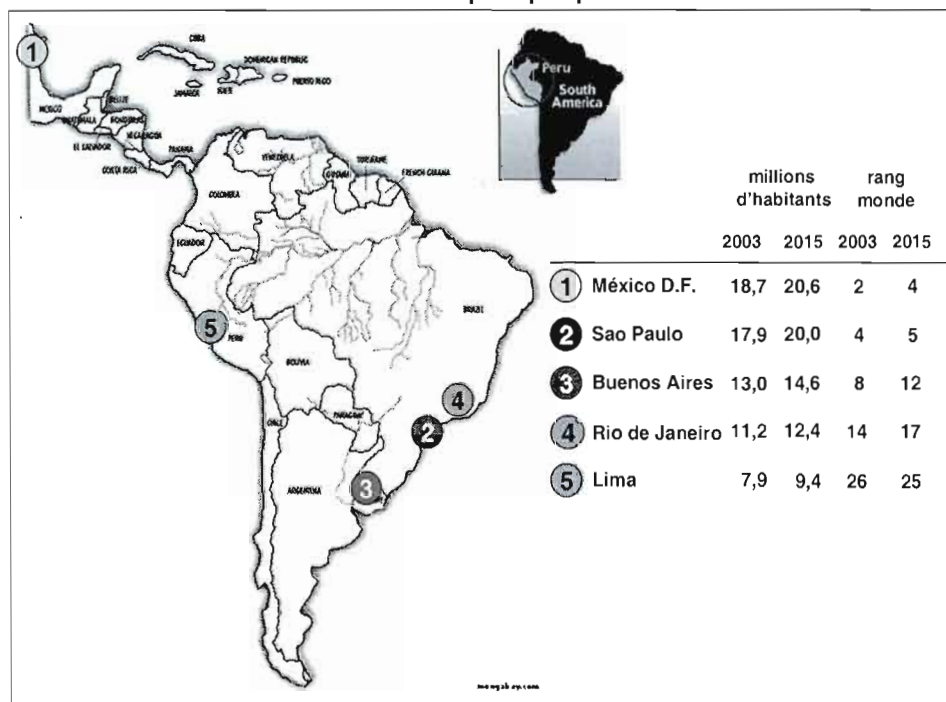
Une fois mis en contexte, d'autres concepts tels que la métropolisation et la zone métropolitaine seront révisés par rapport à la réalité de Lima. Ensuite, nous analysons l'évolution urbaine de la ville, le phénomène de l'occupation de la périphérie urbaine de Lima et les services de base tels que l'eau potable et l'électricité. Après un bref historique des bidonvilles péruviens, il sera encore une fois question de l'économie populaire et de l'informalité, mais cette fois, au Pérou.

Finalement, l'évolution de la pauvreté urbaine sera traitée en comparant deux études qui correspondent à deux moments différents : l'indice de développement humain calculé en 2005 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-ONU) et l'indice de développement socioéconomique mesuré par la Division de recherches économiques de la Banque centrale de réserve du Pérou en 1984. De plus, nous ajoutons les résultats de notre mise à jour pour 2005 de ce dernier indice à partir de l'analyse *Cluster* appliquée dans notre démarche quantitative (voir appendice D et E). Enfin, les résultats seront contrastés avec des sondages faits auprès de la population en 2006 en mesurant le degré de satisfaction par rapport au lieu de résidence dans la ville de Lima.

3.1 Le Pérou dans le contexte latino-américain

La République du Pérou se trouve sur la côte ouest du continent sud-américain, face à l'Océan Pacifique et entre la ligne de l'Équateur et celle du Tropique du Capricorne. Le Pérou, un État andin, a comme limites au nord les pays de l'Équateur et de la Colombie ; au sud se trouve le Chili ; au sud-est la Bolivie ; à l'est le Brésil et à l'ouest, ses côtes sont baignées par l'Océan Pacifique. Dans la figure 3.1, la carte de l'Amérique latine (le Mexique, les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud) illustre la place géographique qu'occupe le Pérou.

Figure 3.1 La division politique de l'Amérique latine et la localisation des villes les plus peuplées



Source : www.montabay.com (la carte) ; Urban Agglomerations (ONU, 2003, p. 1) ; nous avons ajouté la localisation des villes.

De 1900 à 2005 la population mondiale qui habite les zones urbaines est passé de 10% à 50%, mais pour l'Amérique latine le chiffre est proche de 80% (Polèse, 2005, p. 17; Antequera, 2004, p. 53). Les villes latino-américaines sont parmi les plus peuplées du monde; selon ce critère, Lima est la cinquième ville latino-américaine après Mexico, São Paulo, Rio de Janeiro et Buenos Aires. Non seulement dans l'Amérique latine, mais sur toute la planète, les plus grands territoires urbanisés des pays du sud montrent une caractéristique commune : autour des villes se trouve une multitude d'agglomérations urbaines précaires et pauvres qui s'appellent « bidonvilles » (*Favelas* au Brésil, *Villas-miseria* en Argentine, *Barriadas* ou *Pueblos Jóvenes* au Pérou, *Poblaciones* au Chili, *Ranchos* au Venezuela, *Colonias* au Mexique, etc.) Selon la projection de l'an 2015 (ONU, 2003, p. 1), les deux villes les plus peuplées de l'Amérique latine, Mexico D.F. et São Paulo, dépasseront la barrière imaginaire de 20 millions et seront toujours entre les cinq villes les plus peuplées du monde. Dans la même

projection, la ville de Lima restera parmi les vingt-cinq villes les plus peuplées de la planète et elle aurait environ neuf millions et demi d'habitants.

3.1.1 La métropolisation des villes latino-américaines

Le concept de métropolisation réfère à la fois à un phénomène économique et à un processus spatial (Leroy, 2000, p. 84). Selon l'Observatoire de Territoires et de la Métropolisation (OTM⁸, 2001, fiche 2), la métropolisation est un processus directement lié à la mondialisation. Il touche l'ensemble des territoires et désigne un changement quantitatif et qualitatif du processus d'urbanisation qui a marqué les 50 dernières années. Il se traduit en particulier par :

- L'accroissement de la concentration de la population et des richesses autour d'un certain nombre d'agglomérations existantes sur des territoires de plus en plus larges
- Un étalement urbain et une dispersion des centralités
- Un accroissement des mobilités et des échanges et surtout un accroissement des distances parcourues
- Un accroissement simultané de la fragmentation et de la ségrégation sociale et spatiale.

En ce qui concerne les phénomènes d'urbanisation et de métropolisation des villes latino-américaines, Geraiges (1996, p. 71) affirme qu'expliquer ce phénomène par la modernité ou par la mondialisation n'est pas suffisant pour bien aborder sa complexité. Avant la vague de modernité et d'industrialisation qui arriva à l'Amérique latine au 19^e siècle, il existait déjà un ensemble de centres urbains qui soutenaient l'économie des colonies (espagnoles et portugaises). La plupart de ces villes ont subi une croissance notable d'abord avec la modernité industrielle (jusqu'à 1950) et après, avec le phénomène de la mondialisation. Pratiquement il n'existe aucun cas d'une métropole latino-américaine d'aujourd'hui, qui autrefois, n'ait pas été une grande ville à l'époque de la domination espagnole et portugaise, et ce, même après le processus d'indépendance et la naissance des nouveaux États latino-américains.

⁸ Organisme du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer de la République Française.

Dans les années 70, selon Geraiges (1996, p. 74), après la migration massive de la campagne vers les villes, la dichotomie « rural-urbaine » serait disparue et un autre, appelé « centre-périphérie », serait émergé. Il y aurait un centre où sont concentrés tous les services qu'offre la modernité, et une périphérie marginalisée où la survie est la règle et la modernité n'existe pas.

On dit que les pays latino-américains sont « de gigantesques têtes urbaines avec de petits corps ruraux » (Blanksten, 1966, p. 324 ; Geraiges, 1996, p. 72) à cause des dimensions comparatives de leurs métropoles. D'après les statistiques d'agglomérations urbaines de l'ONU (2003, p. 1), Lima et Buenos Aires représentent respectivement 29,1% et 34,0% de la population totale du pays; les pourcentages atteignent 39,4% et 37,7% par rapport à la population urbaine du pays. En comparaison, la ville de Mexico possède 18% de la population totale et 23,9% de la population urbaine. Par contre, les pourcentages de São Paulo (10,0% - 12,0%) et Rio de Janeiro (6,3% - 7,6%) se trouvent très proches de ceux qui montrent les villes des pays développés, telles que New York (6,2% - 7,7%), Londres (12,9% - 14,4%), Toronto (15,5% - 19,3%) et Montréal (11,0% - 13,7%).

3.2 La structure politique du Pérou

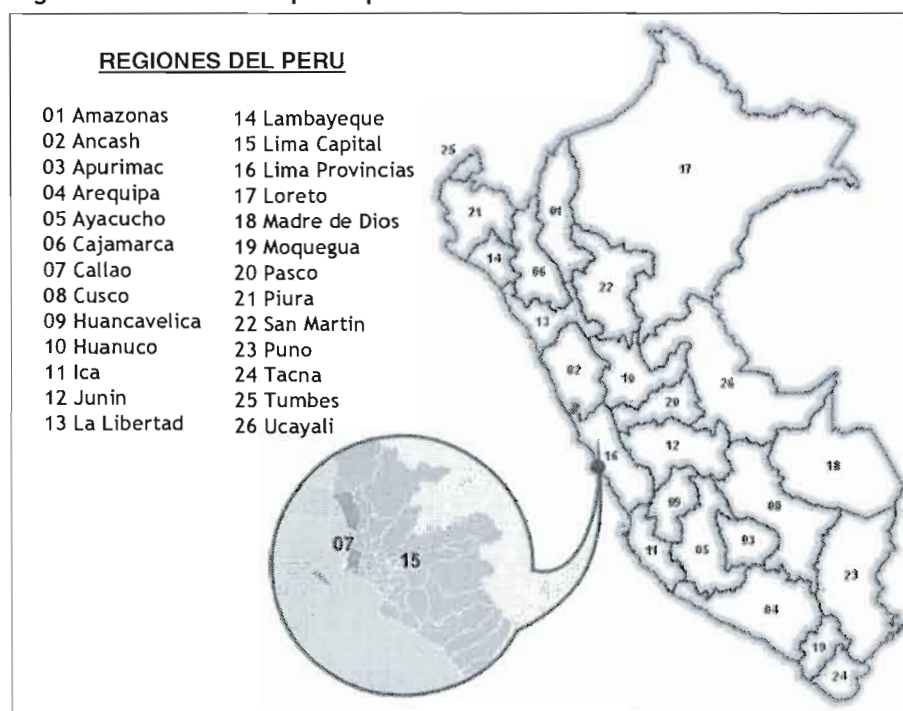
Pour mieux comprendre les acteurs de la fondation et de la réussite des bidonvilles dans la périphérie urbaine et le contexte où se déroule ce phénomène, il est nécessaire de connaître la structure politique et administrative du pays. La République du Pérou possède un système de gouvernement présidentiel, unitaire et décentralisé. Le gouvernement de l'État est divisé en trois pouvoirs: le Pouvoir exécutif, exercé par le Président de la République; le Pouvoir législatif, exercé par le Congrès et composé d'une Chambre unique de 120 congressistes choisis pour une période de cinq ans; et le Pouvoir judiciaire (INEI, 2001, p. 69-70).

Comme l'indique la figure 3.2, le Pérou est divisé en 24 régions et une province constitutionnelle, qui est Callao (où se trouvent le port maritime et l'aéroport

qui desservent à Lima) avec tous les attributs d'une région. Chaque région est constituée de provinces qui actuellement sont au total 180 (y compris Callao) ; celles-ci, à leur tour, sont divisées en 1 747 districts.

La capitale de la République est la ville de Lima, incluse dans la région et la province du même nom. Cette province est divisée en 43 districts. La province de Callao, qui fait partie de la zone métropolitaine de Lima, est divisée en six districts. Chaque région a un gouverneur élu, chaque province est administrée par un maire élu dit « provincial » et chaque district est aussi dirigé par un maire élu dit « de district ».

Figure 3.2 Division politique et administrative du Pérou



Source: Wikipedia (2007, régions du Pérou)

Chaque autorité élue possède une certaine autonomie sur son territoire et il n'existe pas une relation de subordination formelle entre eux. Même dans la zone métropolitaine de Lima, il n'existe pas une autorité unique si bien que chaque maire de district et de province possède « sa » juridiction.

Selon la loi 27972 (*Loi des municipalités*) et la loi 27867 (*Loi de bases des gouvernements régionaux*), les compétences sont attribuées à la région, à la province ou au district et le gouvernement central doit distribuer les ressources financières en suivant le cadre que les lois établissent. Les conflits de compétences sont résolus par l'accord de toutes les parties ou par l'autorité judiciaire. En résumé, les régions reçoivent des compétences sur l'aménagement du territoire régional, la gestion des ressources naturelles et la promotion d'activités économiques productives, d'investissements privés et d'exportations. De plus, les régions partagent des compétences avec le gouvernement central dans la gestion de l'éducation et de la santé publique. De sa part, la municipalité possède les compétences en ce qui concerne la planification du développement local, la réglementation sur l'utilisation du sol, la gestion de services d'entretien de l'infrastructure et l'équipement des écoles et des centres médicaux publics, la gestion de programmes d'aide sociale et la réglementation d'activités économiques locales.

3.3 La zone métropolitaine de Lima

Le processus d'urbanisation du Pérou s'est fortement accéléré pendant les dernières 60 années, le pays est passé de 35,4% urbain en 1940 à 72,6% urbain en 2005 (CUANTO S.A., 2005, section 4.8). La concentration de la population et de la richesse est majoritairement à Lima : presque 30% de la population totale péruvienne et autour de 50% du Produit intérieur brut (PIB) du pays se trouvent à Lima métropolitaine, qui s'étend sur un espace de 2 810 km² (INEI, 2001, p. 54, 89 et 354). Selon le décret suprême N° 011-72-PM émis par le gouvernement militaire le 25 avril 1972, « par la proximité et l'interdépendance économique, culturelle et populationnelle, la ville de Lima, la province de Callao et le reste de la province de Lima sont considérés comme étant une unité d'analyse qui s'appelle : *Area Metropolitana de Lima* » (INEI, 2001, p. 89)

La somme de la population des six grandes villes péruviennes après Lima atteint à peine 10,3% de la population du Pérou, et environ un tiers de la population de Lima. Ainsi, l'agglomération liménienne se démarque comme étant une « gigantesque tête dans un petit corps » (Geraiges, 1996, p. 72). Dans l'appendice F, on peut trouver deux tableaux statistiques sur la population des villes principales au Pérou, la population de Lima et la comparaison par rapport au Pérou.

Les experts affirment qu'aujourd'hui Lima est une ville polycentrique et fragmentée (Ortiz de Zevallos, 2006 ; Arellano, 2004, p. 104-124 ; Apoyo, 2004, p. 5-8). Parmi les analyses de ces experts, nous préférons la subdivision en six secteurs d'Apoyo (2004, p. 8) parce qu'elle est basée sur la totalité de la ville, c'est-à-dire en incluant les secteurs émergents de la périphérie (le nord, le sud et l'est) et les espaces centraux (le secteur traditionnel ou ancien, le moderne et le portuaire ; voir Appendice B). De plus, basés sur la technique d'analyse *Cluster* (voir 2.3), nous avons identifié dix regroupements d'arrondissements pour toute la ville de Lima. La liaison s'avère très proche entre ces dix groupes et les six zones définies par Apoyo.

Comme nous verrons plus loin, la figure 3.6 illustre clairement la ségrégation sociale et spatiale dans la ville de Lima par rapport aux divers groupes socio-économiques. Ainsi, la zone métropolitaine de Lima correspond aux critères établis par une norme légale, ainsi qu'aux conditions de l'OTM signalées ci-dessus (voir 3.1.1) : concentration de la population et de la richesse, étalement urbain, mobilité accrue, et fragmentation et ségrégation sociale et spatiale.

3.3.1 La localisation de Lima et les bidonvilles

Les particularités climatiques de la ville de Lima permettent de mieux comprendre les invasions qui sont arrivées à l'origine de la plupart de bidonvilles. Par sa situation géographique, on pourrait penser qu'au Pérou il y aurait un climat tropical avec des précipitations abondantes, de températures

élevées et de la végétation exubérante; cependant, cette caractéristique se voit affectée par la présence du système montagneux des Andes qui traversent le Pérou dans le sens longitudinal en donnant lieu à un climat diversifié. Avec l'exception des 52 rivières qui coupent la frange étroite côtière dans leur chemin vers le Pacifique, le littoral péruvien présente la forme d'un désert aride qui est traversé par ces rivières se précipitant vers l'océan avec d'amples plages à leur embouchure.

Ainsi, la côte péruvienne, où se trouve la capitale Lima, offre une grande stabilité climatique. Les pluies sont rares, les ouragans n'existent pas et les variations de température sont petites tout le long du jour et de l'année. La douceur du climat sur la côte désertique, notamment dans Lima, facilite l'établissement des groupes humains sur des terrains sans services de base et de construction précaire, même en pleine saison hivernale. En effet, la température minimum descend à 12°C pendant l'hiver et au maximum à 28°C pendant l'été, avec une moyenne annuelle de 18°C et de l'humidité atmosphérique très élevée pendant toute l'année (INEI, 2001, p. 81; Driant, 1991, p. 124).

3.3.2 Une brève histoire des bidonvilles liméniens

L'histoire des bidonvilles au Pérou est particulière. À cause d'un gouvernement réformiste dans les années soixante-dix (Jean-Claude Driant, 1991, p. 118; Angotti, 1987, p. 135-136; Favreau, 2002b, p. 9), le Pérou fut le premier État latino-américain à donner une reconnaissance officielle des droits de résidence à la population des bidonvilles même s'ils étaient sans droit légal, en commençant par le cas emblématique de Villa El Salvador à Lima en 1971 qui a créé un précédent. Mais cela n'a pas résolu les problèmes des bidonvilles.

Au Pérou, la chute du gouvernement réformiste a eu lieu au milieu des premiers déséquilibres des finances publiques et l'échec de la « Réforme agraire » dans la décennie soixante-dix. Pendant la décennie quatre-vingt,

l'approfondissement des déséquilibres financiers et le manque de décisions politiques face à la crise ont profondément précarisé toutes les institutions du pays.

Il faut se souvenir que la décennie 1980-1990 a été celle de nombreuses incohérences économiques qui ont mis le Pérou à genoux. Il y eut tout d'abord une politique néolibérale, mais toujours basée sur la substitution d'importations, sous Fernando Belaúnde Terry (1980-1985). Ce fut une période de relative stagnation par rapport aux années 1970. Puis Alan García (1985-1990) institua une politique hétérodoxe, qui a entraîné, elle, une hyperinflation vertigineuse, un appauvrissement des classes moyennes, la fuite des capitaux, le refus de collaborer des milieux bancaires et industriels, une désastreuse allocation des ressources publiques [...] le PIB par tête passe de l'indice 112 en 1985 à 78 en 1992 (base 100 en 1998) (Auroi, 2002, p. 7-11).

En conséquence, compte tenu de la situation du pays, la nécessité d'adopter des politiques d'ajustement structurels devenait incontournable (Buffet, 2006, p. 92).

Parallèlement, la population de Lima avait soulevé le défi de sa propre situation et de la crise du pays, notamment les exclus de la « modernité » qui provenaient majoritairement des vagues migratoires vers la capitale dès le début du 20^e siècle et plus spécialement à partir de 1940. Elle avait trouvé dans les multiples activités dites « informelles » (commerce, services, production artisanale, petite industrie, etc.) le chemin pour se faire une place dans la grande métropole, selon divers auteurs. Ainsi, les pauvres et une partie importante des classes moyennes appauvries avaient découvert dans l'économie dite « populaire » le moyen de survivre et de combattre l'exclusion du système (Matos Mar, 1988, p. 79-81; Arellano, 1992, p. 41-54; Favreau, 2002a, p. 41-43).

3.3.3 La croissance urbaine de Lima

Pendant le 20^e siècle, la croissance urbaine de la capitale péruvienne a bouleversé l'utilisation du sol sur le territoire occupé par la ville actuellement. Ainsi, en 1910, à peine 1,96% de l'actuel territoire était considéré comme

urbain. En 1961, l'urbanité atteignit 13,07% et en 1981, avec la croissance urbaine, celle-ci occupa 61,27%. Finalement, en 1999, l'espace urbain de Lima est estimé à 82,83% (voir Tableau 3.1).

La croissance urbaine de Lima est reliée à l'apparition et la multiplication de bidonvilles dans la périphérie urbaine à chaque moment de son histoire. En effet, la comparaison entre les tableaux 3.1, 3.2 et 3.3 nous permet d'associer les périodes de croissance de Lima métropolitaine avec l'occupation de terrains agricoles et la formation continue de bidonvilles à la périphérie de la ville.

Tableau 3.1 Espace agricole vs urbaine dans le 20^{ème} siècle selon l'actuel territoire de Lima métropolitaine

Année	% Espace agricole	% Espace urbaine
1910	98,04%	1,96%
1925	95,92%	4,08%
1940	93,14%	6,86%
1961	86,93%	13,07%
1970	68,14%	31,86%
1981	38,73%	61,27%
1999	17,17%	82,83%

Source : Joseph (2004, p. 89); notre mise en tableau

Comme nous pouvons l'observer à partir des tableaux 3.1, 3.2, 3.3 et la figure 3.3, les bidonvilles ont commencé par le nord en 1957, lorsque le phénomène représentait seulement 9,5% de la population totale; vers 1981, le nord avait commencé sa consolidation et l'apparition de groupements de bidonvilles dans l'est et dans le sud atteignait 31,9% de la population. En 2004, les trois secteurs ou « cônes » couvrent les bidonvilles et les nouvelles villes émergentes où se retrouvent 59% de la population (Matos Mar, 2004, p. 131-135). Malgré l'importante croissance du secteur central de la ville, la force démographique appartient dans la plupart des cas aux cônes.

Tableau 3.2 Évolution de la population en bidonvilles liméniens

Années	Population Lima métropolitaine	Population en bidonvilles	%
1956	1 397 000	119 886	8,6%
1961	1 845 910	316 829	17,2%
1970	2 972 787	761 755	25,6%
1981	4 608 010	1 171 800	25,4%
1993	6 434 323	2 188 445	34,0%
2004	8 060 361	3 500 000	43,4%

Source : INEI (1996), cité par CONAM (2004, p. 11); notre traduction

Barreda et Ramirez Corzo (2004), cités par CONAM (2004, p. 12-13), résument bien la croissance de Lima métropolitaine dans le tableau 3.3, en remarquant l'occupation progressive, mais imparable de la périphérie et les processus urbains identifiés dans chaque période.

Tableau 3.3 Périodes de croissance de Lima métropolitaine 1940-2004

Période	Le phénomène le plus remarquable	Processus urbains	Occupation
I 1940-1954	Formation de la ville populaire	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des bidonvilles 	<ul style="list-style-type: none"> • Terrains marginaux proches au fleuve Rímac
II 1954-1980	« Boom » de l'expansion urbaine populaire	<ul style="list-style-type: none"> • Détérioration des bidonvilles de la première période • Consolidation des bidonvilles de la première période • Formation de nouveaux bidonvilles 	<ul style="list-style-type: none"> • Terrains éloignés du fleuve Rímac • Apparition des cônes Nord, Sud et Est
III 1980-2004	Expansion de la périphérie	<ul style="list-style-type: none"> • Détérioration des bidonvilles de la première et de la deuxième période • Consolidation des bidonvilles de la première et de la deuxième période • Formation de nouveaux bidonvilles 	<ul style="list-style-type: none"> • Terrains marginaux dans les cônes

Source : Barreda et Ramirez Corzo (2004), cités par CONAM (2004, p. 12-13); notre traduction

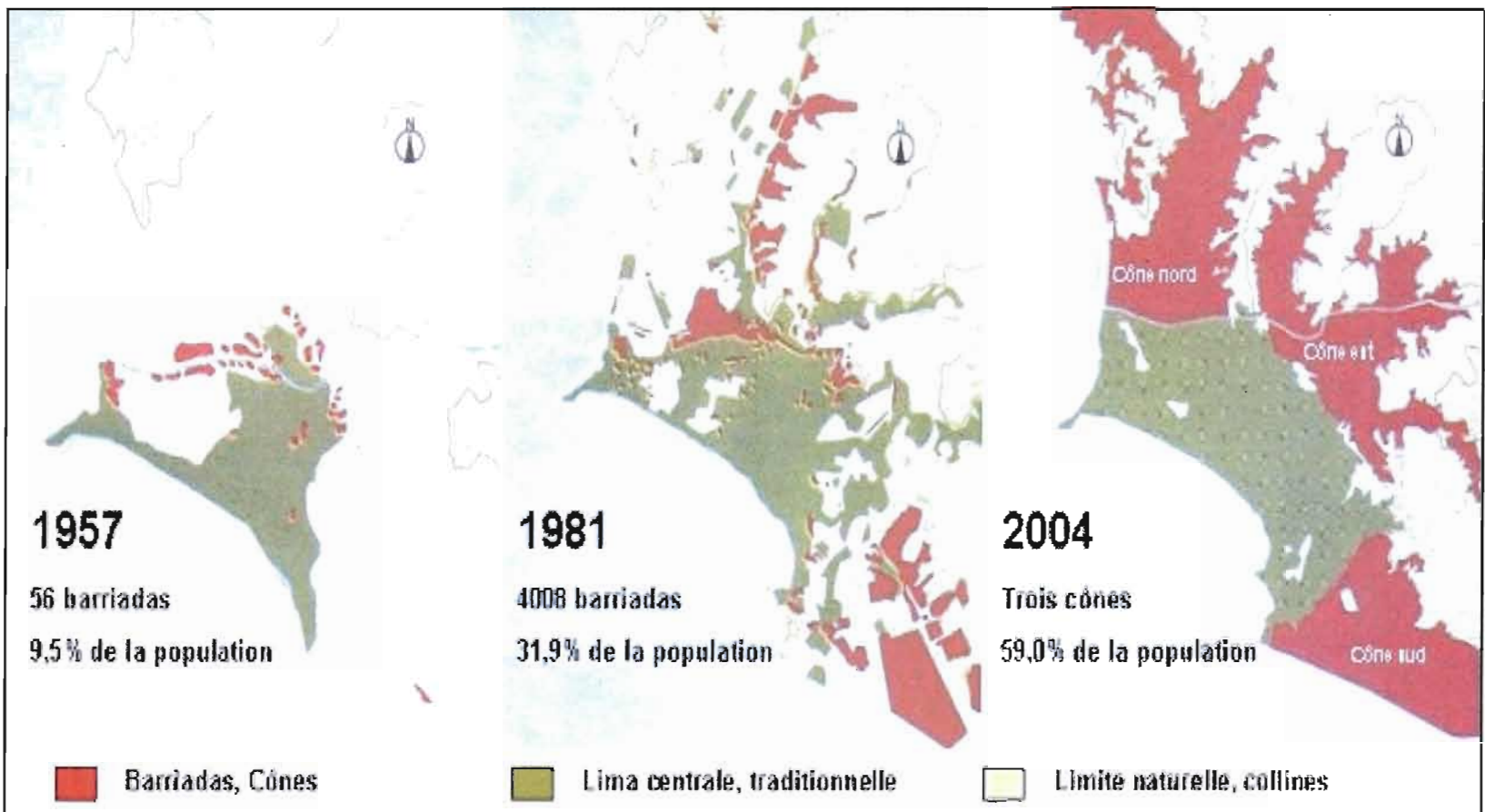
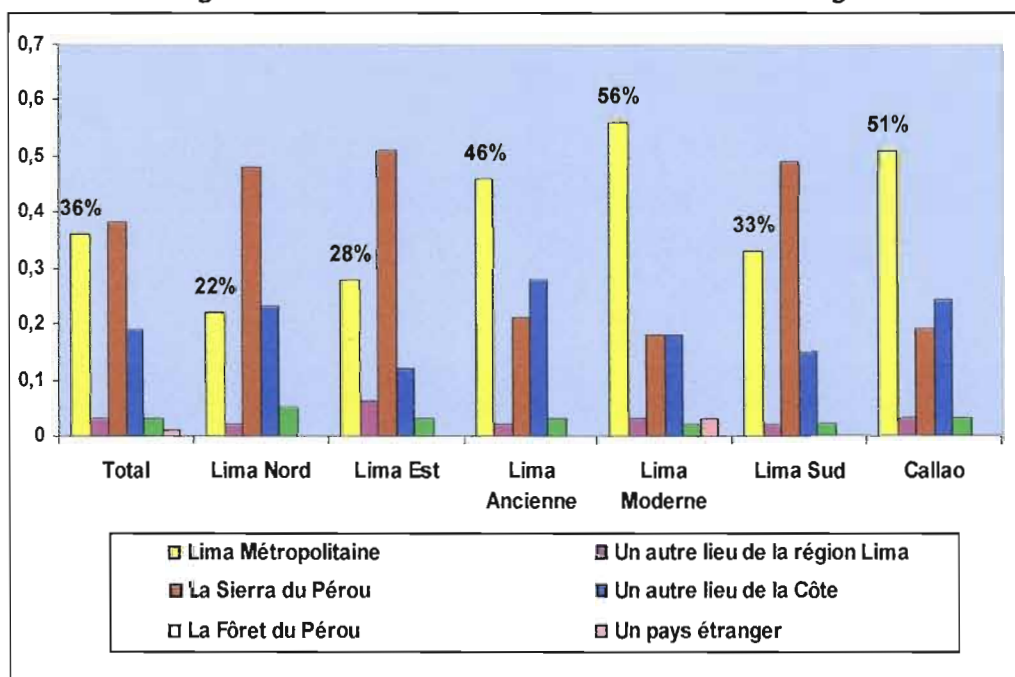


Figure 3.3 L'occupation de la périphérie par les barriadas : 1957-2004

3.3.4 Le processus de migration et les bidonvilles de Lima

Lima est une ville où la plupart de ses habitants proviennent d'ailleurs (Figure 3.4). Le processus de migration représente un des facteurs les plus importants dans la transition démographique et la croissance urbaine des grandes villes latino-américaines et péruviennes, notamment la ville de Lima. Dans la figure 3.4 nous constatons qu'en moyenne, seulement 36% des chefs de ménage sont nés à Lima, c'est-à-dire 64% sont immigrants dont la plupart est venu de la campagne ou d'autres villes plus petites. Si nous analysons en détail chaque zone de Lima, ce n'est que dans les zones centrales, c'est-à-dire « Lima moderne », « Lima ancienne » et « Callao », où le pourcentage de « nés liméniens » (la barre la plus pâle) se trouve supérieur à 45% ; par contre, dans les zones périphériques, c'est-à-dire « Lima Nord », « Lima Est » et « Lima Sud », les immigrants sont la majorité et la plupart parmi eux viennent des régions andines (Sierra).

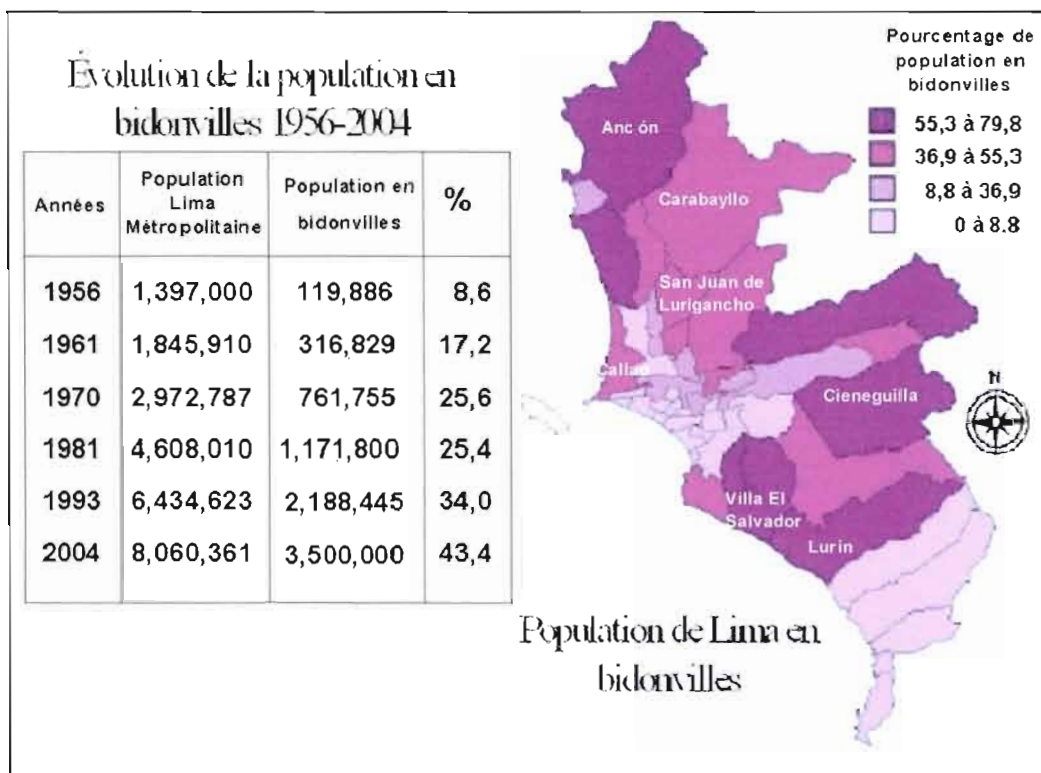
Figure 3.4 Lieu de naissance du chef de ménage



Source : Apoyo (2004, p. 60); notre élaboration. Le chiffre en pourcentage signale si le chef de ménage est né à Lima

Même si l'immigration se fait aussi dans des secteurs avec peu de bidonvilles, la population qui habite dans les bidonvilles montre une augmentation démographique impressionnante. Dans la figure 3.5, on peut voir qu'au niveau de toute la ville de Lima, il y a presque 45% de la population dans les bidonvilles. Dans quelques districts comme *Villa El Salvador* et *Ventanilla*, à peu près 65% de la population habite dans un bidonville.

Figure 3.5 La population de Lima en bidonvilles



Source : INEI (1996), cité par CONAM (2004, p. 11); notre traduction

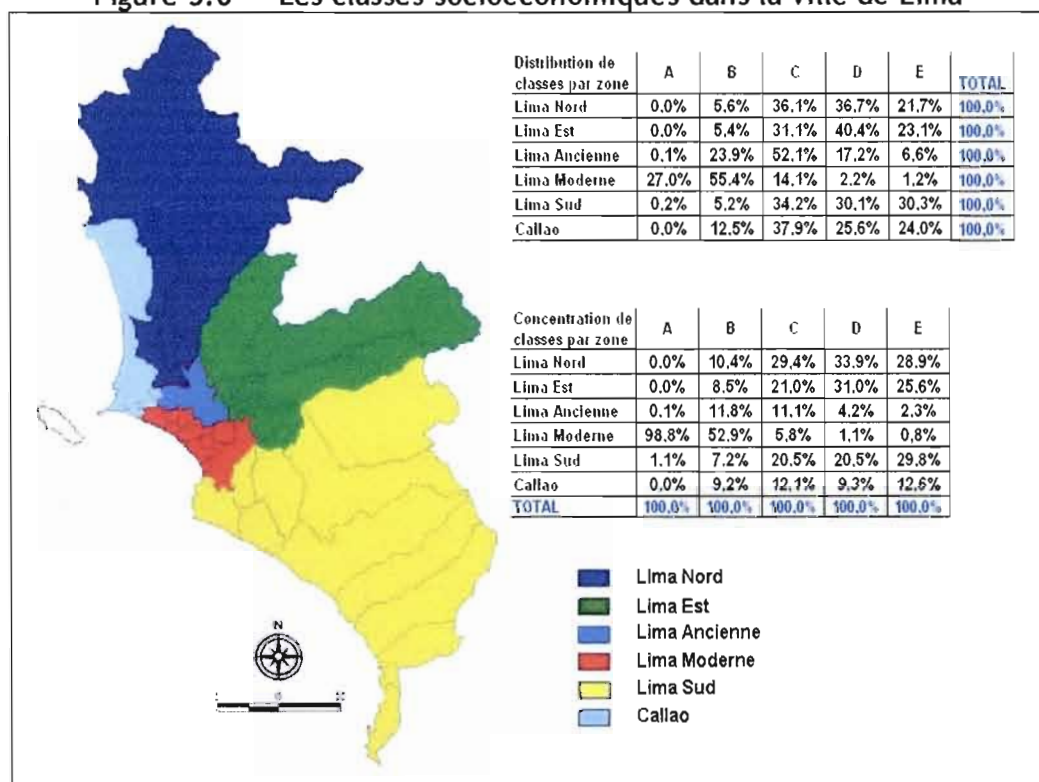
3.3.5 La ségrégation spatiale à Lima

À partir de la figure 3.6, nous pouvons remarquer une ségrégation spatiale importante à Lima. Avant d'aborder cette question, une précision sur la stratification utilisée dans cette figure-ci : les sociétés d'analyse statistique péruviennes emploient la méthode de stratification de la société selon le revenu (Nieto, 2002, p. 27). La population est divisée en cinq strates, chacune

désignée par une lettre selon l'importance décroissante de leur pouvoir d'achat (strates A, B, C, D et E); à la strate A appartiennent les secteurs dotés du pouvoir d'achat le plus élevé, et à la strate E la population aux revenus les plus faibles (extrême pauvreté). Ainsi, dans la figure 3.6, presque la totalité de la classe socio-économique A (avec revenus élevés) se retrouve concentrée dans le secteur central moderne, cette ségrégation est sans doute la force la plus importante qui amène les exclus vers la périphérie de la ville, l'emplacement « naturel » des bidonvilles.

La classe socioéconomique B - classe moyenne typique au Pérou - occupe aussi le secteur moderne et certains espaces des secteurs centraux ancien et portuaire, proches du centre moderne. D'un autre côté, les classes C, D et E (avec les revenus inférieurs) sont fortement enracinés dans la périphérie et dans des secteurs centraux appauvris.

Figure 3.6 Les classes socioéconomiques dans la ville de Lima



Source : APOYO (2004), cité par CONAM (2004, p. 27); notre élaboration

Note : Dans cette figure, Ventanilla fait partie de Callao et non de Lima Nord.

3.3.6 L'informalité et l'Économie populaire à Lima

L'informalité est un mode de vie ancien au Pérou (De Soto, 1986, p. 81-83; Maquet, 2004, p. 12-13), mais les années 90 ont amené un accroissement inattendu de ce phénomène dans le contexte de l'application du programme d'ajustement structurel de l'économie. L'origine de l'entreprise populaire s'avère très liée à l'informalité, soutenue par les « normes extralégales » mentionnées par De Soto (1993, p. 22). Ainsi, « les entrepreneurs populaires n'ont pas su se soustraire à cette informalité grandissante » (Maquet, 2004, p. 13) dans la décennie quatre-vingt-dix.

Dans les pays du Sud, une manifestation typique du commerce dit informel est l'occupation d'espaces publics au point où elle peut empêcher ou rendre très difficile la circulation des piétons ou des voitures. Le climat clément, la plupart du temps, permet l'apparition des « marchands de la rue » qui font leur travail en précarité et même sans le minimum de conditions acceptables de travail. Le Pérou et la ville de Lima ne sont pas des exceptions.

Malgré les problèmes qui émergent des conséquences du commerce informel, tel que la congestion, la saturation des lieux le plus « vendeurs », la salubrité urbaine, la vente de produits illégaux ou de provenance douteuse, l'évasion des impôts, etc., le commerce informel joue un rôle important comme Davies l'argumente (1979, cité par Portes, 1981, p. 230), en tant que fournisseur de biens et services surtout à une population qui cherche le prix le moins cher malgré la mauvaise qualité ou le doute sur l'origine du produit, puisque leur budget est très limité.

Dans la deuxième partie de la décennie quatre-vingt-dix, à Lima commence un processus de formalisation progressive du commerce informel, qui se déroule encore de nos jours et qui est devenu une révolution sans précédent dans l'histoire de l'économie populaire du sud. La relocalisation et le

réaménagement du commerce « *ambulatorio* »⁹ sont l'expression tangible du processus mentionné.

Les centres péruviens de recherche appelés « *Alternativa* » et « *Desco* » ont travaillé ensemble avec le but d'étudier justement le phénomène de la formalisation. Dans le cadre du programme collaboratif « Espace local, emploi et pauvreté », ils ont identifié quatre acteurs dans le processus de formalisation (Lazarte et Minaya, 2004, p. 87-99) :

- Les organismes de marchands, qui organisent les *ambulantes* dans le but de négocier face aux autorités, ainsi qu'acheter et administrer les nouveaux emplacements.
- Les voisins, qui demandent l'amélioration urbaine et qui sont le marché cible des *ambulantes*.
- L'État, plus précisément les municipalités, qui assument un rôle différent en stimulant la relocalisation des *ambulantes* et l'amélioration des services du voisinage.
- Les entrepreneurs formels et les grands capitaux économiques, qui profitent des changements positifs vers la formalisation et tournent leurs intérêts et leurs investissements sur les districts périphériques.

Dans le cadre du processus vers la formalisation, quelquefois la relocalisation et le réaménagement ont été les seuls changements. Ainsi, les marchands maintiennent les pratiques dites « extralégales » et les procédures de gestion sont précaires à l'intérieur du local qu'ils occupent (Lazarte et Minaya, 2004, p. 64-67). Le respect des règlements municipaux est relatif. Il s'agit donc d'une « semi-formalisation » plutôt qu'une formalisation dans le sens strict du terme.

3.4 Le développement humain et socioéconomique à Lima

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) présente périodiquement une mise à jour de la mesure de l'indice de développement humain (IDH) qui remplace l'indice PIB. Ce dernier s'avère trop simple pour

⁹ *Ambulatorio*, c'est le mot dérivé de « *Ambulante* » et qui veut dire « qui bouge d'un lieu à l'autre »; c'était la condition initiale des marchands de la rue au Pérou, mais après ils sont localisés en occupant des places fixes sur les rues et même les trottoirs. Malgré tout, la dénomination initiale est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

refléter la réalité des pays et leur développement. Ce travail, commencé en 1989, comprend trois composantes : l'extension de vie (l'espérance de vie), la réussite scolaire (l'alphabétisme et l'inscription dans les programmes éducatifs réguliers) et les revenus *per capita*. En 2006, sur la base du recensement de 2005, le PNUD a présenté le dernier rapport IDH sur le Pérou. Nous allons réviser l'information correspondante aux districts liméniens.

De leur côté, la Division de recherches économiques de la Banque centrale de réserve du Pérou (BCR) a publié en 1984 une recherche sur un indice de développement socioéconomique appliqué aux districts liméniens, avec le but de dessiner une « carte de la pauvreté » de la ville. Les chercheurs ont utilisé 20 indicateurs socioéconomiques extraits du recensement de 1981 afin de classer et regrouper les districts. Parmi eux, l'étude de la BCR utilise des indicateurs tels que : l'alphabétisme, la scolarité, le type d'activité économique, l'accès aux services de base, la grandeur du ménage, etc. De plus, nous incluons les rangs de notre mise à jour pour 2005 de l'indice de la BCR, obtenus à partir d'une application de la technique d'analyse *Cluster* (voir 2.3), dans une colonne additionnelle du tableau 3.7.

En fait, les deux indices ne seraient pas comparables, mais nous trouvons pertinent de contraster la position relative des districts selon chaque étude et de cette façon, exposer une sorte d'évolution dans le contexte de la Ville entre les années 1981 et 2005. Dans le but d'examiner l'information démographique pertinente, ainsi que les statistiques sur la dotation des services de l'électricité et de l'eau potable, sous un regard évolutif de la période 1972-2005, nous avons préparé trois tableaux de données :

- 1.- Évolution de la population de districts liméniens
- 2.- Pourcentage de ménages desservis par le service d'électricité par districts
- 3.- Pourcentage de ménages desservis par le service de l'eau potable par districts

Tableau 3.4 Évolution de la population de districts liméniens 1972-2005

	Variation 1972-2005	1972	1981	1993	2005
Ancon	416,97%	5 581	8 425	19 695	28 852
Ate-Vitarte	593,18%	60 542	145 504	266 398	419 663
Barranco	-28,13%	49 091	46 478	40 660	35 280
Bellavista	83,17%	39 724	67 521	71 665	72 761
Breña	-29,71%	112 202	112 398	89 973	78 864
Callao	96,19%	198 573	264 133	369 768	389 579
Carabayllo	577,86%	27 847	52 800	106 543	188 764
Carmen de la legua	55,28%	26 043	38 568	38 149	40 439
Chaclacayo	85,54%	21 390	31 592	35 994	39 686
Chorrillos	189,78%	90 618	141 881	217 000	262 595
Cieneguilla	524,61%	2 527	4 546	8 993	15 784
Comas	160,85%	173 101	283 079	404 352	451 537
El Agustino	41,30%	117 077	167 771	154 028	165 425
Independencia	60,46%	109 873	137 722	183 927	176 304
Jesús María	-30,36%	84 128	83 179	65 557	58 588
La Molina	1991,55%	5 951	14 659	78 235	124 468
La Perla	78,40%	33 410	47 225	59 160	59 602
La Punta	-30,40%	6 697	6 264	6 490	4 661
La Victoria	-28,39%	265 636	270 778	226 857	190 218
Lima	-18,19%	354 292	371 122	340 422	289 855
Lince	-37,25%	83 064	80 456	62 938	52 123
Los Olivos	(*) 25,60%			228 143	286 549
Lurigancho	76,50%	51 366	65 139	100 240	90 660
Lurin	337,51%	12 789	17 331	34 268	55 953
Magdalena del mar	-14,84%	56 886	55 535	48 963	48 445
Magdalena vieja	-8,01%	78 155	83 985	74 054	71 892
Miraflores	-22,30%	99 804	103 453	87 113	77 543
Pachacamac	1107,83%	4 534	6 780	19 850	54 763
Pucusana	(*) 118,07%			4 233	9 231
Puente Piedra	978,80%	18 861	33 922	102 808	203 473
Punta Hermosa	(*) 42,52%			3 281	4 676
Punta Negra	(*) 88,50%			2 373	4 473
Rímac	1,87%	172 564	184 484	189 736	175 793
San Bartolo	(*) 73,57%			3 303	5 733
San Borja	(*) 2,82%			99 947	102 762
San Isidro	-12,62%	63 296	71 203	63 004	55 309
San Juan de Lurigancho	843,05%	86 173	259 390	582 975	812 656
San Juan de Miraflores	214,02%	106 755	165 765	283 349	335 237
San Luis	92,69%	24 007	57 269	48 909	46 258
San Martín de Porres	142,35%	230 813	404 856	380 384	559 367
San Miguel	97,82%	63 139	99 221	117 488	124 904
Santa Anita	(*) 35,49%			118 659	160 777
Santa María del Mar	(*) -51,38%			181	88
Santa Rosa	(*) 154,83%			3 903	9 946
Santiago de Surco	278,98%	71 954	146 636	200 732	272 690
Surquillo	-6,56%	90 111	134 158	88 464	84 202
Ventanilla	1350,94%	16 784	19 702	94 497	243 526
Villa El Salvador	(*) 44,30%			254 641	367 436
Villa María del Triunfo	96,60%	180 959	313 912	263 554	355 761
Autres		6 206	9 168		
Somme totale Callao	152,33%	321 231	443 413	639 729	810 568
Somme totale Lima	133,27%	2 981 292	4 164 597	5 706 127	6 954 583
Somme totale Lima et Callao	135,13%	3 302 523	4 608 010	6 345 856	7 765 151

Note .- Los Olivos a été créé en 1983 en empruntant une partie à Comas et une autre à San Martín de Porres ; San Borja a été créé en 1983 en empruntant une partie à Surquillo et une autre à La Victoria ; Villa El Salvador appartenait à Villa María del Triunfo, il a eu son indépendance en 1983 ; Santa Anita a été créé en 1983 en empruntant une partie à El Agustino et une autre à Ate-Vitarte ; d'autres districts qui n'ont pas de données disponibles pour 1972 ou 1981 se retrouvent dans « Autres »

(*) Variation correspondante à la période 1983-2005 étant donné que ces districts ont été créés après le recensement de 1981

Source: Driant (1991); INEI (2005); notre compilation.

Tableau 3.5 Pourcentage de ménages desservis par le service d'électricité par districts 1972-2005

	1972	1981	1993	2005
Ancon			43,33%	83,70%
Ate-Vitarte	67,46%	78,39%	72,40%	89,41%
Barranco	91,41%	97,70%	97,41%	99,43%
Bellavista	93,42%	98,02%	98,21%	99,55%
Breña	92,21%	98,42%	97,80%	99,60%
Callao	83,82%	84,29%	84,01%	97,86%
Carabayllo	3,91%	79,89%	69,87%	86,17%
Carmen de la legua	68,13%	97,58%	97,27%	99,32%
Chaclacayo	41,99%	86,44%	91,38%	94,83%
Chorrillos	46,95%	77,30%	83,23%	95,21%
Cieneguilla			65,37%	80,41%
Comas	40,38%	84,04%	89,08%	97,33%
El Agustino	59,63%	76,64%	83,58%	96,15%
Independencia	40,45%	77,19%	90,39%	97,14%
Jesús María	97,20%	99,14%	99,43%	99,86%
La Molina	71,67%	78,50%	89,67%	98,96%
La Perla	93,40%	97,54%	98,01%	99,62%
La Punta	96,51%	99,58%	99,65%	100,00%
La Victoria	96,54%	87,88%	96,91%	98,85%
Lima	90,00%	96,40%	95,95%	98,98%
Lince	95,05%	98,84%	98,86%	99,71%
Los Olivos			69,75%	99,44%
Lurigancho	48,34%	71,76%	67,07%	89,37%
Lurin			64,62%	80,22%
Magdalena del mar	93,78%	98,84%	98,59%	99,78%
Magdalena vieja	93,65%	97,81%	98,76%	99,75%
Miraflores	95,65%	98,91%	99,32%	99,91%
Pachacamac			30,42%	68,27%
Pucusana			72,03%	67,77%
Puente Piedra	20,13%	57,19%	65,07%	91,33%
Punta Hermosa			62,70%	92,08%
Punta Negra			90,89%	86,27%
Rímac	87,26%	94,13%	93,00%	97,37%
San Bartolo			83,56%	80,82%
San Borja			98,23%	99,88%
San Isidro	94,09%	98,85%	99,54%	99,96%
San Juan de Lurigancho	56,24%	67,06%	76,51%	93,90%
San Juan de Miraflores	56,49%	88,42%	79,86%	93,14%
San Luis	78,25%	92,77%	96,91%	99,70%
San Martin de Porres	85,05%	92,54%	90,39%	98,89%
San Miguel	88,17%	96,04%	95,84%	99,65%
Santa Anita			87,86%	99,02%
Santa Maria del Mar			92,00%	94,74%
Santa Rosa			54,31%	90,03%
Santiago de Surco	75,70%	91,31%	94,56%	99,33%
Surquillo	87,20%	94,92%	96,85%	99,48%
Ventanilla	90,71%	77,67%	56,31%	88,61%
Villa El Salvador			75,09%	91,32%
Villa María del Triunfo	17,62%	84,48%	77,11%	87,19%
Autres	35,92%	46,15%		
Somme totale Callao			82,36%	95,27%
Somme totale Lima			85,30%	95,08%
Somme totale Lima et Callao	74,06%	88,39%	85,01%	95,10%

Note .- Los Olivos a été créée en 1983 en empruntant une partie à Comas et une autre à San Martin de Porres ; San Borja a été créé en 1983 en empruntant une partie à Surquillo et une autre à La Victoria ; Villa El Salvador appartenait à Villa Maria del Triunfo, il a eu son indépendance en 1983 ; Santa Anita a été créé en 1983 en empruntant une partie à El Agustino et une autre à Ate-Vitarte ; d'autres districts qui n'ont pas de données disponibles pour 1972 ou 1981 se retrouvent dans « Autres »

Source: Driant (1991); INEI (2005); notre compilation.

Tableau 3.6 Pourcentage de ménages desservis par le service de l'eau potable par districts 1972-2005

	1972	1981	1993	2005
Ancon			34,17%	70,36%
Ate-Vitarte	50,35%	69,09%	52,97%	70,21%
Barranco	95,44%	96,60%	97,31%	98,65%
Bellavista	90,42%	96,19%	97,80%	99,46%
Breña	97,65%	96,66%	96,40%	99,19%
Callao	69,98%	72,41%	74,46%	91,29%
Carabayllo	1,98%	20,11%	65,75%	56,25%
Carmen de la legua	57,37%	86,06%	97,73%	73,17%
Chaclacayo	33,34%	39,78%	51,67%	87,27%
Chorrillos	50,03%	54,79%	68,83%	77,91%
Cieneguilla			42,35%	23,20%
Comas	33,28%	56,17%	80,13%	89,03%
El Agustino	49,31%	46,83%	65,03%	94,18%
Independencia	23,79%	64,61%	84,67%	90,71%
Jesús María	98,14%	99,26%	98,76%	99,50%
La Molina	55,98%	81,96%	90,55%	97,44%
La Perla	93,57%	96,75%	98,15%	99,15%
La Punta	97,92%	99,41%	99,30%	100,00%
La Victoria	90,64%	92,45%	91,55%	98,28%
Lima	91,52%	90,56%	92,05%	96,76%
Lince	99,03%	96,96%	97,98%	99,66%
Los Olivos			56,01%	98,73%
Lurigancho	43,89%	55,26%	38,46%	58,40%
Lurin			29,44%	44,40%
Magdalena del mar	98,19%	97,00%	97,94%	99,80%
Magdalena vieja	96,76%	97,01%	97,75%	99,77%
Miraflores	98,28%	98,04%	98,54%	99,77%
Pachacamác			12,74%	10,72%
Pucusana			67,23%	44,91%
Puente Piedra	37,88%	35,50%	28,01%	37,53%
Punta Hermosa			6,56%	5,51%
Punta Negra			3,10%	0,00%
Rímac	88,90%	86,08%	88,43%	93,31%
San Bartolo			9,49%	4,62%
San Borja			97,22%	99,82%
San Isidro	97,48%	98,29%	99,27%	99,87%
San Juan de Lurigancho	53,01%	49,54%	56,14%	79,78%
San Juan de Miraflores	56,04%	83,78%	60,36%	86,59%
San Luis	87,37%	92,70%	96,73%	99,80%
San Martín de Porres	87,78%	88,68%	83,19%	88,58%
San Miguel	88,99%	94,33%	92,61%	98,62%
Santa Anita			70,73%	97,18%
Santa María del Mar			24,00%	92,11%
Santa Rosa			50,07%	57,07%
Santiago de Surco	74,61%	88,07%	91,14%	98,09%
Surquillo	93,82%	93,46%	96,01%	99,51%
Ventanilla	93,52%	78,38%	29,74%	41,45%
Villa El Salvador			65,92%	79,66%
Villa María del Triunfo	2,14%	79,43%	65,82%	72,88%
Autres	36,41%	39,71%		
Somme totale Callao			72,03%	75,85%
Somme totale Lima			74,94%	84,22%
Somme totale Lima et Callao	72,27%	79,18%	74,65%	83,35%

Note .- Los Olivos a été créé en 1983 en empruntant une partie à Comas et une autre à San Martín de Porres ; San Borja a été créé en 1983 en empruntant une partie à Surquillo et une autre à La Victoria ; Villa El Salvador appartenait à Villa María del Triunfo, il a eu son indépendance en 1983 ; Santa Anita a été créé en 1983 en empruntant une partie à El Agustino et une autre à Ate-Vitarte ; d'autres districts qui n'ont pas de données disponibles pour 1972 ou 1981 se retrouvent dans « Autres »

Source: Driant (1991); INEI (2005); notre compilation.

Tableau 3.7 Indice de développement entre 1981 et 2005 pour les districts de Lima métropolitaine

District	Population		Indice de développement socioéconomique		Indice de développement humain	
	1981	2005	BCR 1981	Mise à jour 2005	PNUD-ONU 2005	
			Rang	Rang	Rang	IDH
Ancón	8 425	28 852	29	29	46	0,676
Ate-Vitarte	145 504	419 663	34	31	29	0,695
Barranco	46 478	35 280	6	11	11	0,742
Bellavista	67 521	72 761	12	9	13	0,738
Breña	112 398	78 864	14	16	14	0,736
Callao	264 133	389 579	19	15	20	0,715
Carabayllo	52 800	188 764	38	43	37	0,687
Carmen de la Legua	38 568	40 439	33	33	22	0,710
Chaclacayo	31 592	39 686	26	40	25	0,703
Chorrillos	141 881	262 595	27	22	26	0,702
Cieneguilla	4 546	15 784	49	49	47	0,675
Comas	283 079	451 537	32	30	27	0,699
El Agustino	167 771	165 425	21	45	36	0,690
Independencia	137 722	176 304	20	42	28	0,699
Jesús María	83 179	58 588	4	8	3	0,769
La Molina	14 659	124 468	42	18	16	0,736
La Perla	47 225	59 602	10	13	12	0,741
La Punta	6 264	4 661	2	14	6	0,758
La Victoria	270 778	190 218	15	20	17	0,731
Lima	371 122	289 855	17	6	18	0,726
Lince	80 456	52 123	5	4	10	0,752
Los Olivos (*)		286 549	23	24	24	0,706
Lurigancho	65 139	143 465	40	47	43	0,682
Lurín	17 331	59 953	37	44	45	0,678
Magdalena del Mar	55 535	48 445	8	10	7	0,758
Magdalena vieja	83 985	71 982	7	7	4	0,767
Miraflores	103 453	77 543	3	2	2	0,790
Pachacámac	6 780	54 763	45	48	49	0,669
Pucusana (**)		9 231	46	35	33	0,692
Puente Piedra	33 922	203 473	39	46	48	0,673
Punta Hermosa (**)		4 676	43	36	40	0,684
Punta Negra (**)		4 473	48	37	42	0,682
Rímac	184 484	175 793	18	25	21	0,714
San Bartolo (**)		5 733	36	38	30	0,695
San Borja (*)		102 762	15	5	5	0,766
San Isidro	71 203	55 309	1	1	1	0,809
San Juan de Lurigancho	259 390	812 656	28	27	39	0,685
San Juan de Miraflores	165 765	335 237	25	23	32	0,693
San Luis	57 269	46 258	13	19	19	0,719
San Martín de Porres	404 856	559 367	23	26	23	0,709
San Miguel	99 221	124 904	11	12	9	0,753
Santa Anita (*)		160 777	21	32	31	0,693
Santa María del Mar (**)		88	44	39	44	0,680
Santa Rosa (**)		9 946	47	34	41	0,683
Santiago de Surco	146 636	272 690	34	3	8	0,755
Surquillo	134 158	84 202	9	17	15	0,736
Ventanilla	19 702	243 526	41	41	38	0,686
Villa El Salvador (*)		367 436	30	21	35	0,690
Villa María del Triunfo	313 912	355 761	30	28	34	0,691

(*) En 1981, les districts indiqués ont fait partie d'autres districts

(**) Petits districts dont leur population ne se montre pas en 1981, mais nous avons leur rang selon le rapport de la BCR (1984)

Source : PNUD (2006); BCR (1984, p. 9); notre compilation.

Ainsi, sur la base de la comparaison que nous montrons dans le tableau 3.7 et en prenant les données des tableaux 3.4, 3.5 et 3.6, concernant la population, les services de l'électricité et de l'eau potable, c'est possible d'apprécier que dans les zones périphériques, la croissance démographique (la plupart par le biais de la formation de nouveaux bidonvilles) dépasse tous les efforts d'amélioration de la dotation de services de base et de l'aménagement ; de cette manière, le district devient moins développé, tel que *Ventanilla*, *Puente Piedra* et *San Juan de Lurigancho*, parmi d'autres. Par contre, dans les tableaux, on voit clairement que, lorsqu'il s'agit de districts qui furent la destination des élites, tels que La Molina, San Borja et Santiago de Surco (Guillén et Valdivia, 1997, p. 19), le développement s'avère plus tangible, sans doute la croissance démographique, la provision de services de base et l'aménagement furent bien gérés. Carmen de la Legua représente un cas singulier parmi les zones populaires, puisqu'une croissance de la population presque nulle a contribué à améliorer fortement sa position dans le rang. Pour sa part, El Agustino abaissa sa position malgré la stabilité de la population. Finalement, une amélioration ou seulement une détérioration légère est constatée dans la plupart des autres districts, tels que Villa El Salvador, Villa Maria del Triunfo, San Martin de Porres, Los Olivos, San Juan de Miraflores, Comas, Independencia y Ate-Vitarte, les zones périphériques aujourd'hui considérées les plus consolidées.

Cependant, les données que nous avons présentées ne correspondent guère au « degré de satisfaction » des résidents de chaque district d'y vivre. En effet, selon Arellano (2004, p. 225-228) le degré de satisfaction est pareil dans toutes les zones, même le désir de déménager vers une autre zone de la ville est moins forte dans la périphérie que dans les districts centraux anciens et la zone du Callao. Alors, quelques variables ou indicateurs de type subjectif devraient possiblement être inclus dans les études de développement, au moins en parallèle afin de comparer le pouls de la population et les mesures statistiques. Après tout, ce serait la satisfaction de la population, une sorte de mélange des

questions subjectives et objectives, le but de toute préoccupation concernant le développement.

Après avoir révisé l'évolution urbaine de la ville, le phénomène de l'occupation de la périphérie urbaine de Lima, les services de base, la ségrégation spatiale dans la ville et l'indice de développement humain dans chaque district, maintenant il sera question d'approfondir la question de la provision de services de base dans les zones périphériques, pour finir le chapitre avec un bref historique des quatre zones ciblées par notre recherche.

CHAPITRE IV

LES SERVICES DANS LA PÉRIPHÉRIE ET LES QUATRE ZONES CIBLÉES

Nous avons décrit précédemment les conditions dans lesquelles les terrains périphériques de Lima ont été occupés par une population moins favorisée. Les services de base et l'infrastructure d'éducation et de santé les plus élémentaires n'y existaient pas dans ces terrains avant l'occupation. Même quand il s'agissait d'une occupation organisée et qu'il y a eu un achat du terrain (généralement informel), la dotation de services était progressive et lente. Pourtant, ces services sont essentiels dans une véritable ville.

Dans ce chapitre, il sera d'abord question de montrer les diverses conditions dans lesquelles se donnent les services de base (l'infrastructure, l'eau potable, l'électricité, les routes, etc.) et les services sociaux de l'éducation et de la santé dans la périphérie de la ville de Lima. Ainsi, on pourra confirmer la prédominance de certaines pratiques de l'économie de marché qui sont mentionnées dans les hypothèses et répondre aux questions sur la provision de services sociaux dans les bidonvilles lorsque l'État n'est pas capable de les fournir adéquatement. À ce propos, en utilisant les recherches déjà effectuées par d'autres chercheurs, la documentation et les entrevues, nous présenterons quelques cas d'initiatives privées chargées de fournir les services d'éducation et de santé, à travers des organismes avec et sans but lucratif. Après, dans le but d'examiner l'évolution des activités économiques et les services, nous irons plus en profondeur dans les quatre zones ciblées, pour examiner en bref l'histoire de chacun et quelques expériences remarquables : *Villa El Salvador*, le succès d'une ville autogestionnaire ; *Huaycán (Ate-Vitarte)*, une expérience communautaire dirigée par les autorités ; *Nuevo Pachacútec (Ventanilla)*, la dernière invasion à grande échelle ; *Manchay (Pachacámac)*, la formation d'un réseau communautaire non étatique de services de santé et de l'éducation.

4.1. Les infrastructures dans les bidonvilles

Lorsqu'un bidonville est formé, du point de vue des acteurs externes voyant les conditions précaires de l'environnement et le manque presque absolu des services de base, c'est difficile d'imaginer un destin autre que la répétition de la misère à jamais. Mais les habitants du bidonville s'engagent dans un projet de vie des plus vital; là, où l'observateur voit des problèmes, des carences et des souffrances, ils sentent de l'espoir et relèvent le défi de réussir. Plusieurs témoignages le confirment, tels que les vidéos de Luc Côté sur Villa El Salvador

(1989) et Jean-Paul Desgoutte sur Huaycán (1988), il y a presque 20 ans, quand autant l'un que l'autre était encore bidonvilles. Une des chercheurs professionnels à qui nous nous sommes entretenu, affirma que « [...] l'occupation de terrains, c'est clair qu'il s'agit généralement d'une stratégie de capitalisation des pauvres, avec le but d'acquérir son propre terrain et après, de construire sa propre maison ».

Une fois que le bidonville est établi, la dotation de services est une des composantes de la consolidation physique. Dans les cas de l'électricité ou de l'eau potable, lorsque 90% ou plus des logements sont équipés de connexions, il est possible de considérer un district comme complètement desservi dans le service respectif (Driant, 1991, p. 169). Dans le cas de Lima, par rapport à l'électricité, nous ferons un bref rappel historique à partir des entrevues et de l'information prise du site web du *Museo de la Electricidad*, dans le but de décrire l'évolution des bidonvilles et de démontrer l'interaction entre l'État, l'entreprise privée et les habitants des bidonvilles. Jusqu'à l'année 1972, le service d'électricité de la ville était fourni par l'entreprise privée « *Empresas Eléctricas Asociadas (EEAA)* ». Après le coup d'État en 1968 et la formation du gouvernement militaire dirigé par le général Velasco, l'entreprise fut expropriée. Les activités de la production, de la transmission et de la distribution d'électricité étaient alors entre les mains de l'État. Par la suite, en 1994, dans le cadre du processus de privatisation des entreprises étatiques, les deux premières fonctions furent partiellement privatisées. Quant à la troisième, tandis que le *statu quo* continuait dans le reste du pays, la distribution de chaque zone fut vendue à deux groupes différents d'entreprises transnationales.

Ainsi, les entreprises « Edelnor » (pour le nord et l'ouest de Lima) et « Luz del Sur » (pour le sud et l'est) ont gagné les concours de privatisation. Ces entreprises continuent à devoir traiter directement avec les populations dans les zones périphériques afin d'améliorer ou d'installer le service de l'électricité. Il peut arriver qu'un organisme étatique intervienne en demandant la dotation du service à un nouveau bidonville, mais généralement,

c'est le contact direct entre l'entreprise et les futurs usagers. Lorsqu'il s'agit d'un nouveau bidonville, l'entreprise d'électricité doit au moins attendre l'approbation du plan d'aménagement urbain par la municipalité pour le mettre sur sa liste d'attente. La loi en vigueur¹⁰ oblige les entreprises d'électricité à fournir le service dans un délai de six mois, sauf dans quelques zones d'accès difficile où le délai peut augmenter à douze mois.

Dans le tableau 3.7, on peut apprécier l'évolution du service d'énergie électrique pour les 35 derniers ans. Ainsi, en 2005, presque tous les districts périphériques avaient dépassé le seuil du 90% ou se trouvaient très proche, tels que les trois districts où se trouvent trois de nos études de cas : *Ate-Vitarte*, 89,41% ; *Ventanilla*, 88,61% ; *Villa El Salvador*, 91,32%. Par contre, le district de *Pachacámac*, où se trouve *Manchay*, l'autre cas d'étude, avait atteint à peine 68,27%, mais par rapport à 30,42% un pourcentage très faible en 1993. De 1972 jusqu'à aujourd'hui, la situation a évolué positivement pour l'électrification des bidonvilles. Cependant, la situation de *Ventanilla*, où se trouve la zone ciblée *Nuevo Pachacútec*, est particulière et vaut la peine de l'élaborer plus loin, dans la section 4.3.3.

4.2 Le service de l'éducation et de la santé

Dans le concept d'État social moderne, les prestations ou allocations en matière de santé, logement, éducation, travail, etc., sont des éléments fondamentaux (Herrera, 2006, p. 1). Ainsi, dans les pays développés, l'accès aux services sociaux tels que l'éducation et de la santé sont considérées des « droits sociaux inviolables et accordés sur la base de la citoyenneté plutôt que sur celle de la production, impliquant ainsi une démarchandisation du statut des individus » (Esping-Andersen, 1990, cité par Herrera, 2006, p. 1).

¹⁰ Decreto Ley N° 25844- Ley de Concesiones Eléctricas, la loi émise le 6 novembre 1992.

Malgré le fait que dans les pays en voie de développement ces principes de l'État social moderne sont acceptés théoriquement, la réalité est très différente (O'Donnell, 2003, p. 33). Ainsi, la dotation des services de l'éducation et de la santé par l'État dans les pays du sud est limitée en général et devient très critique dans les secteurs défavorisés, notamment les bidonvilles et les zones de pauvreté urbaine et rurale.

Dans le cas de Lima, plusieurs initiatives de type solidaire et aussi de l'économie de marché, quelquefois simultanément, sont mises en pratique par divers acteurs sociaux, religieux ou entrepreneuriaux, en réponse à l'action partielle ou déficiente de l'État dans la provision des services sociaux de l'éducation et de la santé. Dans les sections qui suivent, quelques exemples sont présentés.

4.2.1 Un partenariat Privé-Étatique : Les écoles « *Fe y Alegria* »

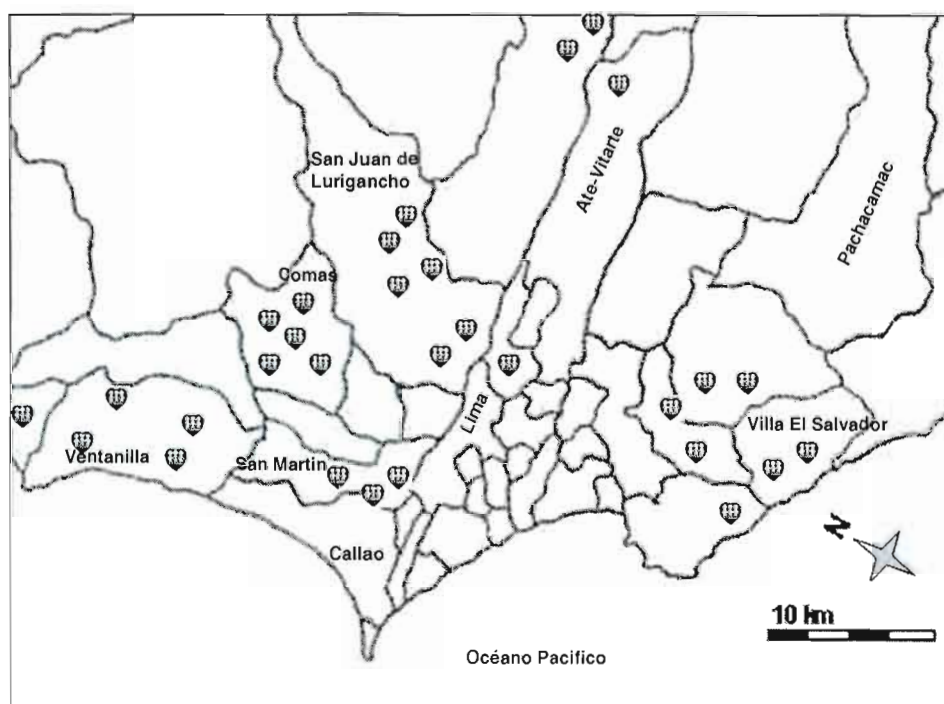
Malgré la croissance des pratiques liées à l'économie de marché dans les bidonvilles, il y a encore une économie solidaire qui rappelle les origines de l'occupation périphérique. Ainsi, dans les villes les plus peuplées du Pérou, un vaste réseau d'écoles « *Fe y Alegria* » couvre le territoire. Il s'agit d'un partenariat entre l'Église Catholique et l'État péruvien, avec la participation de la population desservie. L'Église fournit l'infrastructure et la logistique en utilisant les ressources de la coopération internationale et les activités permanentes diverses pour recueillir des fonds et la main d'œuvre bénévole, où la population participe activement ; pour sa part, l'État fournit les professeurs et leur salaire. De plus, l'organisation de « *Fe y Alegria* » peut majorer les salaires des professeurs, étant donné que ceux versés par l'État sont faibles.

À l'échelle du Pérou, il y a 67 écoles « *Fe y Alegria* » qui enseignent 75 266 étudiants, dont 39 433 se trouvent dans les 30 écoles des secteurs défavorisés de Lima métropolitaine (voir figure 5.1). L'organisation travaille dans 17 pays de l'Amérique latine en plus de l'Espagne et donne des services éducatifs de

qualité à 515 012 étudiants du primaire et du secondaire, et ce, toujours dans les zones les plus défavorisées. Voici une brève description des activités de l'organisme présentées par le site web de celui-ci:

Fe y Alegría est un mouvement international d'éducation populaire intégrale et de promotion sociale, dirigé vers la population exclue, en visant la construction d'un projet de transformation sociale, basé sur des valeurs chrétiennes de justice, de participation et de solidarité [...] dans les communautés émergentes là où les services de base sont absents, pour y combler la carence éducative, surgit une école *Fe y Alegría* (FE Y ALEGRIA, 2007, notre traduction).

Figure 4.1 Le réseau d'écoles « *Fe y Alegría* » à Lima



Source : ÉCOLES FE Y ALEGRIA (2007); notre élaboration

4.2.2 Les services privés d'éducation et de santé

Dans cette section, il sera question de montrer l'émergence d'un marché pour l'entreprise privée, à partir du cas d'un réseau scolaire et celui d'un ensemble de centres de technologie médicale, tous les deux présents dans la périphérie

de Lima. Ces exemples montrent l'existence d'un marché attirant pour les investissements privés, même dans les zones périphériques, là où les bidonvilles peuvent éventuellement se transformer en nouvelles villes émergentes.

Les écoles « Trilce »

Le nom « Trilce », emprunté d'un recueil de poèmes du célèbre poète et écrivain péruvien César Vallejo, identifie aujourd'hui un réseau de 22 écoles dont 16 sont localisées à Lima et 7 d'entre elles, dans les zones périphériques (Figure 5.2). À l'origine, 16 professeurs d'une « *Academia* »¹¹ ont décidé de former leur propre *académie* en 1982. Dans l'entretien avec un de ses membres exécutifs, il a signalé qu'après le succès de l'*académie*, les associés se demandaient pourquoi ne pas commencer la préparation pour l'examen d'admission universitaire avant la période de l'*académie*, c'est-à-dire à l'école secondaire. Ainsi, en 1997 ils ont implanté la première école « Trilce » située dans le district riche de *Miraflores*. Cette décision fut prise grâce à la disponibilité d'un bâtiment facilement adaptable à des fins éducatives. Cependant, les élèves provenaient rarement du district même ; ils venaient surtout des autres districts plus « populaires ». Aujourd'hui, le réseau compte environ 18 000 élèves et 1 000 professeurs. La pénétration de « Trilce » dans les zones périphériques fut une conséquence de l'« évolution naturelle de l'entreprise et non une décision forcée », souligne le membre exécutif entretenu.

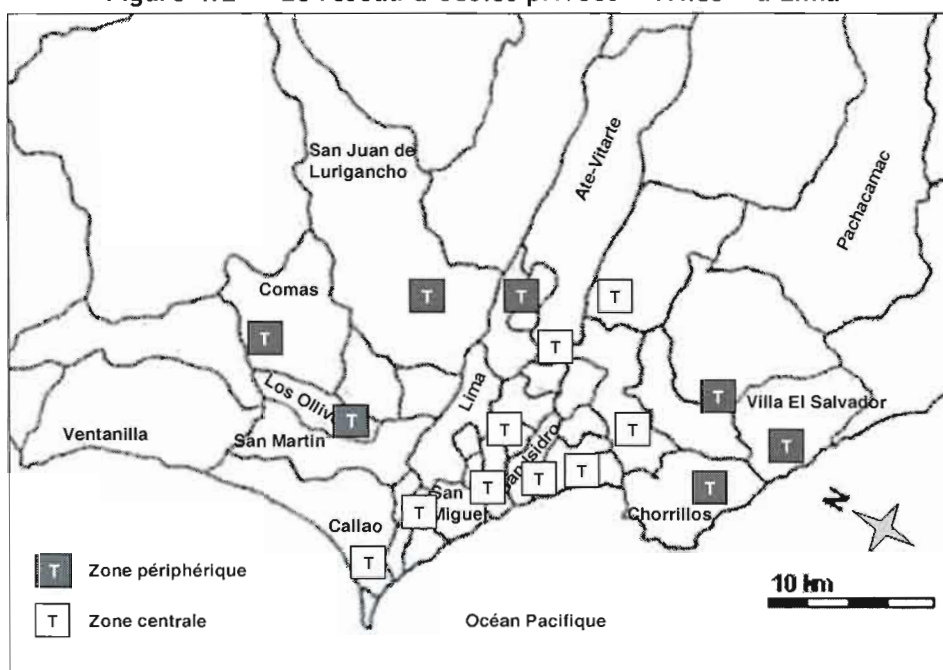
Contrairement à ce que nous pourrions supposer, « Trilce », profitant des avantages et de la flexibilité de la législation péruvienne, est une institution formellement enregistrée sous la catégorie « sans but lucratif », c'est-à-dire que tous les profits sont réinvestis et que l'organisme est exempté d'impôts¹².

¹¹ Au Pérou, l'accès aux études universitaires requiert un examen d'admission. Comme la préparation dans les écoles secondaires est généralement insuffisante, il faut suivre des études complémentaires dans certaines institutions privées (*Academias*) qui ne sont pas contrôlés par les autorités, mais qui comblent un vide dans le system scolaire péruvien.

¹² Le manque de contrôle étatique pourrait rendre possible l'utilisation de ces « mécanismes » pour déguiser l'accumulation de profits, bien qu'il n'en soit pas ainsi dans le cas de « Trilce », du moins, selon les informations disponibles.

De plus, selon la politique de l'organisme, ils octroient plusieurs bourses d'études parmi ses élèves les plus défavorisés.

Figure 4.2 Le réseau d'écoles privées « Trilce » à Lima



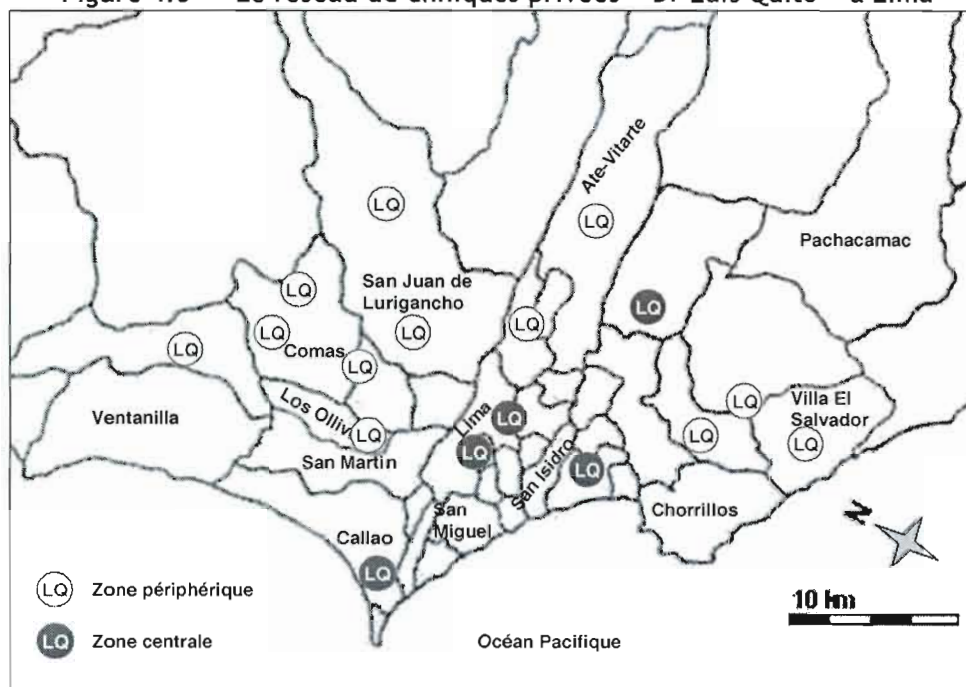
Source : ÉCOLES TRILCE (2007); notre élaboration

Les centres médicaux du docteur Luis Quito

Dans ce cas, il s'agit de l'investissement privé dans la santé publique. Cette institution privée de santé compte 17 centres à Lima, 5 placés dans des zones dites « traditionnelles » et les autres 12 situés dans des zones dites « émergentes » (voir figure 4.3). Dans ce cas-ci, il s'agit d'une politique de marketing spécifiquement orientée vers les classes socioéconomiques plus faibles (C et D dans la figure 3.6), afin de « donner accès aux mêmes services de qualité et de haute technologie médicale que les cliniques et les hôpitaux des classes A et B », tel qu'il a été indiqué sur le site web institutionnel (Quito, 2007).

Les bâtiments où se trouvent ces centres médicaux attirent l'attention, car ils utilisent une forte couleur turquoise et rouge. C'est leur stratégie d'identification avec les secteurs populaires, qui contraste beaucoup aux autres institutions de santé. Ils font partie du paysage urbain de toutes les villes émergentes de Lima. Les services qu'on y offre sont tous liés au diagnostic médical et à l'utilisation d'équipement technologique d'appui. La plupart des services sont demandés par d'autres professionnels de la santé qui ont besoin de radiographies, échographies, analyses de laboratoire, densimétries, tomographies, etc., afin de mieux préciser un diagnostic. La stratégie de bas prix compte sur les coûts mineurs dans les zones périphériques (location, main d'œuvre, licence municipale, etc.) et un politique de « subvention croisée¹³ » des succursales dans les zones plus riches à faveur des succursales plus populaires.

Figure 4.3 Le réseau de cliniques privées « Dr Luis Quito » à Lima



Source : QUITO (2007); notre élaboration

¹³ À partir d'un prix moyen dans un réseau d'établissements, les succursales d'un secteur A peuvent fixer un prix supérieur au moyen afin d'assurer un prix inférieur au moyen dans un autre secteur B.

4.2.3 Un partenariat Privée-Étatique : Les hôpitaux de la solidarité

Maintenant, il sera question d'un réseau de centres hospitaliers populaires sous les auspices d'une collectivité politique. Malgré le fait qu'il s'agit d'une initiative mise en œuvre par le maire de Lima, nous préférons l'inclure comme étant un partenariat « privé-étatique » dû au fait que les tâches ne correspondent pas exactement aux fonctions municipales au Pérou et qu'ils n'ont pas obtenu l'autorisation du ministère de la Santé et profitent d'un vide dans la réglementation (El Comercio, 22 avril 2006). En réalité, les hôpitaux de la solidarité font partie du « Système métropolitain de Solidarité », organisme non traditionnel créé par l'actuel maire provincial de Lima, Luis Castañeda Lossio. Certains employés ne font pas partie du personnel municipal, tandis que d'autres sont des bénévoles. Dans quelques cas, la municipalité fournit des locaux et des services.

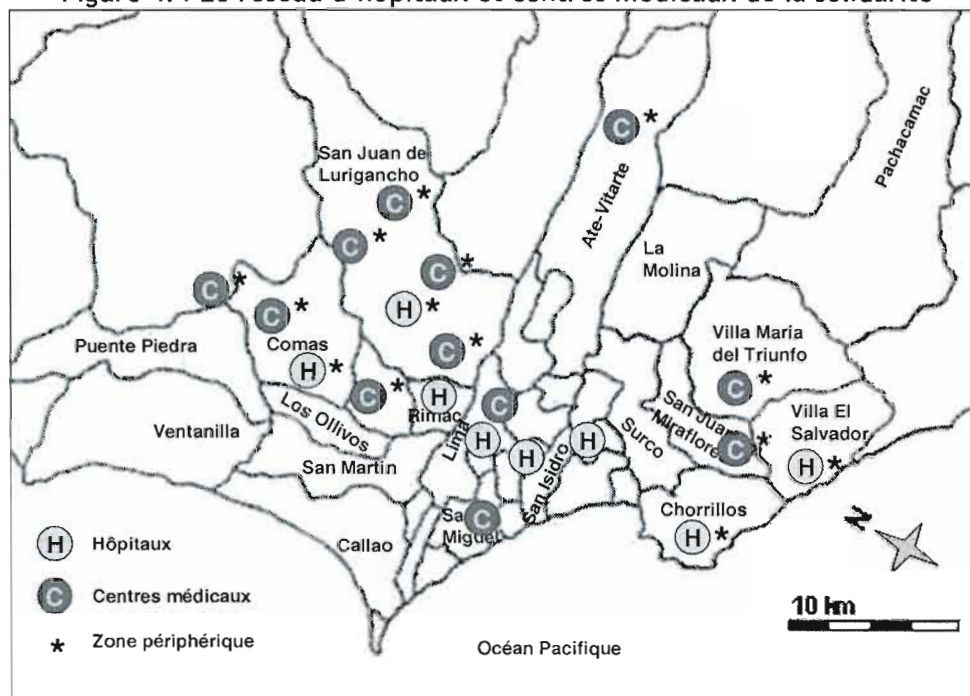
Les possibles motivations politiques derrière cette initiative hors de l'action formelle de l'État se devinent : premièrement, le parti politique du maire s'appelle « Solidarité nationale », alors le nom du réseau n'est pas une coïncidence ; deuxièmement, le maire Castañeda fut connu de la population auparavant grâce à sa gestion efficiente en tant que président de l'Institut péruvien d'assurance sociale (IPSS, par ses sigles en espagnol, chargé de l'assurance maladie et des pensions de retraite) pendant le gouvernement de Fujimori. Même les couleurs identifiant ses hôpitaux sont les mêmes que son parti politique. Donc, on peut supposer qu'une des motivations pour établir ce réseau était sa promotion politique. Ainsi, la collectivité politique dirigée par le maire de Lima serait la partie « privée » dans le partenariat et la partie « étatique » serait la municipalité provinciale de Lima. En tout cas, il s'agirait d'un partenariat dit « informel ».

Malgré nos réserves à ce sujet, le réseau municipal de la solidarité (8 hôpitaux et 12 centres médicaux, figure 4.4) couvre les besoins de la population moins favorisée, autant dans les zones périphériques que dans les districts traditionnels appauvris. Selon un sondage publié par le journal « *La*

República » (6 avril 2006), la qualité du service est considérée comme la deuxième meilleure après celle des hôpitaux de l'armée péruvienne, un résultat qui contraste avec le fait de ne pas avoir l'autorisation officielle de fonctionnement, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un organisme « informel ».

Les services fournis par les hôpitaux et les centres médicaux de la solidarité incluent des services de laboratoire et de technologie médicale ainsi que des pharmacies dites « populaires » qui vendent des médicaments génériques à bas prix. Dans le cas des hôpitaux, des interventions chirurgicales, même très complexes, s'y pratiquent. Le financement de ces activités ne compromet pas les fonds de la municipalité, car le « Système métropolitain de Solidarité » compte sur l'appui économique d'entreprises privées, le travail de bénévoles, pour la plupart spécialistes médicaux, et de frais réduits pour les patients.

Figure 4.4 Le réseau d'hôpitaux et centres médicaux de la solidarité

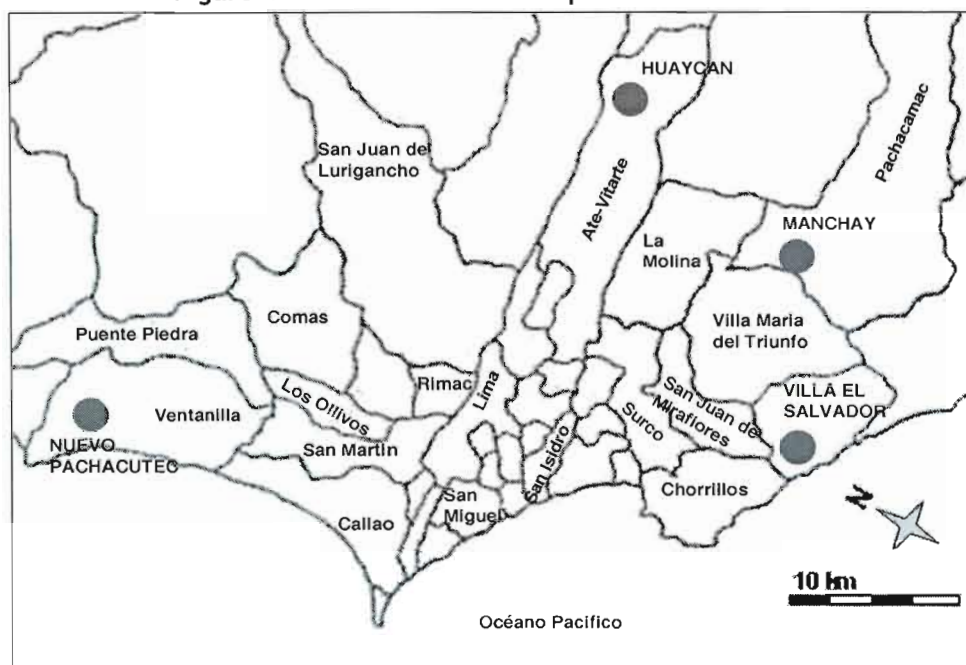


Source : MUNLIMA (2007); notre élaboration

4.3 Un parcours des quatre zones ciblées

La localisation de chaque zone ciblée est présentée dans la figure 4.5. Villa El Salvador se trouve au sud de la métropole, Huaycán est localisé à l'est, Manchay se découvre entre ces deux dernières à la direction sud-est et Nuevo Pachacútec se situe au nord-ouest de la ville.

Figure 4.5 Localisation des quatre zones ciblées



Source : Enríquez (1994, p. 20) ; notre élaboration

En observant les quatre zones ciblées dans le contexte de notre recherche sur l'émergence de nouvelles villes dans la périphérie urbaine de la ville de Lima, il serait séduisant d'imaginer une sorte de séquence photographique, comme s'il s'agissait de la même réalité à différents points dans le temps. Bien qu'il y ait plusieurs ressemblances, il faut remarquer surtout les différences afin de mieux profiter des expériences de chaque cas et de développer une vision plus complète du phénomène. Ainsi, nous allons commencer notre « parcours » en décrivant chaque zone selon un certain nombre d'aspects tels que la formation du bidonville à l'origine et la modalité d'appropriation du sol. À la fin de la

section, il sera question du degré de formalisation de la propriété et de l'indice de développement.

De cette manière, il sera possible d'observer des différences et des ressemblances dans chaque processus, chacun avec ses propres caractéristiques, qui auraient toutefois profité d'une sorte de « savoir-faire » que chaque expérience de « croissance urbaine populaire » aurait aidé à construire : une composante de la « sagesse populaire », une technologie d'aménagement urbain où le rôle de la population a été toujours actif. Ce savoir-faire serait la réponse des secteurs populaires à la faiblesse de l'État dans la provision de services de base et de services sociaux. Rappelons que nos questions de recherche portaient sur le rôle de l'État et la réaction de la population, et nos hypothèses concernaient l'autogestion des bidonvilles et la présence de l'État dans leur évolution.

4.3.1 Le succès de la ville autogestionnaire de *Villa El Salvador*

Villa El Salvador représente « peut-être la réussite la plus grande dans la réalisation d'une communauté d'entraide locale dans le monde » (Durning, 1989, cité par Favreau, 2002a, p. 107). Aujourd'hui, la population de *Villa El Salvador*, selon le dernier recensement (INEI, 2005; voir tableau 3.6) compte 367 247 habitants. Vingt-huit ans après la fondation de Villa El Salvador, en 1999, le processus pour établir un nouveau plan basé sur les principes de la planification stratégique, est mis sur pied en créant progressivement divers moyens pour atteindre la population (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 26) :

- Des assemblées publiques
- Des tables de concertation territoriales et sectorielles
- Une consultation publique réalisée à domicile auprès de la population de 16 ans et plus, dans le but de valider les priorités.

Ainsi, la « Vision officielle » du district Villa El Salvador reflète les résultats de la consultation publique :

Villa El Salvador, ville solidaire, moderne, compétitive et génératrice de richesse, est une ville sécuritaire, touristique, leader et intégratrice. Avec des hommes et des femmes appartenant à toutes les générations et ayant des valeurs morales, la culture de la paix et l'égalité d'opportunités ; avec des habitants entreprenants qui profitent d'une bonne qualité de vie, des autorités et des organismes qui représentent son identité communautaire, autogestionnaire et démocratique (MUNIVES, 2007, notre traduction).

Dans cette « Vision », mis de l'avant est la ville génératrice de richesse. Il n'y a pas mention de la lutte contre la pauvreté, c'est une perspective différente face au défi de la pauvreté, qui existe toujours.

Mais ce que nous regardons aujourd'hui représente le succès d'un projet qui nous amène aux années 70, lorsqu'un groupe de 200 familles, pour la plupart provenant de taudis des districts de *Lima* et *Surquillo*, a pris illégalement un terrain dans la zone de « *Pamplona Alta* » à l'entrée de Lima-Sud. Deux semaines après, il y avait 9000 personnes. Le petit groupe initial était devenu alors une multitude. La police dut intervenir avec violence, il y eut plusieurs blessés et une mortalité (Arellano et Burgos, 2004, p. 54). Monseigneur Bambarén, autorité de l'Église catholique qui appuyait la population a été détenu et mis en prison par ordre du ministre de l'Intérieur. L'escalade de la violence obligea à l'intervention du « gouvernement réformiste sensible à la question des bidonvilles » (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 11). Le 11 mai 1971, les « envahisseurs » furent déplacés pacifiquement vers le sud, sur un terrain public plus loin des services, mais plus grand (2900 hectares à 29 km du centre-ville). Le ministre fut démis de ses fonctions et la rumeur, jamais confirmée, voulait que le Pape Paul VI ait protesté contre la détention du Monseigneur Bambarén. Le grand bidonville de Villa El Salvador était né. Au cours de la première année, la population atteignit 109 165 habitants. Le premier mois vit s'établir un marché de produits alimentaires et à la fin de l'année, ils réussirent à construire la première école et le premier « Club de Mères »¹⁴, le tout fait principalement par la population organisée.

¹⁴ Selon Favreau et Fréchette (2002b, p. 32), dès la création de Villa El Salvador, des « clubs de mères » ont été créés en lien avec des programmes d'aide alimentaire publics et privés (gouvernement central, églises catholique et protestante), fondés sur une approche d'aide humanitaire.

L'organisme central de gestion, maintenant presque disparu, s'appelait « Communauté urbaine autogérée de Villa el Salvador (CUAVES) », composé des représentants des groupes résidentiels. Son rôle s'avère fondamental dans le futur succès de l'expérience autogestionnaire du nouveau « *pueblo joven* ». Mais dès le début son pouvoir n'était pas absolu. Selon Benavides (2000, p. 29), en 1972, le projet de l'organisme étatique nommé « SINAMOS », partagé par plusieurs leaders radicaux de gauche de la CUAVES, était d'octroyer des titres de propriété collective des lots de terrain. Les analystes de SINAMOS croyaient que la propriété privée des lots pouvait affecter l'organisation communautaire (De Soto, 1986, p. 54-55). Cependant, la population a rejeté le concept de propriété collective, les *pobladores* voulaient l'accès à la propriété individuelle (Benavides, 2000, p. 29). Ce fait a signifié le premier point important de discordance entre la CUAVES et la population de Villa El Salvador.

Villa El Salvador, avant sa conversion formelle en district en 1983, appartenait au district de Villa Maria del Triunfo, mais était géré de façon autonome par la CUAVES. Lorsque le district a été constitué, « le premier décret émis dans le district de Villa el Salvador [par le maire élu Michel Azcueta] [...] énonce que toute loi communautaire sera reconnue par la municipalité » (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 28). Ainsi, les lois émises par la CUAVES (le droit populaire) se sont transformées en lois municipales. La démocratie communautaire et directe était combinée avec « la démocratie représentative, c'est-à-dire le suffrage universel, l'élection d'un maire et de conseillers, le développement d'un service public municipal, etc. » (Favreau, 2002b, p. 48). Malgré la collaboration initiale entre la CUAVES et la nouvelle municipalité, le conflit pour le contrôle politique et social de la communauté s'est développé. Avec le temps, à toute fin pratique, la CUAVES a été mise de côté.

Comme illustration de l'affaiblissement du rôle de la CUAVES, Benavides (2000, p. 29-30), dans sa description du projet de parc Industriel à Villa El Salvador, parle d'un conflit entre la CUAVES et les micro-entrepreneurs en 1986, au début de ce projet. Pendant que la CUAVES exigeait la création d'entreprises communales, les micro-entrepreneurs demandaient la liberté de décider sans le

contrôle de la CUAVES. Aujourd'hui, tandis que la CUAVES a pratiquement perdu contrôle sur le destin de Villa El Salvador, les diverses associations de micro entrepreneurs ont renforcé leur présence et elles sont sans doute une force vivante très importante dans la vie de Villa El Salvador. En conséquence, la notion d'un « projet socialiste commun » mentionné par Favreau (2002b, p. 6) en décrivant les expériences autogestionnaires dans les pays du Sud, telle que Villa El Salvador, mérite au moins d'être revue (voir 5.4).

Malgré le fait que Villa El Salvador soit un paradigme d'organisation communautaire et de participation citoyenne, il faudrait réexaminer sa situation actuelle. Il se pourrait que la démocratie communautaire soit une étape dans le processus de croissance et de maturité d'un ancien bidonville qui est devenu une nouvelle ville émergente. En résumé, à partir de la littérature et les entretiens, nous pouvons signaler trois facteurs importants qui expliqueraient pourquoi il faut réexaminer l'organisation populaire :

- 1.- La formalisation de quelques éléments du « droit populaire » établi par la population de Villa El Salvador, par exemple le budget participatif (Loi 28056 organique du budget participatif, 2003) et le conseil de coordination local (Loi 27972 organique de municipalités, 2001), a mis en question la nécessité de maintenir les organisations populaires qui remplissaient ces fonctions, notamment la CUAVES qui a perdu sa pertinence étant donné l'existence d'autorités élues.
- 2.- D'un côté, il y a le pouvoir croissant des petits entrepreneurs dans la vie de la communauté, et de l'autre, il y a l'incompréhension du phénomène de l'économie populaire et la négation idéologique par certains dirigeants, en refusant l'individualisme des entrepreneurs populaires comparativement aux pratiques communautaires collectivistes.
- 3.- Le principe d'« un propriétaire, un vote », qui s'applique dans les groupes résidentiels pour les décisions à prendre et l'élection de représentants selon le premier système de représentation, est devenu caduc en raison de l'importance relative des femmes (généralement, c'était l'homme qui exerçait le vote), et des enfants devenus adultes qui ont construit leur logement au deuxième étage, mais sans formaliser la propriété, et qui ne peuvent pas voter. En outre, les commerçants désirent se faire représenter.

De plus, c'est à *Villa El Salvador* que se trouvent souvent des pratiques solidaires telles que les ateliers industriels avec la propriété partagée des moyens de production et des conditions avantageuses de location d'outils pour

ceux qui commencent leurs affaires et méritent l'aide d'autres producteurs consolidés. Ces industries vendent leur production dans des conditions de concurrence de marché. Cependant, leur soutenabilité dans le temps vient d'être mise en question, puisque la propriété partagée était au début la seule manière d'acquérir les machines, mais après le succès de quelques entrepreneurs populaires et l'accès au crédit formel, les machines sont achetées de façon individuelle.

Les facteurs et les faits qui ont touché l'organisation populaire et les pratiques solidaires ne correspondent pas exclusivement à *Villa El Salvador*, mais aussi aux autres communautés autogestionnaires de Lima, notamment *Huaycán*. Voyons alors comment cette deuxième zone ciblée est développée.

4.3.2 Huaycán, une expérience communautaire dirigée par les autorités

Le cas de Huaycán, situé dans le district d'Ate-Vitarte (figure 4.6), marqua en 1984 le début d'une nouvelle politique de la municipalité provinciale de Lima qui visa à planifier les invasions de terrains et en faciliter l'aménagement, ceci, grâce à l'élection du premier maire gauchiste de l'histoire de Lima en novembre 1983, l'avocat Alfonso Barrantes Lingán. Le 15 juillet 1984, 7 000 familles ont envahi un site de 640 hectares, dépourvu de tout équipement, situé à 17 km du centre-ville de Lima au pied de la cordillère des Andes. Le projet Huaycán prévu pour 24 000 familles marqua une nouvelle étape puisqu'il s'agissait d'une invasion approuvée et appuyée par les autorités, notamment par la municipalité de Lima.

Selon De Soto (1986, p. 56) et Driant (1991, p. 204), la municipalité fut pratiquement obligée de permettre l'invasion face à l'échec des démarches dans les instances de l'État¹⁵ visant la formalisation de la propriété du terrain

¹⁵ Les organismes étatiques impliqués dans la démarche furent: la Municipalité provinciale de Lima (qui dirigeait la démarche et autorisera les futures constructions de logements), le Ministère de logement (qui devait céder la propriété du terrain au nom de l'État), l'Institut nationale de

et compte tenu de la pression des groupes ayant reçu la promesse d'une solution rapide pour légaliser l'occupation du terrain. Ainsi, la municipalité (un organisme étatique) n'a pas été capable de lutter contre son propre « labyrinthe » bureaucratique et a cédé au droit dit « populaire », à la normalisation extralégale ou informelle.

Cependant, la décision de la municipalité d'octroyer à certains groupes la possibilité d'occuper le terrain, a causé une réaction chez d'autres groupes qui avaient eux aussi des attentes concernant le terrain. Entre juillet et décembre 1984, la situation fut un conflit permanent. Huit jours après l'occupation du terrain, 4 000 personnes qui aspiraient aussi à prendre des lots à *Huaycán* ont attaqué violemment les autres qui étaient appuyés par la municipalité, mais furent chassés. Plusieurs fois, la scène se répéta, des blessés et même des morts se sont produits. De Soto (1986) explique la genèse très violente de *Huaycán* :

La violence initiale en *Huaycán* fut le résultat de l'intervention de la municipalité sans considérer la normalisation extralégale. Lorsqu'une invasion est planifiée, les occupants agissent par consensus, établissent leurs intérêts communs et déterminant la masse critique de gens qui permettent de couvrir convenablement tout le terrain et créent leur propre système afin de permettre l'intégration des nouveaux occupants (De Soto, 1986, p. 57-68, notre traduction).

L'intervention de la municipalité « approuvant » l'occupation du terrain (au lieu de l'accord entre les occupants) et l'inscription de groupes « autorisés » à participer au projet (sans considérer les autres « sans inscription ») marquèrent une différence notable par rapport au cas de *Villa El Salvador*. Ainsi, au lieu de se soutenir par la coopération, l'entraide et la construction d'une communauté solidaire, les nouveaux occupants ont participé à une période de « stabilisation » inattendue par les autorités, une période pleine de violence et de déceptions.

culture (qui réclamait la protection de quelques zones d'intérêt archéologique) et le Ministère de l'agriculture (qui devait autoriser le changement de l'utilisation de sol agricole à sol urbain).

Malgré tout, l'intervention de la municipalité a eu d'autres aspects moins compliqués et plus positifs. Ainsi, une équipe de techniciens municipaux s'est installée dans un bureau pour accompagner le processus d'aménagement. Empruntant plusieurs éléments de l'expérience de *Villa El Salvador*, la municipalité et la population ont planifié *Huaycán*. D'après Desgoutte (1988) et Arévalo (1997, p. 65), tout le projet urbain s'est organisé autour du concept d'une cellule de base de l'organisation de l'espace appelée « *Unidad Comunal de Vivienda* »¹⁶ (UCV). Chaque UCV disposait d'un hectare divisé en soixante lots individuels. L'espace public restait propriété commune. Chaque famille devait construire sa maison et la communauté devait gérer les services et l'espace commun. Le travail collectif s'avérait le moteur du processus d'urbanisation tant pour les travaux de construction que pour l'entretien de la voirie. Chaque UCV nommait leurs représentants au Comité d'autogestion de la « Communauté Urbaine Autogestionnaire de Huaycán » (CUAH), qui traitait les problèmes de la collectivité, notamment la coordination des activités de la municipalité d'Ate-Vitarte dans Huaycán, quelquefois en ambiance de conflit à cause du manque d'autonomie de la CUAH par rapport aux décisions de la municipalité. Malgré une genèse si violente, très différente de Villa El Salvador, l'organisation communautaire se ressemble et l'appui externe à *Huaycán* fut supérieur et plus structuré à celui qui fut donné à la communauté autogestionnaire du sud de Lima.

Le service de distribution de l'eau potable, dans le contexte d'un espace sans équipement, a été très dur à établir. Profitant d'autres expériences, notamment celle de Villa El Salvador, les autorités municipales ont établi un service d'eau potable qui sert à son tour, comme exemples aux autres bidonvilles. La distribution se faisait d'abord par des camions qui alimentaient les citernes de 15m³ desservant des fontaines et des réservoirs dans chaque UCV. Actuellement, des branchements individuels à chaque terrain assurent finalement 20 litres d'eau par jour par personne. Dans la phase d'aménagement final, l'eau proviendra de deux sources: un puits situé dans la partie basse de la communauté et un aqueduc lié à la rivière. Ainsi, le réseau intérieur de

¹⁶ Unité communale de logement

distribution sera prêt à se connecter à l'infrastructure externe qui desservira Huaycán. Le système de distribution de l'électricité s'est conçu d'une manière analogue. Un réseau primaire de haute tension alimente chaque UCV qui organise ensuite sa propre distribution. Selon la capacité d'organisation de chaque UCV, les services seront plus ou moins efficaces.

La croissance de la population de Huaycán est considérée la plus importante dans le district d'Ate-Vitarte, auquel il appartient. En 1993, elle atteignit 44 526 habitants, soit 16,7% de la population d'Ate-Vitarte (266 358, voir tableau 3.6). Lors le recensement de 2005, Huaycán comptait 147 413 habitants, soit 35,1% de la population d'Ate-Vitarte (419 663, tableau 3.6). Ainsi, le poids démographique de Huaycán par rapport à son district a augmenté par 110,2% pendant les 12 derniers ans. Il existe un projet de séparation afin de créer le district de Huaycán, puisque la population en 2006 dépasse largement plus de la moitié des autres districts liméniens ; cependant, les critères pour la création de nouveaux districts ne sont pas établis et dépendent de la discrétion des autorités politiques.

La ressemblance à Villa El Salvador est frappante ; sans doute l'expérience accumulée a alimenté un vrai « savoir-faire ». Mais les origines de Huaycán, très liées à des options politiques parfois radicales, vont séparer les chemins presque parallèles entre Huaycán et Villa El Salvador et finalement, deux faits nous montrent quelques conséquences sur le déroulement de chacun :

- 1.- Le groupe terroriste d'inspiration maoïste « Sentier Lumineux » avait choisi Huaycán afin d'y établir une sorte de « tête de plage » menaçant la ville de Lima (Kent, 1993, p. 452-453 ; Arévalo, 1997, p. 63-64) ; de plus, selon quelques entrevues, le radicalisme politique dans ses origines a facilité le travail d'infiltration des activistes maoïstes. Bien que tant Villa El Salvador que Huaycán ont subi le problème de l'infiltration terroriste, dans le premier cas, étant un espace politique plus pragmatique et une communauté plus consolidée, la population a rejeté avec plus de succès la menace de la violence terroriste.
- 2.- Dans les deux bidonvilles, une fois dissipée la menace de l'infiltration maoïste, au milieu des années quatre-vingt-dix, la négation idéologique de la micro-entreprise comme une option pour faire face à la pauvreté, demeure. Ceci, à

cause du radicalisme encore enraciné dans l'idéologie de certains dirigeants¹⁷, mais qui à chaque fois, s'éloigne de plus en plus de l'opinion de la population.

4.3.3 *Nuevo Pachacútec*, la dernière invasion à grande échelle

La zone appelée *Nuevo Pachacútec* se trouve dans le district de *Ventanilla*, à 34 km au nord-ouest du centre-ville de Lima (figure 4.6). Selon Pereyra (2003, p. 3), on estime sa population à environ 50 000 habitants, c'est-à-dire presque 20% de la population du district. Il sera question d'examiner le cas le plus récent d'une invasion massive à une échelle comparable à l'origine de *Villa El Salvador* et de *Huaycán*. En 1972, *Ventanilla* était un district conçu pour la classe moyenne et comptait une population de 16 784 habitants (tableau 3.6) avec plus de 90% des ménages ayant l'électricité (tableau 3.7) et des connexions domiciliaires d'eau potable (tableau 3.8). Pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, le district a subi une croissance peu planifiée. En 1993 *Ventanilla* avait déjà attiré une population de 94 497 habitants, soit une croissance de 463,02% pendant la période 1972-1993, dont 45% demeurait dans les bidonvilles. Avec l'accroissement de la population, la desserte en électricité de 90,71% des ménages en 1972 est descendue à 56,31% en 1993 ; la même tendance se manifestait pour le service d'eau potable qui est passée de 93,52% en 1972 à 29,74% en 1993. Les chiffres de 2005 montrent une amélioration, mais pas suffisante (88,61% et 41,45% respectivement), compte tenu de la forte croissance de la population : 243 526 habitants selon le recensement de 2005, soit une augmentation de 1 350,94% dans les dernières 33 années, l'une des plus élevées parmi tous les districts de Lima.

En ce qui concerne *Nuevo Pachacútec*, le bidonville le plus peuplé du district de *Ventanilla*, son histoire peut se diviser en trois étapes. La première, à la fin de la décennie quatre-vingt, est devenue une expérience avortée à cause de

¹⁷ Selon le témoignage d'un ancien dirigeant populaire, un de nos répondants qui est devenu un entrepreneur populaire prospère après d'avoir mis de côté lui-même certaines idées radicales contre la micro entreprise; aussi, Arévalo (1998, p. 68) nous parle de l'influence idéologique en *Huaycán* du groupe terroriste « Sentier Lumineux » qui considère toutes les initiatives visant le développement local comme étant « des mesures palliatives avec le but de chercher l'extinction de la grande révolution ».

l'absence presque totale de l'État et des mauvaises conditions du terrain occupé. À cette époque-là, le projet s'appelait *Pachacútec*. La deuxième marca le début de *Nuevo Pachacútec* comme suite à une négociation visant à empêcher la consolidation d'une invasion dans la zone agricole de Villa El Salvador, 25 km au sud du centre-ville de Lima. Ceci arriva au même moment que la campagne électorale de 2000. Les envahisseurs ont été déplacés sur des terrains voisins à *Pachacútec* et cette action marqua la fondation de *Nuevo Pachacútec*. Pereyra (2003, p. 5-6) et Burgos (2003, p. 123), parmi tant d'autres, ont qualifié la situation de « clientélisme » du gouvernement Fujimori qui cherchait une seconde réélection (un troisième mandat). Ainsi, l'État a mis en œuvre toutes les ressources possibles afin de fournir temporairement les services de base et de donner les titres de propriété respectifs. Fujimori a gagné l'élection, mais son gouvernement est tombé quatre mois plus tard au milieu d'un scandale de corruption politique. Par la suite, les nouvelles autorités ont oublié *Nuevo Pachacútec*.

Sans l'appui de l'État, une bonne partie de la population de *Nuevo Pachacútec* a abandonné le projet de s'y établir, mais sans se départir du terrain. Tous les envahisseurs n'avaient pas besoin de trouver un premier logement. Ils ont considéré la possibilité d'une future « maison d'été » ou d'un « investissement immobilier » en profitant sans effort de l'action collective de ceux qui y restaient.

Ce groupe important de la population est appelé « les touristes » parce qu'ils n'y demeurent pas, mais ils maintiennent le terrain occupé d'une manière ou d'une autre et rendent visite quelques jours par mois. Ce fait apporte de graves conséquences sur l'action collective et la provision de services aux véritables habitants [...] « Les touristes », à long terme, vont bénéficier du travail collectif sans rien faire (Pereyra, 2003, p. 6, notre traduction).

Un signe de l'impact de l'absence de résidents se trouve dans la rareté de petits dépanneurs, de boulangeries et de marchés populaires par rapport à la taille de la population résidente selon les statistiques officielles. Nos entrevues avec des chercheurs et des cadres d'entreprises fournisseurs de services de base confirment que malgré le fait que le problème des

« touristes » est présent dans presque tous les bidonvilles de formation récente, le cas de *Nuevo Pachacútec* a été particulièrement néfaste, parce que ce processus n'a pas été « naturel », mais provoqué par un gouvernement en campagne électorale.

Lors de cette deuxième étape, la population a mis en cause l'organisation populaire et le travail communautaire. Ils avaient réussi à obtenir des titres de propriété, l'amélioration des logements et l'accès aux services de base fournis précairement. Le progrès relatif, paradoxalement, a affaibli l'organisation populaire puisque le besoin d'avoir le titre de propriété était comblé et les services malgré leur précarité étaient acceptables. Le front commun face à l'adversité donnait ses premiers fruits, mais la solidarité avait perdu de son importance (Pereyra, 2003, p. 6, et confirmé dans la majeure partie des entrevues). Ainsi, une formalisation dite « prématurée » semble favoriser le comportement individualiste des « touristes », qui considèrent le terrain dans le bidonville comme étant un « actif immobilier » puisqu'ils résident vraiment ailleurs. De plus, la formalisation aurait affecté le rôle des dirigeants en tant que médiateurs des conflits concernant la possession de terrains.

Un autre facteur a affecté les possibilités que *Nuevo Pachacútec* réussisse. Rappelons qu'en 1971, lorsque les envahisseurs de *Pamplona Alta* furent déplacés aux terrains de *Villa El Salvador* (voir 4.3.1), ces derniers se sont trouvés seulement 8 km au sud des terrains envahis à l'origine. Par contre, en 2000 les envahisseurs de la zone agricole de *Villa El Salvador* furent déplacés de la zone sud de Lima à la zone nord-ouest, c'est-à-dire presque 60 km de distance (figure 4.6). Dans le premier cas, les occupants de *Villa El Salvador* ont réussi à rester près de la zone choisie à l'origine ; dans l'autre cas, la grande distance de déplacement a bouleversé tout enracinement par rapport à la zone sud de la ville, ce qui a impliqué des risques presque insupportables pour la population en général, mais qui pourrait avoir stimulé l'attitude des « touristes » mentionnés des lignes dessus.

La troisième étape commença avec le gouvernement de Toledo en 2001 ; l'État reprend son soutien à *Nuevo Pachacútec* (peut-être un nouveau « clientélisme ») et trois faits montrent clairement le retour de l'État qui y prend des décisions en dehors de tout cadre planifié :

- L'intervention de l'État qui demande à l'entreprise fournisseuse du service de l'électricité (EDELNOR) de faire les travaux en priorité.
- La construction d'une école de métiers comme la première étape de la « Nouvelle Université Catholique du Nord » sous les auspices de l'Église Catholique et avec l'appui de l'État et d'entreprises privées, notamment EDELNOR.
- L'autorisation d'établir un projet d'« *A trabajar urbano* », programme étatique d'emploi temporaire dirigé à la population moins favorisée et sans qualification professionnelle.

Il existe aujourd'hui un « Comité Exécutif Central » élu par la population, mais sans le succès précédent dans les expériences de Villa El Salvador et Huaycán. Le travail du comité est restreint à coordonner les activités de sécurité publique avec la Police et de jouer un rôle secondaire dans quelques projets tel que l'électrification de *Nuevo Pachacútec* (entente de l'État et l'entreprise privée EDELNOR) et la nouvelle université catholique (sous les auspices de l'Église catholique).

4.3.4 Le réseau privé communautaire de services sociaux à Manchay

Manchay fait partie du district de *Pachacámac* et se trouve dans la zone sud-est de Lima à 31 km du centre-ville, du côté ouest de la route entre les districts de *La Molina* et de *Cieneguilla* (figure 4.6). C'est probablement la zone la plus pauvre de Lima. La majorité de sa population provient des régions très frappées par la violence politique et le terrorisme des années 80, les unes par l'action de l'État, les autres volontairement en suivant leurs *paisanos*¹⁸. C'est le cas du premier groupe de migrants qui s'installe à *Manchay*. Le deuxième groupe d'habitants est arrivé à *Manchay* à la fin de la décennie 80 et pendant

¹⁸ *Paisano*, c'est la condition d'une personne qui est née dans le même village qu'une autre; par extension, la même région et dans le cas de péruviens qui habitent dans un pays étranger, le même pays. Il s'agit d'une liaison quelquefois plus importante que la liaison de sang.

les années 90. Ils venaient des autres zones de la ville à la recherche d'un espace pour habiter et découvrir de nouvelles opportunités pour survivre. La population actuelle de *Manchay* compte environ 40 000 habitants¹⁹. De plus, il y a quelques signes que la partie occupée la plus récemment à Manchay serait un processus d'auto-invasion²⁰ stimulé par la Communauté Paysannier de Collanac, bénéficiaire d'un programme étatique de don de terrains destinés à l'agriculture et à l'élevage d'animaux de ferme.

L'État a participé dans la construction récente d'une autoroute qui traverse Manchay avec pour but de connecter le district de La Molina et l'extrême sud de Lima métropolitaine. Ainsi, l'intégration de Manchay à la métropole sera plus facile.

À partir de l'année 2000, l'Église catholique a commencé à travailler sur la construction d'un vaste réseau de services communautaires à Manchay en visant la lutte contre la pauvreté. Dans ce contexte, sous la direction de la paroisse de l'« *Espíritu Santo* », la communauté de Manchay compte aujourd'hui un réseau de services communautaires tels que :

- Un bureau des droits humains, afin de préserver l'intégrité physique et sexuelle des femmes et des enfants
- Neuf cuisines collectives qui alimentent à 1500 individus par jour
- Une boulangerie populaire qui vend du pain à bas prix
- Une résidence pour personnes âgées
- Sept garderies pour les enfants de 1 à 5 ans
- Une école primaire
- Une école secondaire
- Une clinique et deux postes médicales
- Une serre hydroponique biologique
- Un institut supérieur de technologie pour la formation professionnelle

¹⁹ Dans le recensement de l'année 2005 (tableau 3.6), la population du district de *Pachacámac* (où se trouve *Manchay*) atteignait 54 763 habitants. Ce qui veut dire que *Manchay* représentait presque 75 % de la population du district.

²⁰ Riofrío (2007) indique que l'autoinvasion est une modalité d'occupation d'un terrain d'usage non urbaine; les propriétaires auraient trouvé dans l'autoinvasion une façon de réduire ou même d'éviter les longues démarches visant le changement légal de l'usage d'un terrain. Ainsi, le terrain est transformé de rural à urbain « d'un jour à l'autre » par le biais de l'invasion.

Dans ce réseau, il y a plus de 300 travailleurs, dont 75% habite à Manchay. C'est un travail social et pastoral impressionnant. Quelques principes sont soulignés par un des leaders communautaires et religieux qui dirigent ce réseau :

- L'assistance pure déforme les personnes, qui deviendront des parasites.
- Si quelqu'un ne peut pas donner de l'argent, il peut toujours donner sa main-d'œuvre.
- Il n'y aura pas de succès sans sacrifice.

La dernière composante du réseau appuyé par l'Église est l'institut supérieur technologique qui commença ses activités en avril 2007. Phénomène identique à celui des autres zones urbaines défavorisées, la jeunesse de Manchay est fortement frappée par des problèmes de consommation de drogues et de délinquance juvénile. La formation professionnelle et continue s'avère d'une grande importance pour créer des opportunités aux jeunes. Ainsi, les projets d'étudiants du Centre Supérieur d'Études universitaires La Salle de Madrid, Espagne (CSEU, avec la coordination d'« Économistes sans frontières »), illustrent les bienfaits de créer un petit « tissu » micro-entrepreneurial et de coopératives en partenariat avec les écoles de formation professionnelle.

À Manchay, nous pouvons trouver plusieurs organisations plutôt qu'une autorité populaire centrale similaire à la CUAVES ou la CUAH. Nous n'avons trouvé aucune référence à une organisation centrale dans la documentation consultée et dans les entrevues. Par contre, nous avons rencontré au moins deux organisations de paysans (la Communauté Paysannier de Collanac et la Communauté Paysannier de Santa Rosa de Manchay), un condominium privé (quartier résidentiel fermé), plusieurs coopératives de logement, plusieurs organisations chrétiennes non catholiques et même une succursale du *Rotary Club*.

4.4 Une analyse comparative entre les quatre zones ciblées

L'ordre de présentation de chaque cas dans ce chapitre n'est pas aléatoire. Il répond à l'idée générale que la plupart de personnes pourrait avoir sur le niveau de développement de *Villa El Salvador*, *Huaycán*, *Nuevo Pachacútec* et *Manchay*, de plus développé à moins développé²¹. Dans les lignes de nos questions de recherche et de nos hypothèses, notamment ceux qui concernent les initiatives de la population face au faible appui de l'État et la transformation des bidonvilles, nous ferons une comparaison sur la base de quelques aspects :

4.4.1 Quatre genèses différentes, deux modalités d'occupation

Tel que nous avons signalé avant, Villa El Salvador est né à partir d'une invasion non réussie puisque les envahisseurs furent déplacés à un autre terrain comme fruit d'une négociation visant à empêcher une escalade de violence. *Nuevo Pachacútec* est né dans des circonstances similaires, mais le terrain de destination était trop éloigné de l'invasion originale (voir 4.3.3). De son côté, *Huaycán* fut une invasion « organisée » par les autorités municipales de Lima et après des luttes intestines, la population a réussi à s'établir dans le même terrain envahi. Finalement, à *Manchay* correspond une modalité d'occupations progressives et pacifiques, pour la plupart promus par les autorités en accueillant une population déplacée à cause de la violence politique et du terrorisme de la décennie 80. Les trois premiers cas, comme nous le savons, furent massifs et violents. De plus, il y a quelques signes que la partie occupée la plus récemment à Manchay serait sous la modalité d'auto-invasion (voir 4.3.4).

4.4.2 Le degré de formalisation de la propriété

Les travaux de la Commission de formalisation de la propriété privée informelle (COFOPRI) dans la décennie 90 (voir 5.2), notamment les quatre derniers ans,

²¹ C'est ce que nous avons vérifié particulièrement dans les entrevues collectives

ont réduit notablement le problème de la propriété non formalisée, en réduisant en même temps les risques de déplacement et de perte du « patrimoine » familial. Cependant, quelques secteurs de Villa El Salvador, *Huaycán* et *Nuevo Pachacútec* ont échappé à toute démarche de formalisation et le problème y subsiste sans solution apparente. Par contre, à *Manchay* la Communauté Paysannier de *Collanac* offre une sorte de formalisation « parallèle » et le rôle de COFOPRI reste moins important au regard de la population.

4.4.3 L'indice de développement dans les quatre zones ciblées

Reprenons à partir du tableau 4.1 les indices décrits dans le chapitre 3. Qu'est-il arrivé dans nos quatre zones ciblées par rapport au développement ? Voyons au départ l'impression que nous avons eu après les visites de terrain en tenant compte de nos expériences et de nos connaissances de chaque zone. Le district Ate-Vitarte, où se trouve *Huaycán*, compte deux quartiers, *Salamanca* et *Mayorazgo*, qui sont clairement plus développés que les autres et leur composition socioéconomique correspond majoritairement à la strate B (INEI, 1998, p. 10). Les données de l'indice de développement pour Ate-Vitarte ne seraient pas représentatives de la réalité de quartiers comme *Huaycán*. Ainsi, nous considérons à *Huaycán* moins développé que Villa El Salvador, mais dans une meilleure position que *Nuevo Pachacútec (Ventanilla)* et *Manchay (Pachacámac)*.

Villa El Salvador faisait partie de Villa Maria del Triunfo en 1981 et tout indique une forte similarité entre les deux districts. Entre les quatre zones ciblées dans notre étude, celle-ci représente sans doute le plus développé. *Ventanilla*, le district de *Nuevo Pachacútec*, représente le cas le plus clair de l'influence d'une croissance démographique face à laquelle, malgré tous les efforts de la population et du gouvernement pour offrir les services de base, ceux-ci ne suffisent pas. Dans ce cas-ci, il reste beaucoup de travail à faire dans l'aménagement et la provision de services de base. Finalement, le cas de

Pachacámac, où se trouve *Manchay*, correspond à l'urbanisation précaire d'une zone dont la plus grande partie de terrain est censée destinée aux activités agricoles et d'élevages des animaux de ferme. La population du district s'est concentrée à 80% dans *Manchay*, donc il résulte pratiquement le seul secteur urbain du district. La nouvelle autoroute qui croise *Manchay* est en train de dynamiser l'activité économique et consolider son économie locale. Bien qu'il s'agisse de la zone urbaine la plus pauvre de Lima, les possibilités d'amélioration sont élevées. C'est le même espoir qui a alimenté la lutte quotidienne d'anciens bidonvilles, qui aujourd'hui, ont réussi à dépasser la condition de pauvreté extrême; un espoir qui est difficile d'apprécier par les autres. Encore une situation de pauvreté qui semble se reproduire à jamais aux yeux des autres, mais qui signifie un défi à assumer par la population de *Manchay*.

Tableau 4.1 Indice de développement dans les quatre zones ciblées

District	Population		Indice de développement socioéconomique		Indice de développement humain	
	1981	2005	BCR 1981	Mise à jour 2005	PNUD-ONU 2005	
			Rang	Rang	Rang	IDH
Ate-Vitarte(Huaycán)	145 504	419 663	34	31	29	0,695
Villa El Salvador (*)		367 436	30	21	35	0,690
Villa María del Triunfo	313 912	355 761	30	28	34	0,691
Ventanilla (Nuevo Pachacútec)	19 702	243 526	41	41	38	0,686
Pachacámac (Manchay)	6 780	54 763	45	48	49	0,669

(*) En 1981, *Villa El Salvador* faisait partie du district de *Villa Maria del Triunfo*

Source : PNUD (2006); BCR (1984, p. 9); le rapport est nôtre.

Voyons quelques conclusions tirées de la comparaison entre les quatre zones ciblées. Le seul cas d'occupation progressive et pacifique correspond à *Manchay*. Vu que les prises des terrains se sont faites lentement par étapes il n'était pas possible d'avoir une masse critique pour former un organisme central aussi fort que la CUAVES de *Villa El Salvador* ou la CUAH de *Huaycán*. Ainsi, *Manchay* possède une organisation communautaire plutôt dispersée et non centralisée. De plus, les deux « Communautés Paysanniers » qui sont propriétaires de la plupart de terrains disponibles accordent le droit de possession laissant beaucoup moins de responsabilités aux organismes

communautaires. Ainsi, ces organismes perdent de l'autorité face à la population. Dans le cas de *Nuevo Pachacútec*, malgré sa nature très similaire à Villa El Salvador et Huaycán, le facteur « touristes » (voir 4.3.3) aurait compliqué la possibilité de compter sur une organisation communautaire plus consolidée, même s'il existe un « Comité Exécutif Central » (Pereyra, 2003, p. 8) élu par la population.

Dans les quatre zones ciblées, la population a pris des initiatives importantes face au faible appui de l'État. Cependant, le succès particulier de Villa El Salvador est remarquable par rapport aux autres zones, grâce aux organismes d'autogestion à grande échelle et dans un contexte institutionnel plus développé dû à la création de la municipalité de *Villa El Salvador*. *Huaycán* semble suivre de proche l'expérience de *Villa El Salvador*, mais sans avoir été reconnu comme une municipalité.

Par rapport aux services de l'électricité, face à l'absence d'une politique officielle de planification de la croissance de la ville, la coordination se fait directement entre les occupants et les organismes fournisseurs, même la main d'œuvre et le financement sont couverts, pour la plupart, par la population et le rôle de l'État devient complémentaire.

Ce chapitre a décrit la prise de contrôle par l'État ou par le marché privé des services de base dans les bidonvilles en évolution. Concernant les services sociaux tels que l'éducation et la santé, la faiblesse de l'État dans ces domaines a motivé la participation d'acteurs privés. Finalement, les historiques de chaque zone ciblée nous démontrent, malgré plusieurs éléments en commun, divers chemins vers la consolidation et le progrès dans le cadre d'une « nouvelle » urbanisation et l'émergence de nouvelles villes. Le processus de transformation des bidonvilles et les facteurs qui auraient permis l'apparition de ces nouvelles villes sont abordés dans le chapitre suivant.

CHAPITRE V

L'ÉMERGENCE DE NOUVELLES VILLES DANS LA PÉRIPHÉRIE DE LIMA

Plusieurs facteurs sont à considérer dans les transformations qu'ont subies les anciens bidonvilles. Afin de repérer les plus importants, nous avons inclus dans notre guide d'entretien des questions visant à les explorer. Ce sera le propos de ce chapitre. Pour quelques facteurs, nous approfondirons les sujets, tels que la formalisation de la propriété, les services de base et l'accès au microcrédit. Malgré le fait qu'elle n'a pas été explicitement mentionnée par les répondants, une section se penchera sur la coopération internationale. Il sera aussi question d'évaluer la contribution aux villes émergentes de grands investisseurs, mais également des entrepreneurs populaires; ainsi, ces deux sections serviront de contre-exemples et d'exemples des entreprises populaires. D'autres facteurs se révèlent d'être transversaux, tels que les pratiques solidaires et le rôle de l'État, et sont inclus dans la description de chaque cas au besoin. Lorsqu'il est pertinent, nous donnons quelques exemples, notamment dans nos quatre zones ciblées. Le supposé antagonisme, qui opposerait l'obtention de profits contre les pratiques solidaires, est évalué. Enfin, la vérification de nos hypothèses et les réponses à nos questions de recherche, notamment concernant les facteurs de succès des nouvelles villes émergentes, sont traitées dans la dernière section.

5.1 Les facteurs qui auraient favorisé la transformation des bidonvilles

Lors des entretiens avec des responsables représentant différents milieux, nous avons demandé des facteurs de transformation des bidonvilles en villes émergentes²². Les réponses ont été spontanées, sans utiliser aucune liste préconçue de facteurs. Après, nous les avons classées selon des catégories élaborées *a posteriori* à partir principalement de l'information recueillie dans les entretiens.

Comme nous l'avons discuté dans le chapitre 1, quelques secteurs des périphéries urbaines auraient évolué jusqu'à dépasser la condition de

²² La question était : Pouvez-vous identifier quelques facteurs qui favorisent le développement d'un groupe de bidonvilles jusqu'à devenir une nouvelle ville émergente ?

« bidonville » et se transformer en une « ville émergente », c'est-à-dire de nouveaux centres d'activités économiques autres que le « centre traditionnel » et entourés d'une population résidente avec un peu plus de moyens. Le tableau 5.1 montre l'importance relative des différents facteurs, par rapport à ce processus de transformation, selon les répondants. Nous allons examiner chaque facteur selon le cadre conceptuel développé et les opinions données par nos répondants.

Tableau 5.1 Facteurs de transformation des bidonvilles péruviens selon les répondants

	Facteur	nombre de répondants
1	Attitude entrepreneuriale	12
2	Organisation de la population	9
3	Solidarité / Travail communautaire	7
4	Services de base	6
5	Appui du gouvernement central	6
6	Formalisation de la propriété	5
7	Présence de la municipalité	5
8	Communication / Localisation	5
9	Niveau de scolarité	5
10	Age moyenne de la population	4
11	Espace géographique	3
12	Microcrédits	3
13	Créativité de la population	3
14	Types d'activités économiques	2
15	Dirigéants	2
16	Objectifs politiques	1

Les explications des facteurs données par les répondants permettent un regroupement de certains facteurs.

a) L'organisation, le travail communautaire et la solidarité (16 fois)

Nous avons regroupé le deuxième et le troisième facteur les plus fréquemment mentionnés (tableau 5.1). Dans le cas du deuxième facteur, l'organisation de la population, il s'agit de l'importance de la participation de la population dans

les organismes d'autogestion, et à partir de cette organisation, le défi de faire face aux problèmes communs. Pour le cas du troisième facteur, la solidarité et le travail communautaire s'avèrent des éléments nécessaires, du moins dans les premières années du bidonville, afin d'assurer l'établissement et la consolidation d'une communauté basée sur les principes de la solidarité. Certains répondants ont remarqué la diminution de l'importance relative de la solidarité et des travaux communautaires dans les zones périphériques les plus développées. Dans la figure 1.1, qui présente les activités économiques dans les pays du Sud selon Castel, ces facteurs sont situés dans le cadre du motif de solidarité (zones 4, 5, 6 et 7).

b) Attitude entrepreneuriale et type d'activité économique : entreprises populaires (14 fois)

Le facteur « Attitude entrepreneuriale » (point 1 du tableau 5.1) a été le plus mentionné. Dans le sens large du terme « entreprises populaires », il s'agit de toutes les initiatives visant à la réalisation d'une activité économique qui soit soutenable et qui permet de dépasser le seuil de la survie et de la subsistance, c'est-à-dire qu'elle est capable de produire l'accumulation et la croissance du capital²³. La plupart des entrepreneurs populaires que nous avons interviewés considèrent inappropriée l'utilisation du terme « privé » en décrivant leurs entreprises, puisque ce mot a des connotations de « capitalisme exploiteur » et de « favoritisme étatique ». Ils préfèrent la dénomination « entreprise populaire ». Cependant, quelques-uns aspirent à devenir « privés » une fois que leurs entreprises se sont développées et qu'il soit possible de participer « dans un marché concurrentiel sans peur » (selon l'expression utilisée par deux répondants). De plus, deux répondants ont signalé la capacité de faire le choix d'un bon « type d'activité économique » (point 14) comme un facteur de succès. Nous considérons ce choix comme étant une des caractéristiques de l'attitude entrepreneuriale mentionnée ici.

²³ Selon des entretiens avec deux directeurs d'institutions de micro-finances.

Par rapport aux groupes établis par Castel (figure 1.1), les entreprises populaires peuvent se trouver dans les zones 1, 3, 6 et 7, c'est-à-dire les activités dans la sphère du marché, qui visent la maximisation de profit, sans exclure toutefois d'autres visées dépendant du type d'activité.

c) L'appui de l'État (11 fois)

Certains répondants mettent l'accent sur le gouvernement central (point 5) et d'autres sur la municipalité (point 7). Selon nos interlocuteurs, l'intervention des autorités devient fondamentale dans le processus de formalisation de la propriété, compte tenu de l'importance de la sécurité foncière obtenue comme conséquence de l'octroi du titre de propriété. De plus, pour avoir une situation stable, la dotation ou la réglementation de services de base doit être assumée par l'État²⁴. Ces activités correspondent au principe de redistribution, soit les zones 2, 3, 5 et 7 selon la figure 1.1 de Castel. Dans le cas de la réglementation, on peut dire que c'est encore une question de redistribution. Par exemple, les entreprises fournisseuses de l'électricité sont obligées légalement de s'implanter dans les quartiers plus pauvres.

Nous voulons souligner ici que, lorsqu'on parle de « l'absence de l'État », il s'agit vraiment au début du bidonville de l'absence et quelquefois l'opposition violente face à la constitution de nouveaux bidonvilles. La tendance prouvée du péruvien moyen est de chercher une solution « de sa propre main » quand l'État s'avère défaillant. Ainsi, l'histoire a enregistré quelques faits curieux, par exemple la première rue pavée à Lima, le boulevard Colon, fut l'œuvre de la population elle-même dans la première décennie du 20e siècle (Arellano, 2004, p. 33), et pendant les années quarante, le district de *La Victoria* était reconnu comme celui dont la population avait pavé elle-même toutes ses rues (Bromley, 1946, cité par Arellano, 2004, p. 40). Ces deux cas ne sont pas des expériences autogestionnaires à long terme. Il s'agit vraiment d'initiatives de la population face à un État défaillant. Avec le temps, le rôle de l'État sera

²⁴ À partir des années 90, ce sont des entreprises privées qui fournissent les services de l'électricité et de la téléphonie à la ville de Lima, sous la surveillance d'organismes étatiques de contrôle.

fondamental, mais souvent incomplet dans la provision des services de base (l'eau potable, l'électricité, les rues pavées) et restera peu présent dans les services sociaux tels que l'éducation, la santé et la sécurité publique, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4.

d) Les communications, la localisation et l'espace géographique (8 fois)

Ce facteur exprime l'importance de situer le bidonville dans un lieu le plus propice possible à l'urbanisation, proche des autres agglomérations plus développées et avec l'accès le plus fluide possible aux voies de transport importantes. Au début, l'isolement semble renforcer les liens de solidarité parmi la population afin de faire face aux difficultés propres à une telle condition. Dans le temps, selon nos interlocuteurs, il semble avoir une relation directe entre l'accessibilité, la prédominance des activités orientées vers le marché et le dépassement de la condition de bidonville.

e) Scolarité et créativité (8 fois)

Le niveau de scolarité de la population (au moins des études secondaires) est mentionné un peu plus que les attributs dits « naturels » sous la dénomination de « créativité populaire », c'est-à-dire la capacité de faire face aux défis et les connaissances acquises en dehors du cadre formel d'apprentissage. Les études formelles tendent à développer une communication orale efficace, la capacité de lire des documents ou contrats et de rédiger des documents de complexité moyenne.

f) Les services de base (6 fois)

C'est la provision de services de base, tels que l'eau potable, les égouts et l'électricité, qui sont généralement fournis par les opérateurs privés ou par un organisme étatique lorsque l'autorité pertinente a déclaré « acceptable » (viable) l'occupation du terrain. Les services publics ne sont pas gratuits et

sont donc dans la zone 3 de la figure 1.1, même si occasionnellement les frais sont minimes ou informels.

g) Formalisation de la propriété (5 fois)

Il s'agit principalement de la sécurité foncière, qui garantit d'éviter le déplacement forcé ou la perte de la propriété de fait. L'expression « formalisation » réfère à l'octroi du titre de propriété, mais cette sécurité foncière peut arriver sans compléter l'aspect légal de formalisation. Même si la formalisation n'est pas complète (le titre n'est pas enregistré au Registre foncier), s'il y a une preuve de sécurité foncière, les propriétés peuvent être vendues sur le marché (zone 1 de la figure 1.1) par le biais d'un contrat privé.

h) Âge moyen de la population (4 fois)

Lorsque la population occupante est plus jeune, sa contribution au développement social et économique sera plus longue; aussi, si la génération suivante reste dans le bidonville, elle contribuera à la consolidation sociale du bidonville, à la croissance économique et à la formation d'un marché de consommation plus important et dynamique.

i) Microcrédit (3 fois)

Les seuls répondants qui ont mentionné ce facteur sont les trois cadres d'institutions financières. L'absence de cet aspect chez les autres répondants peut être attribuée aux pratiques solidaires de financement, à l'existence du crédit informel et à l'accès au crédit de grossiste aux détaillants. Pour toutes ces raisons, le microcrédit octroyé par des institutions financières spécialisées est moins important comme facteur qui favorise le développement d'un bidonville. Cependant, à partir de notre expérience dans le domaine des microfinances et selon les cadres interrogés, leur contribution augmente lorsque l'ancien bidonville est en train de dépasser cette condition et se trouve dans l'étape de consolidation d'une ville émergente. Dépendant de l'acteur

octroyant du crédit, il sera une activité dans la sphère du marché (zone 1 de la figure 1.1: entreprises financières avec but lucratif), dans la redistribution (zone 3 : selon la loi, c'est le cas des caisses municipales, institutions de crédit populaire sans but lucratif où les profits obtenus reviennent à la communauté) et même dans la réciprocité (zones 4, 6 et 7 : mutuels, coopératives, tontines, etc.).

j) Dirigeants et objectifs politiques (3 fois)

Avec le microcrédit, il s'agit du facteur le moins mentionné de tous probablement à cause de la tendance de considérer les organismes communautaires et non les individus comme la base de l'action politique et sociale, d'où la mention fréquente de la solidarité et le travail communautaire. De plus, il semble avoir une méfiance face aux dirigeants qui deviennent politiciens dits « traditionnels », c'est-à-dire ceux qui sont partisans d'un organisme politique.

Nous allons maintenant aborder plus en profondeur certains de ces facteurs qui nécessitent des explications plus poussées ainsi que quelques notions associées à eux, telles que la formalisation de la propriété, l'accès au crédit de consommation et au microcrédit, la coopération internationale, la pénétration de grands investisseurs dans la périphérie liménienne et les histoires de succès de quelques entrepreneurs populaires. Ces commentaires proviennent tant d'autres recherches que de notre expérience et des entrevues.

5.2 L'impact du processus de formalisation de la propriété

Dans l'histoire d'un bidonville, la formalisation de la propriété signifie possiblement le moment le plus mémorable et le fait le plus attendu par la plupart des ménages. Mais il faut bien préciser ce que veut vraiment dire « formalisation ». D'abord, il s'agirait de la reconnaissance officielle par l'organisme étatique pertinent de la propriété privée d'un immeuble,

généralement le terrain, en faveur d'un occupant qui s'y établit. Après cette reconnaissance, le nouveau propriétaire pourra exercer pleinement son droit de propriété et le risque d'un déplacement forcé aura disparu. Avec le titre de propriété, il sera éligible au crédit formel dans le système financier traditionnel. Il pourra ensuite construire avec des matériaux non précaires sur son propre terrain tandis qu'auparavant, sans titre, il n'avait pas d'incitations suffisantes pour investir afin d'améliorer son logement. De plus, la propriété fera partie d'un marché immobilier. L'héritage aux générations futures de la famille sera garanti. Le plein accès aux services de base sera plus facile (Morris, 2004, p. 50-53).

Depuis toujours au Pérou, le chemin vers la formalisation de la propriété s'avère très compliqué, très long et généralement très coûteux. La démarche individuelle est pratiquement insurmontable. Dans les années quatre-vingt, les autorités péruviennes ont mis en place des programmes spéciaux afin d'octroyer le titre de propriété plus facilement. Ainsi, en 1990, un peu plus de la moitié des terrains des bidonvilles avait été formalisé, dont 75% avaient reçu le titre formel pendant la décennie 1980 (Driant, 1991, p. 206).

Dans les années quatre-vingt-dix, la situation s'est fortement améliorée avec un projet pilote de formalisation massive entre 1990 et 1992; s'ensuivit la création de la « Commission de formalisation de la propriété privée informelle » (COFOPRI) en 1993. Ces interventions de la dernière décennie ne furent pas suffisantes et dans certains cas les titres octroyés par les autorités ne remplissaient pas toutes les exigences légales. Malgré cette situation, la population considère « sécuritaire » ou digne de confiance tout autre titre si l'autorité qui l'émet est considérée comme « acceptable » par la population²⁵, c'est-à-dire ce titre permet d'éviter l'expulsion et d'appuyer le détenteur dans son désir de rester sur le terrain envahi (Morris, 2004, p. 19; De Soto, 1986, p. 26).

²⁵ Généralement, un « certificat de possession » émis par une municipalité provinciale ou par un ministère (gouvernement central) est préférable au lieu de l'équivalent émis par une municipalité du district.

Le processus de formalisation est donc raccourci considérablement : vers le milieu des années 1980, De Soto estima que la durée moyenne de la démarche afin de recevoir le titre de propriété définitif dans les bidonvilles péruviens était de 20 ans au coût de 2 156 dollars américains (De Soto, 1986, p. 45 ; Morris, 2004, p. 79). Dans la décennie quatre-vingt-dix, De Soto (2000, p. 44) calcula la durée à 6 ans et 11 mois. Enfin, Morris (2004, p. 17) affirme qu'après l'intervention de COFOPRI, la durée n'est plus que de 45 jours et le coût s'élève à 120 dollars américains, mais les nouveaux propriétaires ne paient rien grâce à une subvention du gouvernement appuyé par les fonds d'organismes multilatéraux et de la coopération internationale.

La plupart du temps, la formalisation de la propriété est associée à la possibilité d'utiliser l'immeuble formalisé comme garantie pour emprunter des fonds qui pourront éventuellement être investis et ainsi permettre aux pauvres de s'en sortir. En conséquence, les propriétés urbaines sans formalisation représentent des capitaux dits « somnolents » ou « morts »²⁶. Selon les dernières informations que nous possédons (De Soto, 2000, p. 55), il y avait plus d'un million de logements qui étaient extralégaux à Lima en 1995 et ceux-ci représentaient environ 18,5 milliards de dollars américains à la valeur du marché.

Malgré une augmentation évidente de l'accès au crédit parmi les nouveaux propriétaires (voir 5.3), la formalisation ne provoque pas seulement des effets positifs. Ainsi, une formalisation dite « prématurée » pourrait affecter la consolidation et le progrès du nouveau « *pueblo joven* » dans ses premières années de vie puisqu'elle semble interrompre le développement communautaire jugé nécessaire dans un bidonville de formation récente. Par

²⁶ De Soto rappelle que l'entreprise étatique de téléphonie avait quelques propriétés sans formalisation et qu'il fallut suivre un processus de formalisation avant la vente : « Par exemple, en 1990 la Compagnie de Téléphonie Péruvienne (CPT) était cotée à une valeur totale de 53 millions de dollars à la Bourse de Lima. Mais le gouvernement ne pouvait pas vendre la CPT à des investisseurs étrangers, à cause de problèmes concernant le titre de propriété sur plusieurs de ses actifs. Les Péruviens décidèrent alors de rassembler une équipe de juristes d'élite afin de créer un titre juridique qui soit compatible avec les normes standard requises par l'économie globale [...] Après trois ans, la CPT entra dans le monde du capital liquide, étant vendue pour une somme de 2 milliards de dollars, soit 37 fois sa valeur marchande initiale. Voici le niveau que peut atteindre le pouvoir d'un bon système de propriété » (De Soto, 2001, Time Magazine, notre traduction).

exemple, dans la section 4.3.3 nous avons constaté que dans le bidonville *Nuevo Pachacútec*, la formalisation du titre de propriété aurait signifié une sorte d'incitation négative par rapport aux activités communautaires et les travaux collectifs, par exemple l'habilitation de rues, les premiers espaces verts ou la construction d'écoles.

Avant le système de COFOPRI, le titre de propriété dans un bidonville impliquait une période de suspension des droits immobiliers normalement de cinq ans. La propriété ne pouvait pas être vendue sans risque de l'annulation de la transaction et de la perte définitive de la propriété. Il s'agissait d'une mesure de protection face aux spéculateurs et aux « touristes » (De Soto, 1986, p. 45). Mais depuis la formalisation de COFOPRI, le plein droit à la propriété entre en vigueur immédiatement à partir de l'octroi du titre, et ce, sans délai.

5.3 L'accès au crédit de consommation et le microcrédit

Selon Dichter (2007, p. 4), les nouvelles petites entreprises préfèrent le crédit informel ou la demande de prêts aux réseaux sociaux très proches, même si l'accès au crédit formel est possible. Ce crédit informel prend la forme des « tontines » à l'Afrique, des « *chits* » à l'Inde, des « *tanamoshis* » au Japon (Kruijt et Sojo, 2005, p. 50) et des « *juntas* »²⁷ à l'Amérique latine. Ces pratiques d'entraide financière sont courantes dans les secteurs populaires (Arellano, p. 204). Avec le développement des bidonvilles et leurs transformations, l'importance économique relative de leur pouvoir d'achat et de leur production industrielle à petite et à moyenne échelle s'accroît. L'accès au crédit qui était presque impossible auparavant, sauf avec les efforts à petite échelle d'organismes non gouvernementaux et de prêteurs informels, devient une réalité grâce au travail des « Caisses populaires » et même des banques dites « traditionnelles ». Selon Arellano (2004, p. 197-204), l'accès massif au

²⁷ Au Pérou, la « *junta* » est nommée souvent « *tanamoshi* » à cause de l'influence des habitudes d'entraide financière des immigrants japonais dans les premières décennies du 20^{ème} siècle. L'argent obtenu est destiné tant aux petits investissements qu'à la consommation, au règlement de dettes ou à la construction d'une maison.

crédit de consommation, notamment la carte de crédit dite populaire²⁸, s'avère d'être l'un des facteurs les plus remarquables dans l'explication du phénomène de la croissance économique du nord de Lima et la clé du succès consommateur de « *Megaplaza Norte* » (voir 5.5.2).

Cependant, il ne s'agit pas seulement de crédit de consommation. Le système de caisses municipales d'épargne et de crédit, promu au Pérou par l'organisme de coopération internationale « *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* » (GTZ, Coopération technique allemande) dans la décennie 80, a joué un rôle important dans le développement de petites et micro-entreprises de l'économie populaire des principales villes du Pérou (Chong et Schroth, 1998, p. 17).

Dans le cas de Lima, où les caisses municipales d'Arequipa, Piura et Trujillo ont ouvert des succursales à partir de l'année 2003, un autre organisme de coopération internationale, « *Action internationale* » (AC), fut le pionnier du microcrédit dans la décennie 80 au Pérou. Selon un répondant qui occupe un haut poste exécutif dans une entreprise liée à cette organisation, initialement de façon directe comme une ONG financière, l'AC au Pérou s'est transformée en banque dite « *différente* » (par rapport à la banque traditionnelle), la Banque du micro entreprise (MIBANCO).

Malgré le fait qu'aucun répondant n'ait mentionné la coopération internationale entre les facteurs de réussite des bidonvilles, son rôle s'avère très appréciable. Nous croyons que les répondants ont fait référence aux facteurs plutôt « *internes* », ainsi ils auraient négligé involontairement la coopération internationale et d'autres facteurs dits « *externes* ». Aussi, quelquefois la coopération internationale compte sur des acteurs locaux intermédiaires qui deviennent plus « *visibles* » que les coopérantes face à la population. En conséquence, voyons quelques aspects de la coopération internationale et les bidonvilles.

²⁸ Il s'agit d'un nouveau type de carte exclusive aux zones populaires, sans frais d'émission ni d'utilisation, mais ayant un taux d'intérêt plus élevé que la carte ordinaire.

5.4 La coopération internationale

Comme nous l'avons déjà vu dans la section précédente avec les exemples de la GTZ et d'AC, une autre composante du processus de consolidation et de transformation des bidonvilles est la coopération internationale. Favreau et Fréchette (2002b, p. 6) ont décrit brièvement le processus social et politique de l'Amérique latine selon chaque décennie depuis 1970, en soulignant son caractère endogène, mais également la participation de la coopération internationale :

Dans de nombreux pays d'Amérique latine, les années 70 avaient vu la montée d'un solide mouvement urbain populaire, ouvrier et paysan, souvent autour d'un projet socialiste commun²⁹. La conjoncture des années 80 a plutôt provoqué une fragmentation de ces mouvements et leur repli. Mais la décennie 90 a par contre introduit de nouveaux acteurs sociaux, notamment les organisations de femmes et celles des jeunes, et de nouvelles stratégies de développement. Cette décennie a ainsi vu naître, en partie grâce à une coopération internationale décentralisée, de nouvelles démarches de collaboration entre des mouvements sociaux locaux, des ONG et des municipalités (Favreau et Fréchette, 2002b, p. 6).

Le rôle de la coopération internationale paraît parfois plus proche de l'aide humanitaire que de l'appui au développement économique soutenable, c'est-à-dire un développement réel en dépassant les seuils de la survie et de la subsistance. Les cas de GTZ et d'AC (voir section 5.3) sont des exemples clairs d'un rôle plus stimulateur du développement dans les pays du Sud.

Un autre cas souvent mentionné lorsqu'il est question des enjeux et des succès de la coopération internationale, c'est le parc Industriel de Villa El Salvador (Benavides, 2000, p. 32). En effet, dans ce cas l'aide internationale a visé plusieurs objectifs, tels que la formation professionnelle, le soutien technique et l'octroi de microprêts dans des conditions avantageuses pour les petits et micro entrepreneurs populaires du parc Industriel. Par contre, on oublie souvent de mentionner le rôle de l'État dans ce projet, malgré le fait qu'il investissait 6,44 millions de dollars américains, soit 59,2% du financement dans l'étape critique initiale, durant la période 1986-1991, tandis que la coopération

²⁹ Voir 4.3.2

internationale couvrit 2,34 millions, soit 21,5% du total, et les micro-entrepreneurs apportèrent 2,1 millions, soit 9,3% du total (Benavides, 2000, p. 33).

La coopération internationale intervient généralement en ayant comme point de départ le fait qu'un bidonville a déjà été établi et se trouve dans le processus de consolidation. Après ce processus et lorsque les anciens bidonvilles sont en train de devenir de nouvelles villes émergentes, d'autres acteurs entrent en scène : les grands investisseurs, autant du secteur moderne de l'économie nationale que de l'étranger. C'est le sujet de la section suivante.

5.5 La pénétration de grands investisseurs dans la périphérie urbaine

Bien qu'un facteur qui aurait aidé au développement de la périphérie, l'intérêt des grands capitaux montre surtout une nouvelle évaluation de ces zones. Selon un répondant, un expert en assurance des affaires, cet intérêt des investisseurs monte à la deuxième moitié des années 90, d'après les demandes de plans d'assurance aux nouveaux projets dans ces zones. En effet, à cette époque-là, après avoir dépassé la grave crise économique et l'hyperinflation (Bossio, 2002, p. 117), des investisseurs étrangers et même des entrepreneurs péruviens se sont retournés en grand nombre vers l'économie péruvienne, dans le contexte du processus d'ouverture économique et de la privatisation³⁰ de la plupart des entreprises étatiques héritées de la vague réformiste étatiste de la décennie soixante-dix.

Ainsi, plusieurs projets dits de « modernisation » de l'économie ont surgi dans les villes péruviennes, notamment à Lima. Orientés vers la construction de centres de divertissement et de grands supermarchés, ils visaient la vente de

³⁰ Le fait emblématique dans le processus de privatisation fut sans doute la vente au plus offrant de l'entreprise étatique de téléphonie à la transnationale espagnole « *Telefónica* » pour 2 002 millions de dollars américains en février 1994 (Castillo, 2002, p. 19).

toutes sortes de produits importés en profitant de l'ouverture de l'économie nationale. Depuis les dernières douze années, les grands capitaux ont tourné leurs yeux vers les zones périphériques. Quelques grands investisseurs ont reconnu des options profitables dans un milieu peu exploité par les affaires dites « traditionnelles » et ayant maintenant un poids démographique intéressant. Cependant de l'avis de notre répondant, l'expert en assurance des affaires, l'entrée des grands investisseurs dans la périphérie de Lima fut très lente au début à cause de l'absence de plans adéquats d'assurances dans des lieux « si inconnus et dangereux, dans un pays avec une culture d'assurance de bas profil ». Mais aujourd'hui, après de bonnes expériences, le développement d'assurances dans les zones populaires aurait amélioré notablement en quantité et en qualité, puisque la périphérie est devenue plus « visible » aux yeux du Pérou officiel et moderne. Afin de comprendre le processus de ces investissements dans les villes émergentes, nous examinons plus en détail les trois cas parmi les grands investisseurs qui ont décidé de faire une tâche pionnière dans les zones périphériques. Ces zones sont ainsi devenues les nouveaux centres d'activité économique dans la métropole, nommés dans la définition de « ville émergente » (voir 1.1.2).

5.5.1 Les investissements du groupe « Wong » : Métro et Eco

Définissons d'abord quelques mots clés afin de mieux comprendre la nature des activités du groupe Wong, qui est propriétaire d'un réseau de 34 magasins libre-service à Lima à septembre 2006³¹. Ces magasins correspondent à trois types : marché, supermarché et hypermarché. Le format de « marché » se caractérise par l'offre préférentielle de produits périssables et de la viande fraîche ou avec un degré de congélation minimale. De plus, on peut y trouver divers articles tels que le papier hygiénique, les détergents, les pâtes, etc. Le « supermarché » contient le format « marché » et ajoute une grande variété de produits alimentaires industrialisés et de produits en congélation. L'« hypermarché » contient le format « supermarché » et ajoute la possibilité

³¹ D'après nos observations *in situ* et de l'information extraite du site web www.ewong.com.pe.

d'achats en grande quantité et aussi des produits de textile et des électroménagers. Selon le dictionnaire Antidote, qui donne un ordre de grandeur de surface contrairement aux autres dictionnaires, un hypermarché est un magasin libre-service où au moins 2 500 m² de la superficie sont consacrés à la vente et qui offre des aires de stationnement, pendant qu'un supermarché est un grand magasin qui compte une superficie de 400 à 2500 m². Ces dimensions semblent valables pour les magasins libre-service du groupe Wong.

Le groupe Wong possède 69% du marché liménien selon les ventes de l'année 2006. L'estimation de la valeur des ventes en 2007 atteindra 815 millions de dollars américains. Mais l'empire commercial d'aujourd'hui commença en 1942 lorsqu'Erasmus Wong père inaugura un petit dépanneur à *San Isidro*, le quartier résidentiel le plus riche de Lima et du Pérou. En 1983, Erasmus Wong fils et ses frères ouvrirent le premier supermarché « E. Wong » à côté de la Place *Gutierrez*, entre les districts prospères de *San Isidro* et *Miraflores*. La tendance fut toujours de se placer dans les districts aisés, jusqu'à l'année 1992 lorsque le groupe profita de la privatisation d'une partie du complexe militaire situé dans le district de *Chorrillos*, où avait existé auparavant un supermarché exclusif au service des familles militaires, et fonda le premier hypermarché « Métro », un emplacement sécuritaire compte tenu de l'ambiance de violence politique urbaine de cette époque. « Métro » visait une clientèle des strates moyennes et populaires de districts traditionnels du sud de la ville tels que *Chorrillos*, *Barranco*, *Miraflores* et *Surco*; en même temps, il a attiré une clientèle des districts émergents du cône sud : *San Juan de Miraflores*, *Villa Maria del Triunfo* et *Villa El Salvador*.

L'expérience de l'hypermarché MÉTRO de *Chorrillos* restera unique jusqu'en 1997³² lorsque la stratégie commerciale des investisseurs se tourna vers une zone dite périphérique, le district de *Los Olivos* (proche de terrains industriels vacants qui accueilleront le projet *Megaplaza* sept ans après, en 2004). Alors,

³² En 1996, le groupe inaugura un deuxième hypermarché, mais dans un district populaire traditionnel (Breña), une zone non périphérique.

l'hypermarché MÉTRO Los Olivos (Nord) marquera l'entrée véritable de ce grand investisseur dans la périphérie de Lima. En 1999 ouvrirent deux autres hypermarchés MÉTRO périphériques³³. Après une période de consolidation entre 1999 et 2006, les investissements du groupe Wong dans la périphérie liménienne se compléteront avec l'ouverture d'un hypermarché METRO et un marché populaire ECO, nouveau format encore plus populaire que MÉTRO, dans le district émergent de *Comas* (Nord), ainsi qu'un autre marché ECO dans le district périphérique de *San Juan de Miraflores* (Sud).

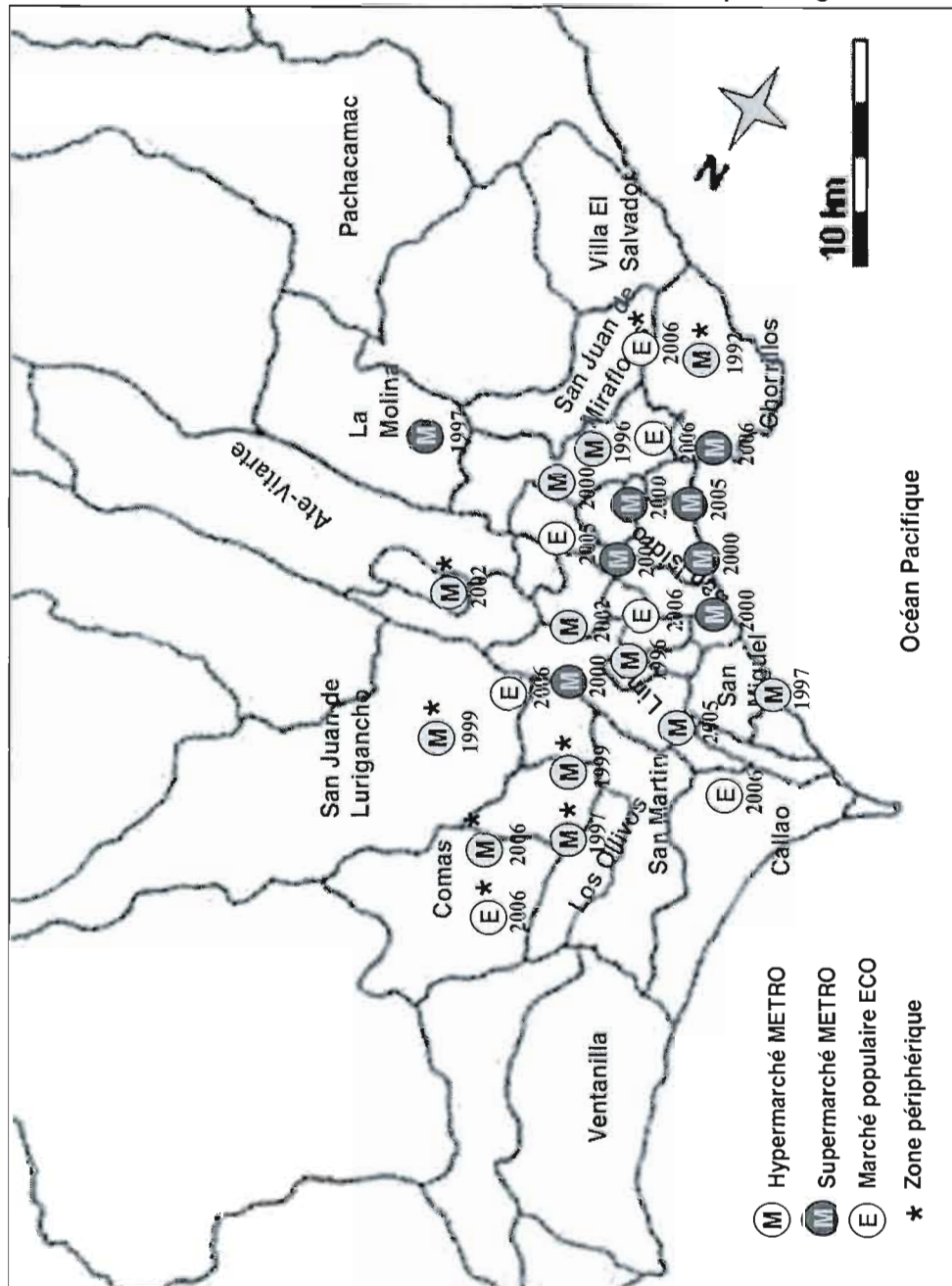
Actuellement, dans la logique entrepreneuriale du groupe Wong, les supermarchés « E. Wong » desservent les classes avec revenus élevés, pendant que les hypermarchés et les supermarchés MÉTRO s'adressent aux classes moyennes et populaires. Le format des marchés ECO est plus proche du marché populaire qui est encore préféré par quelques groupes de la périphérie et s'avère un effort additionnel de la corporation afin d'attirer la clientèle des zones périphériques résistante au supermarché. Dans la figure 5.1, nous pouvons observer le réseau du groupe, sans montrer les supermarchés « E. Wong » puisqu'ils desservent des secteurs de la population hors de notre intérêt.

L'impact de l'entrée d'un grand investisseur dans la périphérie est multiple. D'un côté, la plupart de petits dépanneurs et marchés populaires dans la zone d'influence seront fortement touchés par la présence menaçante d'une concurrence extrême et très inégale (Lazarte et Minaya, p. 99). Une quantité non négligeable de petites et moyennes entreprises subiront une disparition rapide ou un processus d'adaptation par le biais d'une reconversion de leur activité économique. D'un autre côté, comme fut le cas de l'ouverture d'un hypermarché MÉTRO à San Juan de Lurigancho, quelquefois la grande entreprise accepte une entente avec les autorités municipales afin d'acheter des produits fabriqués par des entrepreneurs populaires du district, en favorisant le développement économique local. Enfin, la présence d'un grand

³³ Ce furent les hypermarchés *Los Próceres* (*San Juan de Lurigancho*, l'est de la ville) et *Túpac Amaru* (proche des districts d'*Independencia* et de *Comas*, au nord de la ville et plus éloignés que *Los Olivos*).

investisseur aura comme effet la rénovation de l'infrastructure urbaine et l'amélioration de la sécurité publique. La motivation d'investisseurs dans des activités nouvelles ou préexistantes dans la zone sera stimulée également.

Figure 5.1 Le réseau de marchés METRO et ECO - Groupe Wong



Source : Enríquez (1994, p. 20); Groupe Wong (2006).

5.5.2 Le grand « Mail » du nord de Lima : *Megaplaza Norte*

Le centre commercial « *Megaplaza Norte* » fut inauguré le 28 novembre 2002. Il est situé dans le cône nord de la ville de Lima, en proximité des districts émergents d'*Independencia*, *Los Olivos* et *San Martin de Porres* (voir figure 5.2), à coté de l'autoroute *Panamericana Norte*. Avec un investissement initial de 28 millions de dollars américains, il a été construit sur un terrain de 96 000 m², dont plus de la moitié est occupée par cent quarante magasins à détail, neuf locaux de restauration rapide (dans un *food-court* qui a une capacité pour deux mille clients), trois grands restaurants traditionnels, un gym, un centre de la mode, un parc d'amusement, cinq succursales bancaires, deux grands magasins à rayons, un hypermarché, un complexe avec neuf salles de cinéma et des stationnements pour 1500 voitures (Matos Mar, 2004, p. 134-137; Megaplaza, 2005).

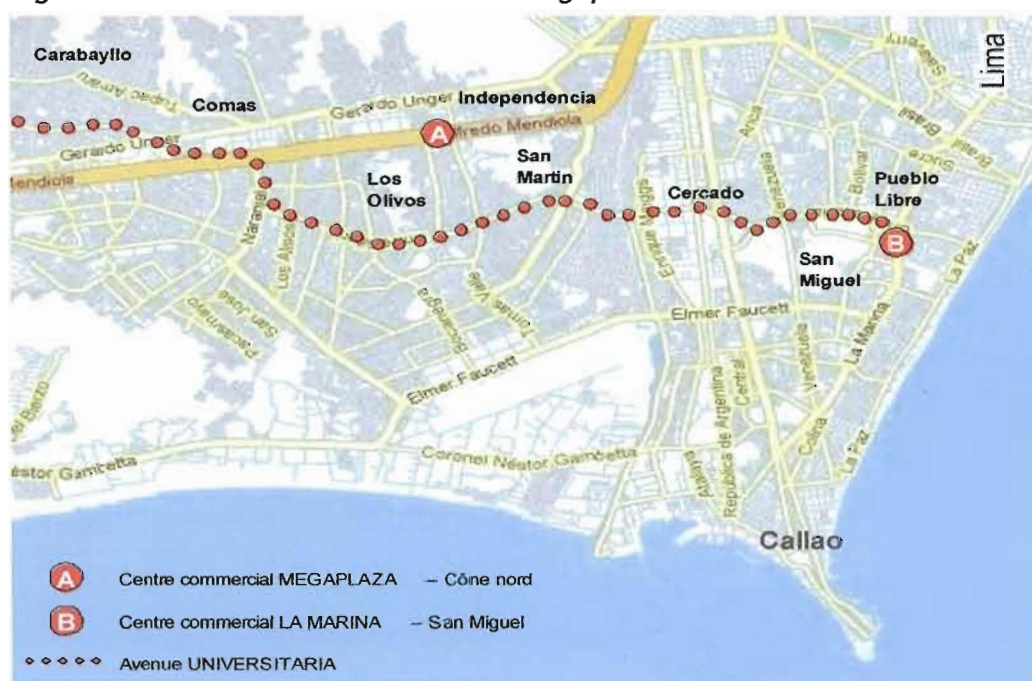
Selon le témoignage de ses promoteurs, le centre commercial « *Megaplaza Norte* » fut le produit d'une recherche dans tous les « cônes » de la ville³⁴. Il s'agissait d'identifier une occasion d'affaires dans la « nouvelle Lima », puisque les données sur ces zones (la périphérie) montraient un bon poids démographique, la croissance des revenus et la possibilité de trouver un espace adéquat et une localisation appropriée pour le projet.

Comme nous l'avons indiqué dans la section 1.1.2, dans le cadre de notre recherche, une « ville émergente » comprend l'arrivée et le développement de centres d'activité économique autres que le « centre traditionnel ». Des aspects qui accompagnent ce phénomène sont des changements d'habitudes des consommateurs et la croissance de leurs capacités d'achats, notamment des produits alimentaires (Arellano, 2004, p. 165-169). Ainsi, afin d'identifier

³⁴ Selon Arellano (2004, p. 179-182), le potentiel du cône nord est confirmé par le succès commercial de San Miguel, district liménien qui aurait bénéficié d'une affluence de bons clients grâce à l'ouverture de l'avenue *Universitaria* au début de 1990. La dénomination de l'avenue provient du fait que dans son parcours se trouvent les sièges des deux universités les plus peuplées du Lima : San Marcos et Catholique. Cette avenue dessert des endroits de grande circulation sans passer près du centre-ville, en reliant les districts du cône nord (*Carabayllo*, *Comas*, *Los Olivos*, *San Martin de Porres*), *Cercado*, *Pueblo Libre (Magdalena vieja)* et *San Miguel*, jusqu'à l'avenue *La Marina* dans la zone commerciale du dernier district mentionné.

l'influence de centres commerciaux comme « *Megaplaza Norte* » et d'autres sur les habitudes de consommation³⁵, nous avons examiné la distribution de produits alimentaires seulement puisque les autres biens et services qu'offrent les centres commerciaux sont nouveaux dans la zone et ont eu comme effet d'exploiter une nouvelle demande. Selon Arellano (2004, p. 229-230), entre 1996 et 2003 la proportion de Liméniens qui priorisent acheter des aliments dans un supermarché a augmenté de plus de 300% (de 17% à 57%), tandis que leur choix pour les dépanneurs a diminué de 16% (de 62% à 52%) et pour les marchés populaires ont été réduit de 12% (de 95% à 85%). Il ne s'agit pas d'une préférence exclusive, mais sans doute les supermarchés et les hypermarchés continueront leur croissance.

Figure 5.2 Localisation du « Mail » *Megaplaza* dans le nord de Lima



Source : Megaplaza (2005), site web institutionnel ; Google maps (2007)

Non seulement les entreprises nationales, mais également les entreprises transnationales sont en train de pénétrer dans le marché péruvien, notamment

³⁵ À Lima, dans les zones périphériques, les centres commerciaux contiennent des supermarchés ou des hypermarchés afin d'assurer une source d'attraction massive de clients, contrairement aux centres commerciaux des quartiers plus riches où ils n'existaient pas (Larcomar, Camino Real) ou sont placés dans un endroit séparé d'autres magasins (Jockey Plaza).

dans les zones périphériques, appliquant les expériences obtenues dans autres pays latino-américains, notamment le marché mexicain. Nous prendrons l'exemple d'une entreprise d'électroménagers dans la section suivante.

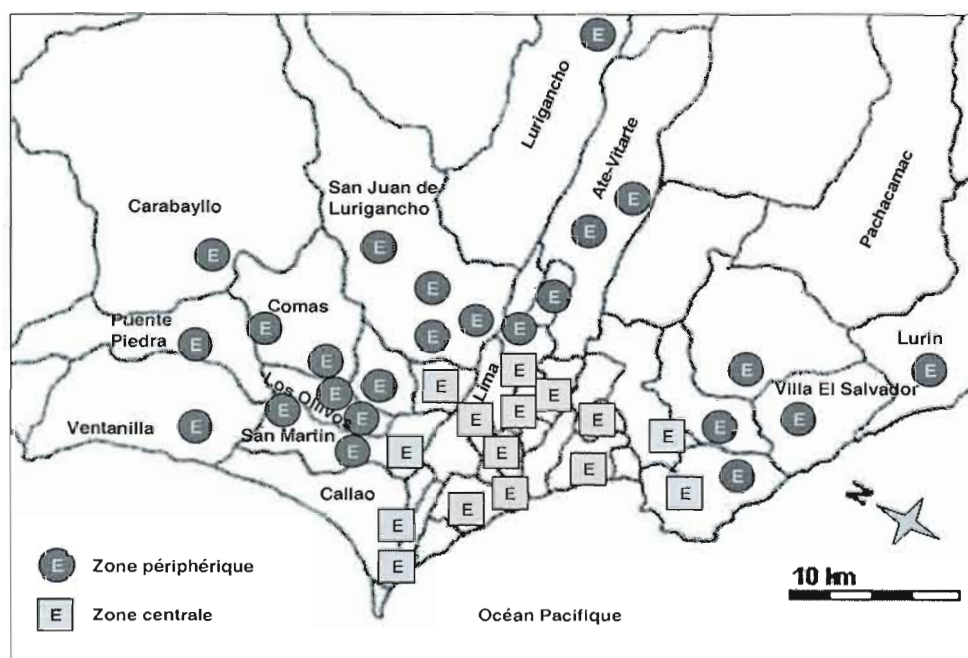
5.5.3 Les entreprises transnationales d'électroménagers : Elektra

Selon Arellano (2004, p. 152-154), dans les zones périphériques, en 2003, la possession d'équipements comme le réfrigérateur a atteint presque 80% de ménages et d'autres tels que le four micro-ondes, le VHS ou le DVD et l'équipement de son ont atteint des pourcentages autour de 50% et plus. Dans la Lima centrale (traditionnelle et moderne) ces pourcentages se trouvent autour de 90% et 80% respectivement. La provision accrue d'électricité a sans doute contribué à l'augmentation d'électroménagers. De plus, selon un répondant, l'un des fournisseurs privés d'électricité offre à sa clientèle des articles électriques à un prix inférieur à celui du marché et sous la modalité du crédit direct. Les paiements sont toujours abordables, sans intérêt et à travers la facture de l'électricité.

Le groupe « Elektra », de l'avis d'un de nos répondants, serait une entreprise financière déguisée en distributeur d'électroménagers. En fait, dans la présentation du site web, le groupe se décrit comme « leader en ventes spécialisées et en services financiers dans l'Amérique latine, desservant le marché de masse à travers de crédits de consommation » (Elektra, 2007, notre traduction). À partir de 1998, la corporation transnationale mexicaine « Elektra » entra au Pérou et réussit rapidement à trouver un positionnement intéressant dans les secteurs populaires grâce aux « facilités » de paiement. Selon Burbridge (2006, p. 70), concernant les crédits donnés à la population de bas revenus, c'est le paiement abordable et non le taux d'intérêt le critère le plus important au regard du client. « Elektra » n'est pas une exception. D'ailleurs, les campagnes publicitaires ne parlent guère du taux d'intérêt ni du prix final du produit, elles mettent l'emphase sur les paiements « faciles » ou abordables.

Lors de nos visites à la périphérie, nous avons découvert que les succursales d'Elektra sont généralement placées sur des emplacements d'anciens points de repère de chaque zone, comme le cinéma emblématique *Tupac Amaru* à Comas, et dans des endroits centraux très visibles. Dans la figure 5.3, nous pouvons observer les emplacements d'Elektra, toujours dans des zones de grande circulation de personnes et de préférence situées dans la périphérie de la ville, dans les nouvelles villes émergentes. Malgré l'absence d'information officielle de la corporation, nous avons compté jusqu'à trente-neuf succursales, dont vingt-quatre (62%) se trouvent dans des zones émergentes. Sans doute, la présence d'Elektra a contribué à la « visibilité » des zones périphériques et leur processus de consolidation. Jadis, la consommation d'électroménagers autres que la radio ou le téléviseur était difficile à imaginer dans une zone « pauvre » de la ville.

Figure 5.3 Le réseau de magasins d'électroménagers ELEKTRA



Source : Enríquez (1994, p. 20); des diverses sources dans l'Internet et des informations d'après nos parcours.

D'après Arellano (2004, p. 201-204), l'accès au crédit de consommation serait l'un des facteurs du développement des zones périphériques. Ainsi, la

corporation transnationale Elektra aurait joué un rôle important dans ce développement.

Les entrepreneurs populaires par ailleurs sont l'expression tangible de l'attitude entreprenante de la population de bidonvilles. Dans la section suivante, nous allons décrire trois cas de succès parmi les entrepreneurs populaires pour illustrer trois facteurs de réussite déjà identifiés dans le tableau 5.1 : l'attitude entreprenante, le choix du type d'activité économique valable et la créativité. Nous voulons également débusquer quelques éléments de solidarité dans des activités où les profits semblent être les motifs des activités économiques.

5.6 Trois cas de succès parmi les entrepreneurs populaires

Ces trois cas d'origine différente sont des histoires remarquables, des exemples de vie, mais aussi paradoxalement difficiles à répéter et sans doute non transférables. Dans le premier, il s'agit d'un cas représentatif du prototype « self-made-man »; le deuxième montre la force d'un groupe de marchands qui se sont unis afin d'accomplir le rêve de leur propre magasin. Finalement, c'est le cas où la force de l'ethnicité et le sentiment d'appartenance à un village très éloigné de la capitale, auraient été des facteurs fondamentaux dans la construction d'un empire commercial. En résumé, dans les trois cas, les intérêts collectifs, les aspirations personnelles, l'entraide, les crédits populaires et le but lucratif, tous se sont mélangés en prenant la forme d'un certain « savoir-faire » dans le monde de l'économie populaire.

5.6.1 Les pâtisseries *Piero's*

Un étudiant de psychologie du cône nord avait abandonné ses études à cause de la grossesse de sa fiancée et le besoin de gagner sa vie. Devenu chauffeur de taxi, il fabriquait aussi quelques gâteaux dans le four de la cuisine familiale,

afin de gagner un peu plus d'argent. Avec le temps les commandes augmentaient et il dut vendre sa vieille voiture et demander des prêts d'argent à ses amis afin d'acheter quelques outils. Sa femme, en étant responsable du foyer, donnait la possibilité de travailler uniquement dans son entreprise. L'affaire marchait et arriva le moment d'une certaine « formalisation ». Tout le parcours antérieur se produisit en dehors de tout cadre légal, dans le contexte de l'extralégalité des zones émergentes. Ce fut la première pâtisserie du futur réseau de sept locaux et un atelier industriel bien équipé de taille moyenne, dans le cône nord de Lima. C'est l'histoire de Johnny Cobos (2006, vidéo), un entrepreneur populaire liménien, un vrai « *self-made-man* ». Selon Paul Maquet (2004, p. 14), seulement 10% à 20% des entrepreneurs populaires arrivent à dépasser le seuil de survie et à entamer un processus de croissance et de différenciation sociale. Sans doute, Cobos appartient à ce groupe select. Il a remonté l'adversité à partir de sa propre créativité et de l'aide trouvée dans le réseau personnel d'amitiés. Par rapport à la figure 1.1 (grille de Castel), la façon de financer la première commande importante nous parle d'une activité de réciprocité pure (zone 4), c'est-à-dire un échange de service sans contraintes de temps ou de type d'objet échangé. Rappelons que l'importance du facteur « solidarité » était soulignée dans les entrevues. Après, le réseau de pâtisseries s'inscrit dans le cadre des activités capitalistes (zone 1). Cependant, la clientèle reste la population à bas et à moyen revenus. Des efforts sont faits pour garder les prix bas en innovant dans les moyens de production et les produits mêmes, c'est la clé de son succès.

5.6.2 Le centre commercial populaire « Plaza Malvinas »

Dans un lieu nommé « Las Malvinas », en 1985 un grand marché populaire informel s'est implanté grâce à l'intervention d'Alfonso Barrantes, maire gauchiste de Lima dans cette époque. Conçue comme une solution temporaire aux marchands des rues, dans cette sorte de « marché aux puces », l'ambiance devint propice aux échanges d'articles volés pendant le jour et le paradis des drogues et de la prostitution clandestine pendant la nuit. La « Foire populaire

Las Malvinas » occupait cinq des sept voies de circulation de voitures dans les six premiers blocs de l'avenue *Argentina*, située à l'entrée du centre-ville. C'était un problème sans solution apparente.

Dans la campagne électorale municipale de l'année 2003, tant le maire Alberto Andrade que son adversaire Luis Castañeda Lossio, qui a finalement remporté l'élection, étaient tous les deux d'accord pour faire exécuter la sentence judiciaire afin de déplacer les envahisseurs de l'avenue *Argentina*. Après les élections, la capacité des marchands informels de concrétiser un pacte politique visant à prolonger l'occupation s'avéra impossible. Les envahisseurs déjà organisés avaient accumulé certains fonds monétaires en prévoyant le déplacement éventuel. De plus, la zone était entourée de terrains abandonnés par d'anciennes usines. Les conditions pour une « formalisation » étaient données³⁶. Une douzaine de projets ont été créés afin d'aménager ces terrains à l'usage commercial des nouveaux entrepreneurs populaires dits « formalisés ».

L'un de ces projets est celui nommé « *Plaza Malvinas* ». Au début, 231 marchands informels ont fait un paiement initial de 500 000 dollars américains pour un terrain de 4 248 m², en utilisant leurs propres sources de financement et même en faisant appel aux pratiques d'entraide (par exemple, prêts de proches ou « juntas ») afin d'assurer la participation de tous. Après, selon un répondant dans les entrevues, avec le concours de la Caisse Municipale d'Arequipa, ils ont conçu un produit financier consistant en petits prêts individuels à chaque marchand garanti par la future propriété individuelle à hypothéquer (un petit magasin par chaque associé) et la constitution d'un fonds d'entraide alimenté par un pourcentage de chaque paiement avec le but de couvrir un retard quelconque. Ainsi, les marchands promoteurs du projet ont réussi à couvrir les 1 700 000 dollars américains restants que le projet

³⁶ Sous l'hypothèse d'une capacité économique suffisante chez les marchands de la rue, similaire à la stratégie de la municipalité en 1996 lorsque la formalisation de marchands « *ambulantes* » du centre historique de Lima (Lazarte et Minaya, 2002, p. 16).

requérait. Les facteurs de transformation tels que la solidarité et le microcrédit sont illustrés ici.

Le concept de propriété privée à la base du projet n'empêche pas de maintenir quelques pratiques institutionnalisées solidaires, comme le fonds d'entraide décrit ci-dessus. Le projet a reçu des nouveaux associés qui doivent partager les principes du groupe. Même si les fondateurs de « L'Association de marchands propriétaires de Las Malvinas » (ACOPROM, les sigles en espagnol) n'avaient aucun lien entre eux avant de se connaître comme marchands envahisseurs de l'avenue *Argentina*, aujourd'hui ils partagent un rêve et encore une réalité : la propriété partagée d'un centre commercial moderne à deux étages avec un *food-court*, des garderies, une vaste zone de stationnement, une succursale bancaire, etc., et la propriété individuelle de divers magasins de vêtements, de chaussures et d'accessoires, de cabines d'Internet³⁷, d'ateliers de service technique informatique, etc. Ce cas contient des éléments du motif de réciprocité de Castel tel que les fonds d'entraide (voir section 1.2.3), mais le principe de maximisation du profit sera dominant. Cependant, le fait qu'une partie de la propriété soit individualisée et l'autre reste de propriété collective relativisent le motif d'enrichissement personnel et de la maximisation du profit.

5.6.3 L'empire commercial " Unicachi "

Le village de l'ethnie aymara d'Unicachi est un district situé dans la province de Yunguyo, dans la région de Puno, au sud-est du Pérou, au bord du lac Titicaca, à une hauteur environ de 3 800 mètres au-dessus de la mer environ, à une distance de deux kilomètres de la frontière bolivienne. Dans les dernières années, le nom d'Unicachi a gagné de notoriété à Lima à cause de plusieurs entreprises dites populaires créées et gérées par des immigrants qui sont nés à Unicachi ou par les enfants ou les petits-enfants d'Unicachiens nés à Lima. En effet, en révisant l'information disponible par rapport à Unicachi et les

³⁷ Au Pérou, il s'agit de la traduction littérale de la dénomination péruvienne équivalente du cybercafé ou de café-internet

entreprises d'Unicachiens, nous avons repéré au moins trois grands marchés d'articles divers et trois marchés en gros liés à la commercialisation de périssables³⁸ (voir figure 5.4). De plus, on y trouve une série d'organismes associatifs, des entreprises immobilières ou des entreprises de soutien technique entrepreneurial liées aux aymaras unicachiens :

- Le Complexe commercial et résidentiel Unicachi (activités immobilières et logements abordables)
- La Corporation andine Unicachi (activités immobilières et logements abordables)
- Les Investissements et les Projets Unicachi (soutien technique entrepreneurial)
- Les Investissements *San Pedro de Unicachi* (activités immobilières et logements abordables)
- L'Association de marchands *San Pedro de Unicachi* (organisme associatif)
- Les Investissements Unicachi (activités immobilières et de construction)

D'après trois personnes qui connaissent bien le phénomène « Unicachi »³⁹, les premiers immigrants unicachiens arrivèrent à Lima dans les années 40 et ils furent au début de marchands de viande séchée et salée. Pendant les 20 premières années à Lima, plusieurs organismes de caractère social et culturel furent créés et des dons et des investissements en faveur de la population pauvre du village produisirent une amélioration des conditions de vie. Dans les années 60, la présence d'Unicachiens à « *La Parada* », grand marché grossiste de Lima, était notable.

Selon le témoignage du leader unicachien, dans la décennie soixante-dix la communauté décida de faire quelque chose de plus que « simplement organiser des fêtes populaires ou aider les unicachiens pauvres ». Ainsi, le premier pas de ce qui maintenant s'appelle le « phénomène Unicachi », aurait été que chaque famille de la communauté devait choisir un enfant à qui la communauté subventionnerait une éducation supérieure. La volonté des premiers leaders communautaires dans les années 80 fut alors de faire face au défi de la

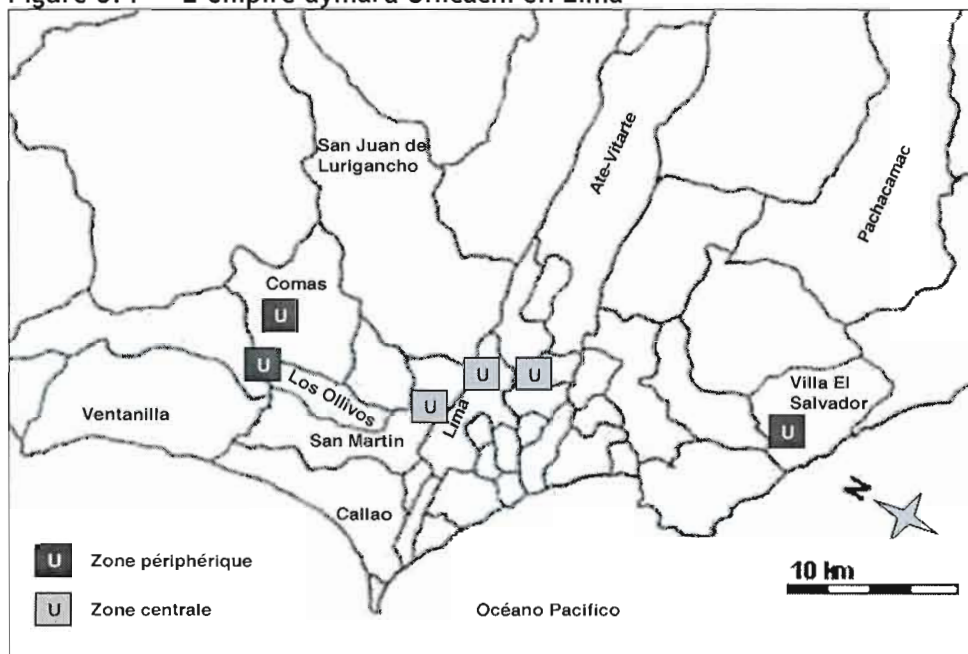
³⁸ Ces marchés sont: Le Marché grossiste Unicachi Lima-Norte (El Retablo - Comas), le Centre commercial Unicachi Lima-Centro (Abancay - Cercado), le Marché grossiste Unicachi Lima-Sur (1 de Mayo - Villa El Salvador), le Supermarché Unicachi Lima-Centro (La Parada - La Victoria), le Centre commercial « Plaza » Unicachi Lima-Centro Norte (Caquetá – San Martín de Porres) et le Mégamarché Unicachi (Kilomètre 22 – Comas et Los-Olivos), un grand marché grossiste

³⁹ Un parmi les trois était un leader à l'intérieur de ce que nous pourrions nommer la « communauté unicachienne »

croissance économique en commençant avec une bonne éducation des enfants de la communauté qui seraient dans un futur proche les leaders de la communauté unicachienne.

Mais cela ne veut pas dire que la réussite économique des Unicachiens soit uniquement le produit de volontés visionnaires. Selon nos entretiens et à partir des études sur le sujet (Suxo, 2006, p. 14-17), le phénomène « Unicachi » s'explique par une longue tradition de solidarité entre les membres du groupe ethnique aymara. Il semble que certains stéréotypes concernant les habilités de travail existent. Par exemple, selon nos interlocuteurs, les Aymaras de la région de Puno préfèrent travailler avec des Aymaras. Ils sont considérés comme nés pour le commerce tandis que les quechuas, à l'égard des Aymaras, ne seraient pas capables de travailler ensemble avec les Aymaras ni avec eux-mêmes en partageant des idéals communs. Une autre ethnie, les Wankas de la région de Junin, serait aussi considérée comme des entrepreneurs populaires nés (Maquet, 2004, p. 10).

Figure 5.4 L'empire aymara Unicachi en Lima



Source : Enríquez (1994, p. 20); Empresas Unicachi (2006), site web institutionnel.

Les diverses activités des unicachiens à Lima montrent la coexistence dans la sphère du marché (figure 1.1) du principe de redistribution (par exemple, les logements abordables) et de réciprocité à l'intérieur de l'organisation pour le financement d'entreprises, mais la maximisation de profit est présente à l'extérieur du groupe, par exemple dans leurs marchés d'alimentation.

5.7 Les Profits versus la Solidarité : Antagonisme ou complémentarité ?

Reprenons la grille de Castel en illustrant les aires par les activités décrites dans ce chapitre et le chapitre précédent. Dans la figure 5.5, nous montrons l'interrelation entre les trois motifs qui se trouvent dans l'espace social et économique de la réalité latino-américaine, ou du moins, selon la dynamique économique qui se déroule dans les bidonvilles de Lima. Les grands magasins de E. Wong et le réseau de pâtisseries Piero's se trouvent maintenant uniquement avec le motif de profits (l'aire 1); tandis que, dans l'aire 7, où se trouvent tous les trois motifs (marché, solidarité, redistribution), des exemples qui rentrent sont les entreprises *Unicachi*, les hôpitaux de la solidarité et les écoles *Fe y Alegria*. Par exemple, les entreprises *Unicachi* déroulent leurs activités dans un milieu concurrentiel de marché, mais à l'intérieur des organismes, il subsiste quelques pratiques solidaires en appui aux nouveaux entrepreneurs qui demandent de s'associer. Elles sont placées dans l'aire 7 grâce aux activités de redistribution dans la construction de logements abordables à faveur de leurs associés, qui s'ajoute aux activités liées aux motifs de profits et de la solidarité. Il nous semble difficile de détecter une prééminence de la solidarité sur la logique de marché ou vice-versa.

Dans l'aire 4 (la logique de solidarité) se trouvent, par exemple, les travaux domestiques sans rémunération (la fiancée de Cobos, propriétaire des Pâtisseries *Piero's*) et les prêts de proches sans intérêt (les amis de Cobos pour financer son projet au début). D'autre part, dans l'aire 3 nous plaçons les Écoles *Trilce* et les Cliniques Quito (voir 4.2.2), puisqu'en plus des activités dans la logique des profits, ces institutions privées offrent des options dans la

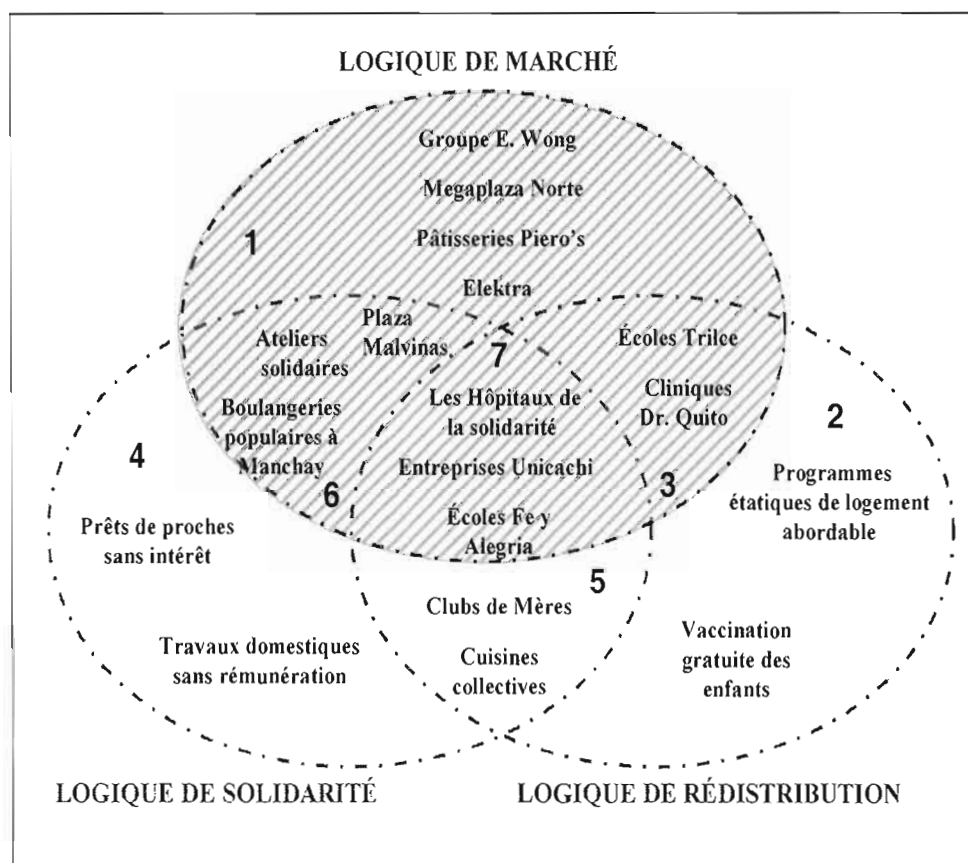
logique de redistribution, telles que des bourses scolaires et des tarifs réduits (subvention croisée).

C'est dans l'aire 6 où nous pouvons saisir certaines activités telles que le Centre commercial « *Plaza Malvinas* », les ateliers solidaires à Villa El Salvador et les boulangeries populaires à Manchay; dans cette sorte d'activités, il y aurait une combinaison qui répond simultanément à la logique de profits et à la logique de réciprocité (solidarité). Voyons les cas des ateliers industriels à Villa El Salvador : la propriété partagée des moyens de production, la location subventionnée d'outils et la vente sur le marché concurrentiel (voir 4.3.1). Dans le cas du centre commercial *Plaza Malvinas* (voir 5.6.2), les associés comptent sur un fond solidaire pour couvrir le retard ou même le manque de paiement du crédit accordé par la Caisse Municipale d'Arequipa. Enfin, la production des boulangeries populaires à Manchay (voir 4.3.4) est orientée et vendue sur le marché des pauvres, à prix le plus bas possible.

Dans le contexte de l'économie populaire, la prédominance d'une logique ou de l'autre dans ces activités n'est pas prédéterminée. Ainsi, dans le cas de « *Plaza Malvinas* », c'est plus clair que, malgré les mécanismes d'entraide, le motif de profits s'avère plus dominant que le motif de la réciprocité. Par contre, le cas des boulangeries populaires dans le réseau privé des services communautaires de *Manchay* démontrerait la dominance de la logique de solidarité sur l'obtention de profits, telle que décrite par Castel et nommée « l'économie populaire solidaire » par elle. Autrement dit, ce serait possible d'avoir une coexistence et même une complémentarité au lieu de l'antagonisme perçu par Castel entre le motif de « profits » et celui de la « réciprocité ».

En ce qui concerne les deux aires qui n'ont pas encore été examinées, à titre d'exemple, dans l'aire 2 nous montrons des programmes étatiques de logement et la vaccination gratuite des enfants, et dans l'aire 5 c'est possible de saisir les cas des clubs de mères et les cuisines collectives dans les quartiers périphériques.

Figure 5.5 Les activités économiques dans la réalité péruvienne



Source : Notre élaboration inspirée d'une figure de Castel (2003, p. 5)

Dans ce chapitre et le chapitre précédent, nous avons vu des exemples de la création des bidonvilles et de l'émergence de nouvelles villes. Dans plusieurs cas le rôle de la population et l'autogestion s'avèrent très importants pour la solution de ses propres problèmes, mais dans d'autres cas la participation d'autres acteurs se manifeste provenant de secteurs dits « modernes » et « traditionnels » de l'économie péruvienne, même des entreprises transnationales, qui autrefois regardaient de loin une périphérie urbaine inconnue. C'est maintenant le moment de retourner aux questions et hypothèses posées au début de notre recherche.

5.8 Les nouvelles villes émergentes et la vérification de nos hypothèses

À partir des entrevues et la revue de la littérature, nous constatons que plusieurs facteurs jouent dans la création des bidonvilles et ces mêmes éléments à des degrés différents ainsi que des nouveaux entrent en jeu lors de l'étape de la ville émergente. Au début, bien que la solidarité sociale s'avère très importante dans les premières années d'un bidonville dans le cadre d'une stratégie de survie, quand un certain niveau de développement est atteint, la solidarité sociale cède une partie de sa place à l'économie de marché et aux organismes de l'État. Rappelons que notre première hypothèse affirmait :

Bien qu'au début l'autogestion et la solidarité sociale sont les caractéristiques communes des bidonvilles, avec le temps, lorsque ceux-ci dépassent leur condition de bidonville, la présence de l'État et les pratiques liées à l'économie de marché seront dominantes

Cette hypothèse est confirmée à partir de l'évolution d'anciens bidonvilles tels que *Villa El Salvador* et *Huaycán*. Par contre, certaines initiatives consolident la présence d'une économie solidaire importante, par exemple le cas du réseau d'écoles « *Fe y Alegria* », mais elle ne domine pas l'économie populaire locale. La réalité de *Nuevo Pachacútec* reste confuse et complexe. Ce bidonville est encore à la recherche d'une consolidation probablement à cause des problèmes à l'origine et une désorganisation provoquée par le manque d'une communauté plus solide. De son côté, *Manchay* se trouve à consolider son secteur d'économie solidaire et en même temps une économie populaire de marché est sur le point d'émerger.

Ainsi, nous examinons le rôle de l'État par rapport à la transformation des bidonvilles et l'émergence de nouvelles villes dans la périphérie urbaine. Il s'agit de la sous-hypothèse que se dégage de notre première hypothèse:

Face à la faiblesse de l'État dans la provision de services sociaux comme la santé et l'éducation dans les secteurs populaires des pays en voie de développement et après une première période d'économie solidaire, la population a cherché ses propres solutions sur le marché.

Nous avons constaté que le rôle de l'État s'avère fondamental dans les bidonvilles par rapport à la provision de services de base, mais son intervention est faible dans la provision de services sociaux comme la santé et l'éducation. Dans les secteurs populaires de Lima, divers investisseurs ont détecté une opportunité de fournir cette sorte de services et la population a donc trouvé des solutions dans le marché. Ainsi, notre sous-hypothèse est partiellement confirmée puisque dans la deuxième période des bidonvilles (le deuxième stage de Braudel) les entrepreneurs populaires et traditionnels investissent fortement dans ces domaines. Ce sont les cas des réseaux d'écoles et de cliniques privées que nous avons montrées dans le chapitre 4. Cependant, dans le même chapitre, quelques initiatives mixtes ou privées dans le cadre d'une économie solidaire sont notables et relativisent la sous-hypothèse, tels que le réseau d'écoles « *Fe y Alegria* », les « Hôpitaux de la solidarité » et le réseau privé de services communautaires de *Manchay*. Dans ces exemples, il s'agit d'organismes non gouvernementaux (ONG) ou d'un partenariat de l'État et des ONG qui assurent ce type de services.

Maintenant, revoyons notre deuxième hypothèse :

Dans le contexte de l'économie du pays des années quatre-vingt-dix, les réformes contenues dans le programme d'ajustement structurel, des politiques de libéralisation de l'économie et le potentiel économique des bidonvilles ont favorisé la consolidation de marchés intérieurs des bidonvilles, l'intégration de ces marchés au marché métropolitain et même au marché international.

Nous avons exploré indirectement dans les entrevues⁴⁰ la connexion possible entre l'ajustement structurel, les politiques de libéralisation de l'économie et la consolidation des bidonvilles qui deviennent en nouvelles villes émergentes. La plupart de répondants ont remarqué que « quelque chose » est arrivée pendant les années 90 dans les zones périphériques de la ville de Lima. Dans la majorité des recherches, nous avons trouvé des références implicites ou explicites à la « visibilité » de la périphérie. À tout le moins, le contexte du

⁴⁰ Dans la guide d'entretien, nous avons demandé « une opinion sur la réforme néolibérale des années quatre-vingt-dix, tant en général qu'en référence à la sphère d'activité ».

programme d'ajustement structurel et des politiques de libéralisation de l'économie du pays entoure l'émergence de nouvelles villes. Sans doute, le contrôle de l'hyperinflation a rendu possibles la réapparition du crédit de consommation et une certaine protection du pouvoir d'achat, au bénéfice de toute la population. La stabilité macroéconomique a favorisé les plans d'investissements à moyen et long terme des entrepreneurs traditionnels et populaires. L'ouverture du pays a permis l'entrée de grands capitaux étrangers, dans certains cas dans le marché de la périphérie. La privatisation de l'entreprise étatique de l'électricité a étendu la couverture du service à presque la totalité de la périphérie. La flexibilité de l'État face à l'informalité, déjà élevée avant des réformes dans les années 90, a stimulé la croissance des entreprises populaires. Nous pourrions donc parler de conditions favorables au développement et consolidation des bidonvilles, puis à l'émergence de nouvelles villes dans la périphérie. Cependant, une relation de causalité entre les réformes et l'émergence de nouvelles villes se révèle très difficile à établir à partir de notre recherche. Il est prématuré pour affirmer ou rejeter cette causalité. Ainsi, notre deuxième hypothèse restera en attente de nouveaux faits et de preuves plus définitives.

Finalement, la troisième hypothèse se lisait comme suit :

Dans les activités économiques, notamment celles de l'économie populaire, il s'avère possible que les activités avec but lucratif se déroulent simultanément avec un autre but, celui de la réciprocité.

Dans la section 5.6, repris dans la section 5.7, nous avons montré quelques exemples de l'existence simultanée du motif « Profits » et « Solidarité » dans l'économie populaire, tels que les entreprises « Unicachi » et le centre commercial « Plaza Malvinas ». Ainsi, notre troisième hypothèse se trouve confirmée à partir des cas d'activités économiques populaires.

Finalement, après avoir bien situé jusqu'à quel point les hypothèses sont confirmées, revenons à la question principale : « Quels sont les facteurs qui favorisent la transformation de bidonvilles de Lima en nouvelles villes émergentes? ». Ces facteurs de succès, à degrés variables selon le moment de

l'histoire de chaque bidonville et leur réalité particulière, souvent en interrelation, sont :

- L'organisation, le travail communautaire et la solidarité
- Les entreprises populaires : attitude entreprenante et type d'activité
- L'appui de l'État et les services de base
- Les communications, la localisation et l'espace géographique
- La formalisation de la propriété
- L'accès au crédit de consommation et le microcrédit
- L'âge moyen de la population
- La coopération internationale
- Les dirigeants et les objectifs politiques

CONCLUSION

Les recherches auxquelles nous avons référé dans la problématique tendent à argumenter que, contrairement au phénomène des bidonvilles dans les pays développés, où la misère et l'exclusion se reproduisent longtemps, dans les pays sous-développés la plupart des bidonvilles semblent être le premier pas autogéré du processus d'urbanisation dans leurs grandes villes. Ils suggèrent qu'il s'agit d'un phénomène qu'accompagna la croissance démesurée des villes du Sud dans les 50 derniers ans. Les migrants sont expulsés de la campagne appauvrie vers les villes où ils séjournent dans ses marges. Tout indiquait qu'ils seraient condamnés à subir des conditions de vie difficiles et à perpétuer les situations d'inégalités. Mais la réalité a suivi un autre chemin. L'amélioration des conditions de vie serait possible grâce à ce type « différent » d'urbanisation où la population occupe un terrain dépourvu d'équipement urbain et, avec le temps, une transformation positive permettra la dotation des logements, de services de base, de l'infrastructure publique et des services sociaux. Le processus amène plus loin qu'une simple amélioration. Ce sont de véritables nouvelles villes émergentes dans la périphérie urbaine de villes du Sud où auparavant il n'y avait que des bidonvilles.

Afin d'étudier le phénomène et de vérifier la transformation décrite, notre recherche prend le cas de Lima, la capitale du Pérou. Dans le parcours de cette recherche, nous avons essayé d'examiner plusieurs aspects de la réalité des bidonvilles liméniens et de leur évolution, avec le but de répondre aux questions de recherche et de vérifier les hypothèses énoncées. Nous voulions déterminer plus spécifiquement les facteurs de changement des bidonvilles.

Le cadre conceptuel de Castel a permis de bien cerner les activités économiques selon les principes de redistribution, de maximisation de profits et de réciprocité à l'intérieur de la sphère du marché. Nous avons tenté de démontrer que les deux derniers principes peuvent coexister sans que toujours un prenne préférence sur l'autre.

Par rapport à la compréhension du phénomène des bidonvilles dans les pays en voie de développement, la limite la plus importante de notre recherche correspond au fait que le cas choisi n'est pas nécessairement généralisable, c'est-à-dire les bidonvilles dans la périphérie de la ville de Lima. Malgré ce fait, nous croyons que la réalité péruvienne s'avère semblable à d'autres pays, notamment de l'Amérique latine. L'extension de la recherche à d'autres réalités permettra de consolider cette approche.

Dans cette réalité péruvienne, une autre limite doit être soulignée. Les situations examinées sont assujetties à une approche qui est inévitablement insuffisante, étant donné la grande complexité du phénomène étudié. Ainsi, les quatre zones que nous avons choisies afin d'approfondir l'étude ne reflètent pas complètement la réalité d'autres zones périphériques. De plus, les cas concernant, par exemple, le succès de quelques entrepreneurs populaires ou l'entrée de grands capitaux à la périphérie, ne représentent pas exactement les mêmes caractéristiques que des phénomènes similaires. À l'avenir, l'incorporation d'autres cas et d'autres zones périphériques devront confirmer les résultats de cette recherche.

Dans cette étude des bidonvilles, les activités économiques populaires sont le centre d'intérêt; ceci représente une limite évidente puisque ce n'est pas possible d'aborder toute la complexité des bidonvilles. Cependant, nous avons inclus certains éléments non économiques de la réalité, mais qui se dégagent des phénomènes de l'économie populaire.

La localisation d'un bidonville près d'un accès au réseau routier s'établit comme un facteur important dans son succès dans l'avenir. Ainsi, à partir de la nouvelle autoroute qui vient d'être inaugurée à *Manchay*, une nouvelle recherche pourra vérifier les conséquences du passage d'un isolement relatif vers une accessibilité importante au réseau routier de la métropole.

Une autre piste de recherche future pourrait être d'examiner le lien entre les réformes économiques et le développement soutenable de l'économie populaire. Il s'agit de certains pays de l'Amérique latine, tels que le Chili, le Pérou et le Mexique, qui ont persévéré dans la voie des réformes économiques. Il y aurait quelques faits qui suggèrent que, d'une part, la combinaison du programme d'ajustement structurel et des politiques de libéralisation de l'économie du pays dans les années 80-90 et d'une autre part, le potentiel économique et même démographique des secteurs populaires, ont favorisé la consolidation des marchés locaux et l'ouverture de l'économie populaire vers le grand marché du secteur moderne de l'économie, c'est-à-dire à la modernité qui était autrefois réservée à l'élite socio-économique. La Colombie pourrait s'ajouter au groupe puisque dans les derniers 30 ans, ce pays maintient une politique économique très proche de celles des autres pays mentionnés et dans son cas, il n'a pas été nécessaire d'appliquer un ajustement structurel.

Sur un autre sujet, l'importance de l'adaptation et du pragmatisme politique de la population des bidonvilles s'avèrent confirmés par plusieurs faits durant les 50 derniers ans et plus. Les analyses de David Collier (1976, cité par Portes, 1981, p. 234) sur ce pragmatisme dans la décennie 70 et dans le cas de Villa El Salvador, ont trouvé des répliques dans les années 80, 90 et même dans le nouveau siècle. Ainsi, il serait possible de suivre la piste de ce pragmatisme dans le but de reconstruire l'histoire de bidonvilles, autrement dit, le devenir de nouvelles villes émergentes.

Nous avons constaté l'effet négatif qui se dégage d'octroyer un titre de propriété dit « prématuré » comme étant un effet « indésirable » de la nouvelle politique implantée pendant la décennie 90 au Pérou. Ainsi, dans le cas de *Nuevo Pachacútec*, le fait de compter rapidement sur un titre de propriété n'a guère favorisé l'organisation populaire solidaire et la consolidation du bidonville a ralenti à cause de l'arrivée de spéculateurs de terrains qui ne s'intéressaient pas à l'engagement communautaire et qui ont provoqué l'émergence d'un marché immobilier éloigné de tout concept

solidaire. Une étude future visant les effets du « titre prématuré » dans d'autres bidonvilles s'impose.

Face à la croissance urbaine de Lima, il n'y a plus de terrains vacants proches des villes à urbaniser. La solution pourrait être la densification urbaine, mais cela va à l'encontre de certaines caractéristiques culturelles des Péruviens qui désirent une maison dite « indépendante » plutôt qu'un appartement dans un édifice. Ainsi, une future recherche examinerait la possibilité d'encourager un changement culturel qui pourrait favoriser la densification urbaine dans les nouvelles villes émergentes.

Pour sa part, le rôle de la coopération internationale doit être étudié en profondeur par rapport au développement de la périphérie urbaine. Les meilleurs résultats de son intervention semblent se produire lorsque la coopération internationale participe dans des activités de création de richesse plutôt que dans la lutte contre la pauvreté. Cependant, les cas du réseau d'écoles privées communautaires, des centres de santé et des boulangeries populaires à *Manchay* qui ont compté sur l'aide internationale, constituent des contre-exemples qui démontrent l'utilité de la lutte contre la pauvreté dans certaines situations, mais nous constatons que dans l'évolution d'un bidonville, l'amélioration des conditions de vie à long terme dépend d'un développement économique local plus proche d'autres expériences telles que *Villa El Salvador* et *Huaycán*, c'est-à-dire, la stabilisation d'une économie solidaire et en même temps, la croissance et la prééminence d'une économie populaire de marché.

Finalement, comme une autre piste de recherche future, nous voudrions attirer l'attention sur le fait que la pauvreté se manifeste au niveau individuel. C'est vrai que le problème est très complexe et qu'une énorme quantité de facteurs y jouent. Cependant, à l'égard de l'expérience des bidonvilles, notamment *Villa El Salvador* et *Huaycán*, tous les premiers occupants étaient presque également pauvres. Ils partageaient les mêmes problèmes et les mêmes contraintes. Avec le temps, les uns ont réussi à dépasser le seuil de la pauvreté, mais les autres sont restés pauvres et les générations subséquentes

demeurent dans le même piège de la pauvreté. Certaines circonstances et notamment des décisions qui ont été prises et des habitudes qui ont été adoptées sous une responsabilité individuelle ou familiale et leurs conséquences deviennent d'une grande importance dans l'avenir de l'individu et de sa famille. Ces « choix », par exemple la consommation de drogues et d'alcool, les jeux de hasard, la violence contre les femmes, l'absence de contrôle de la natalité, le décrochage scolaire, etc., sont des moments clés où une impulsion extérieure ou un soutien peuvent devenir cruciaux pour éviter les impacts désastreux futurs. Certains organismes non gouvernementaux se sont dédiés à cette sorte de problèmes et sont en train d'intervenir sur la réalité « micro » de la vie personnelle et familiale des pauvres urbains⁴¹.

L'histoire fascinante des bidonvilles et des villes émergentes dans les pays en voie de développement ne fait que commencer et la recherche sur ces phénomènes apportera non seulement une meilleure compréhension, mais également des pistes d'action qui pourront alléger cette lutte pour la vie, pour la dignité humaine et pour un bien-être pour tous. C'est la force d'une attitude entreprenant face au défi de sortir de la pauvreté, c'est la responsabilité individuelle, familiale et communautaire des pauvres eux-mêmes.

La pauvreté mondiale préoccupe tous les leaders du monde. Dans le cadre de la mondialisation, malgré tous les efforts et les politiques appliqués, soit l'aide internationale et les programmes de coopération, soit l'ajustement structurel et le consensus de Washington, la pauvreté persiste et semble se reproduire à jamais dans les pays en voie de développement. Dans les périphéries urbaines des villes du tiers monde, malgré toutes les difficultés, les souffrances et les misères, la même population a pris le problème en main et l'autogestion a marqué un chemin de survie et peut-être tout un modèle de développement « par le bas » dans les pays du Sud. Il s'agirait donc d'un chemin vers le

⁴¹ Ce sont le cas des ONG « APROPO » et « IMPPARES » dans le domaine de la planification familiale et la paternité responsable, l'ONG « CEDRO » dans la lutte contre la consommation des drogues et l'appui aux enfants et aux adolescentes en risque, l'ONG « AYUDA EN ACCION » pour les cas de femmes maltraitées, etc.

progrès et le développement que les secteurs dits « modernes » ou « officiels » n'ont pas vus et même l'aide internationale aurait presque ignorés parce qu'ils sont souvent très occupés à appliquer « leurs propres » recettes contre la pauvreté.

Ainsi, il sera question de retrouver nos racines solidaires et de nous adapter au contexte et aux enjeux du 21^e siècle. Ne plus jamais la « lutte contre la pauvreté » sera la même, parce que les pauvres sont maintenant des sujets actifs à la recherche pacifique du bien-être et de la justice sociale et visent à long terme la création de la richesse. Tous les autres acteurs vont aider, mais ce seront les pauvres les protagonistes de leur propre histoire et les constructeurs de leur propre avenir.

APPENDICE A - Guide d'entretien

Groupes identifiés⁴²

- 1.- Entrepreneurs traditionnels et corporatifs, prêts à la microentreprise et à la petite entreprise (sur le concept d'efficience économique)
- 2.- Organismes populaires communautaires d'autogestion
- 3.- Autorités politiques et Organismes d'appui social de l'État
- 4.- Entrepreneurs populaires
- 5.- Organismes d'entraide et d'appui social privés / religieux
- 6.- Services publics
- 7.- Centres communautaires (social et économique), de Gestion collective et de l'intervention sociale.
- 8.- Professionnels, Chercheurs et Institutions de Recherche

QUESTIONS COMMUNES

Les questions verseront sur les thèmes suivants :

- a.- Les trois sphères d'action selon les groupes identifiés. Quelle est la sphère sur laquelle se travaille? L'appartenance à un groupe représente l'espace le plus fréquent, mais il n'est pas nécessairement le seul espace sur lequel se déroulent les activités.
- b.- L'espace géographique des activités, notamment la partie que se trouve dans la périphérie et sur les bidonvilles de la capitale.
- c.- Étant donné la sphère la plus fréquente, quelle est la relation avec les autres sphères
- d.- L'opinion sur l'évolution que ses activités ont subi les dernières vingt années (s'il est le cas) et pendant toute la période, quels sont les événements les plus remarquables. Ces événements doivent se lier aux sphères (où sont qu'ils arrivent)
- e.- Soit qu'il ait mentionné ou non l'aperture des marchés, l'ajustement structurel ou l'application de politiques néolibérales dans l'antérieur point, soit que son opinion aie été positive, négative ou neutre, il faut

⁴² Ces groupes furent identifiés comme étant une première approximation à la grille de lecture de l'économie des pays du Sud d'Odile Castel (voir sections 1.2.3 et 5.7)

demander une opinion sur la reforme néolibéral des années quatre-vingt-dix, tant en général qu'en référence à la sphère d'activité.

QUESTIONS SPECIFIQUES

Groupe 1 : Est-ce qu'il y a quelque accord avec la communauté ou avec les autorités politiques locales afin d'offre des produits ou services selon les besoins de la population ou les politiques locales ?

Groupe 2 : Est-ce qu'il y a une forme de pression ou coordination avec le groupe 1 par rapport à la modification de politiques commerciales ? Est-ce qu'il y a des formes collaboratrices avec les autorités politiques ? Est-ce qu'il y avait des conflits ?

Groupe 3 : Est-ce qu'il y a des coordinations avec le groupe 1 ou le groupe 2 ? Est-ce qu'il y avait des conflits ?

Groupe 4 : Avez-vous accédé facilement aux crédits ? Avez-vous les obtenus avec des institutions bancaires traditionnelles, institutions spécialisées ou ONG ?

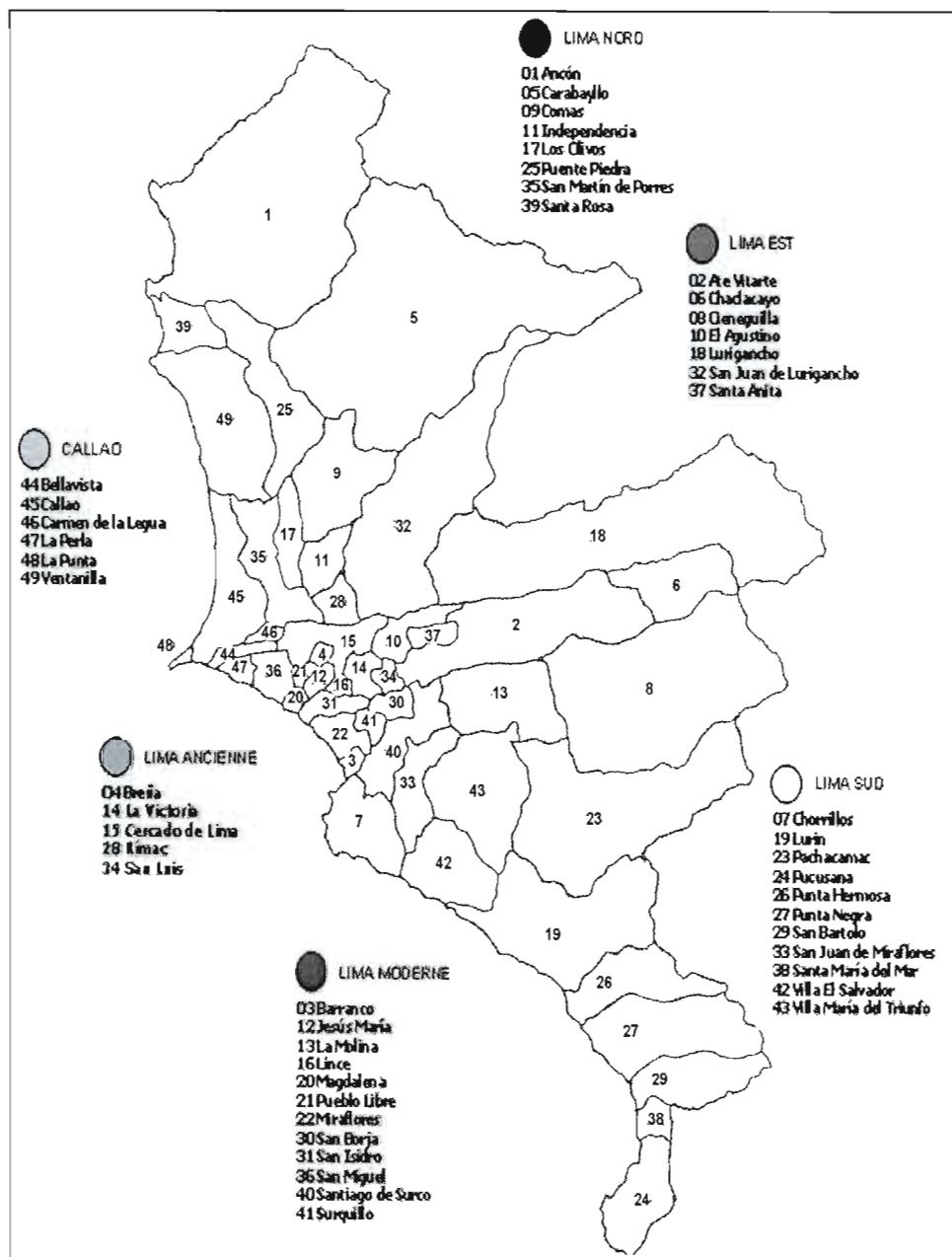
Groupe 5 : Est-ce qu'il y a un appui officiel ou extra officiel de l'État ? C'est la religion des bénéficiaires une chose importante dans la distribution d'aide ? C'est une barrière naturelle ? Avez-vous des tarifs spéciaux de services publics ?

Groupe 6 : Est-ce qu'il y a des tarifs dits sociaux ? À qui s'appliquent ces tarifs-là ?

Groupe 7 : Quel a été l'évolution du marché acheteur de vos produits ? Quels sont les produits préférés ? Quel pourcentage d'acheteurs vient d'ailleurs ? Quelle proportion de vos travailleurs demeure dans le même arrondissement ?

Groupe 8 : Comment peut-on savoir quand un bidonville ou un groupe des bidonvilles évoluent et deviennent une nouvelle ville émergente ? Quel rôle joue la solidarité sociale et les pratiques communautaires sur la transformation ? Quel futur y a-t-il pour les entreprises informelles après l'émergence d'une nouvelle ville ? (ces questions pourraient être appliquées aussi sur les autres groupes)

APPENDICE B - La division de Lima en six parties



APPENDICE C - Les informateurs clés

Entretiens individuels		
Entreprise / Organisme	Informateur	Groupe
1 ONG - intervention sociale	Analyste	7 et 8
2 Municipalité de district périphérique	Directeur Municipal	3
3 Microfinances privée	Executive	1
4 Fournisseur privé d'électricité	Cadre	6
5 Microfinances étatique	Sous-directeur Lima	1
6 Église Catholique - Zone périphérique	Prêtre	5
7 ONG - recherche et intervention sociale	Chercheur	7 et 8
8 ONG - recherche et intervention sociale	Chercheur	7 et 8
9 Entreprise privée - Information géographique	Cadre	1
10 Chambre de commerce	Directeur	1
11 Communauté Autogestionnaire	Dirigéant - Fondateur	2
12 Microentreprise populaire	Propriétaire	4
13 Grande entreprise populaire	Directeur	4, 5 et 7
14 Microfinances privée	Executive	1
15 Professionnel indépendant	Consultant	1 et 8
16 Centre commercial populaire	Dirigéant	4 et 7
17 Réseau d'écoles privées	Executive	1 et 5
18 Fournisseur privé d'électricité	Executive	6
19 Grande entreprise alimentaire	Executive	1
20 Organisme étatique - Formalisation	Directeur	3
21 Organisme financier international	Fonctionnaire	1, 3 et 8
22 Municipalité de la province	Fonctionnaire	3
23 Professionnel indépendant	Chercheur	8
24 Communauté Autogestionnaire	Dirigéant - Fondateur	2

Premier entretien collectif		
Type d'activité économique	Secteur	Domaine
25 Entreprise étatique	Services financiers	Technologie bancaire
26 Entreprise populaire	Importation	Commerce
27 Entreprise municipale	Microfinances	Droit
28 Entreprise privée transnationale	Services technologiques	Informatique

Deuxième entretien collectif		
Type d'activité économique	Secteur	Domaine
29 Entreprise privée nationale	Entreprise consultante	Project Manager
30 Entreprise privée transnationale	Assurance	Support technique
31 Organisme étatique	Control bancaire	Economiste
32 Entreprise privée nationale	Entreprise consultante	Ingenierie industrielle
33 Entreprise privée transnationale	Secteur énergie (Gaz)	Finances et Costs

Note. - Dans les entretiens collectifs tous les répondants appartient au groupe 8

Groupes identifiés (voir Appendice A)

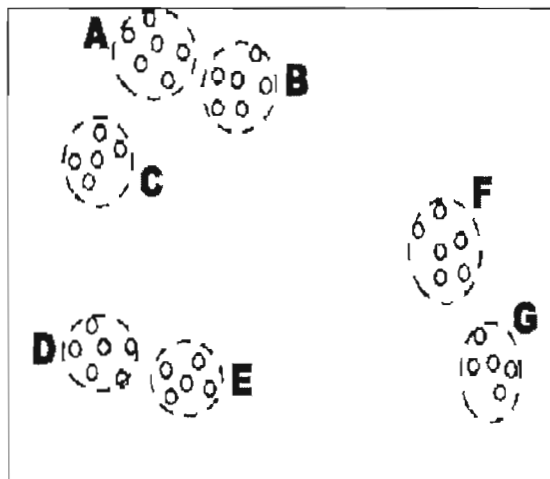
- 1.- Entrepreneurs traditionnels et corporatifs, prêts à la microentreprise et à la petite entreprise (sur le concept d'efficience économique)
- 2.- Organismes populaires communautaires d'autogestion
- 3.- Autorités politiques et Organismes d'appui social de l'État
- 4.- Entrepreneurs populaires
- 5.- Organismes d'entraide et d'appui social privés / religieux
- 6.- Services publics
- 7.- Gestion collective / Intervention sociale
- 8.- Professionnels, Chercheurs et Institutions de Recherche

APPENDICE D - L'Analyse cluster

Selon le site web de l'entreprise Clustan Ltd⁴³, l'analyse *cluster* est décrite comme suit :

« L'objectif d'une analyse de regroupement ou analyse cluster est de classier des éléments (personnes, choses, événements, etc.) en groupes ou types, de façon à ce que le degré d'association soit solide entre les membres du même groupe et faible entre les membres de groupes différents. Chaque groupe décrit donc, en matière des données recueillies, la catégorie à laquelle ses membres appartiennent [...] L'analyse cluster est ainsi un outil de découverte. Elle est capable de révéler des associations et des structures dans des données qui, quoique pas évidentes au début, deviennent sensées et utiles une fois trouvées. Les résultats de l'analyse cluster peuvent contribuer à la définition d'un schéma formel de classification, tel qu'une taxonomie servant à relier des animaux, des insectes ou des plantes; ou suggérer des modèles statistiques servant à décrire des populations; ou indiquer des règles pour assigner de nouveaux critères aux classes dans le but de les identifier et les diagnostiquer; ou fournir les mesures de définition, taille et changement dans ce qui avant ce n'était que des concepts étendus; ou trouver des exemplaires pour représenter des classes ».

Dans notre application, nous utilisons le critère de la « distance euclidienne » (proximité) comme étant la mesure de similarité parmi les éléments. Chaque élément aura deux ou plus de variables quantitatives et le vecteur dimensionnel indiquera un point dans l'hyperespace. Par exemple, dans le graphique ci-dessous, les trente-neuf éléments (des points dans l'espace de



deux dimensions) à classier sont regroupés d'abord dans les sept groupes A, B, C, D, E, F et G. Ceux qui se trouvent à l'intérieur de chaque groupe sont similaires parmi eux-mêmes et différentes à ceux qui se trouvent dans un autre groupe. La technique s'applique jusqu'à atteindre une quantité de regroupements adéquate à nos besoins. Dans ce cas-ci, si nous voulions avoir un autre regroupement, il y aura quatre groupes : « A+B », « C », « D+E » et « F+G ».

⁴³ http://www.clustan.com/what_is_cluster_analysis.html; notre traduction.

APPENDICE E - Les dix regroupements de la ville de Lima

Application de l'analyse *Cluster*
 Mise à jour à 2005 du rapport de la BCR (1984)

Mise à jour pour 2005

Groupe A Moderne Haut San Isidro Miraflores	Groupe F Emergente Moyen-Haut Villa El Salvador Chorrillos Sn Juan de Miraflores Sn Juan de Lurigancho Villa María
Groupe B Moderne Moyen Santiago de Surco Lince San Borja Pueblo Libre Jesús María Bellavista Magdalena del Mar Barranco San Miguel La Perla La Punta La Molina	Groupe G Emergente Moyen Comas Ate Vitarte Santa Anita Independencia Carabaylo Lurín El Agustino Puente Piedra Cieneguilla
Groupe C Centre historique Lima Cercado Callao Cercado	Groupe H Emergente bas Ancón Ventanilla
Groupe D Ancien Breña Surquillo San Luis La Victoria Rímac Carmen de la Legua	Groupe I Emergente très bas Chaclacayo Lurigancho Pachacámac
Groupe E Emergente Haut Los Olivos Sn Martín de Porres	Groupe J Autres Santa Rosa Pucusana Punta Negra Punta Hermosa San Bartolo Santa María del Mar

Rapport BCR pour 1981

Groupe 1 San Isidro	Groupe 8 Chaclacayo Chorrillos Sn Juan de Lurigancho Ancon
Groupe 2 La Punta Miraflores Jesus Maria Lince Barranco	Groupe 9 Villa Maria del Triunfo Villa El Salvador Independencia Carmen de la Legua
Groupe 3 Pueblo Libre Magdalena Brena La Perla San Miguel	Groupe 10 Santiago de Surco Ate Vitarte
Groupe 4 Bellavista	Groupe 11 San Bartolo Santa Anita Lurin Carabaylo Puente Piedra Lurigancho
Groupe 5 San Luis	Groupe 12 Ventanilla
Groupe 6 Surquillo La Victoria San Borja Lima Cercado Rimac	Groupe 13 La Molina
Groupe 7 Callao Cercado Comas El Agustino Sn Martin de Porres Los Olivos Sn Juan de Miraflores	Groupe 14 Punta Hermosa Santa Maria del Mar Punta Negra
	Groupe 15 Pucusana Santa Rosa Cieneguilla Pachacamac

Variables socio-économiques dans la mise à jour pour 2005

Groupe	Population	Couverture du service de l'eau potable (%)	Densité de la population (hab/m ²)	Alphabétisme (%)	Revenus familial par mois (soles)	Habitants par bureau étatique	Denomination provisoire à partir de résultats de cluster et notre connaissance de chaque district
A	166 197	99,8%	8 908	98,8	1153,62	1 955	MODERNE HAUT
B	1148 250	98,9%	13 395	98,6	876,32	10 162	MODERNE MOYEN
C	750 623	93,8%	12 416	97,0	697,43	7 192	CENTRE HISTORIQUE
D	769 588	95,8%	24 749	97,4	737,41	22 077	ANCIEN
E	775 342	92,6%	14 855	97,6	636,04	258 447	EMERGENTE HAUT
F	1781 575	79,6%	8 549	95,9	577,62	39 591	EMERGENTE MOYEN-HAUT
G	203 515	77,1%	613	94,9	573,97	40 703	EMERGENTE MOYEN
H	2089 072	45,9%	8 498	96,4	563,07	10 092	EMERGENTE BAS
I	203 909	56,3%	2 083	98,0	536,15	15 685	EMERGENTE TRES BAS
J	24 203	51,8%	129	96,9	557,73	1 862	AUTRES

APPENDICE F - Les villes principales du Pérou

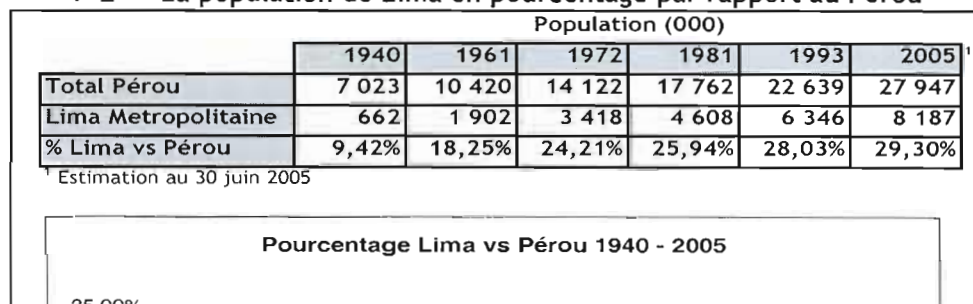
F-1 La population des villes principales au Pérou

Ville	1972		1981		1993		2005 ¹	
	Population (000)	%	Population (000)	%	Population (000)	%	Population (000)	%
Lima Metropolitana	3 302,5	23,4%	4 608,0	25,9%	6 346,0	28,0%	8 187,4	29,3%
Arequipa	302,3	2,1%	446,9	2,5%	619,2	2,7%	700,3	2,5%
Trujillo	240,3	1,7%	354,3	2,0%	509,3	2,2%	641,8	2,3%
Chiclayo	187,8	1,3%	279,5	1,6%	411,5	1,8%	500,4	1,8%
Piura	126,0	0,9%	207,9	1,2%	278,0	1,2%	370,5	1,3%
Huancayo	126,8	0,9%	165,0	0,9%	258,2	1,1%	326,9	1,2%
Cusco	121,5	0,9%	184,6	1,0%	255,6	1,1%	312,5	1,1%
Population 7 villes	4 407,2	31,2%	6 246,2	35,2%	8 677,7	38,3%	11 039,8	39,5%
% 7 villes vs Pérou	31,2%		35,2%		38,3%		39,5%	
% Pop Pérou urbaine	59,5%		65,2%		70,1%		72,6%	
% 7 villes vs Pérou urb	52,5%		53,9%		54,7%		54,4%	
Total Pérou	14 122	100,0%	17 762	100,0%	22 639	100,0%	27 947	100,0%

¹ Estimation au 30 juin 2005

Source : CUANTO (2005); INEI (2005); notre élaboration

F-2 La population de Lima en pourcentage par rapport au Pérou



Source : CUANTO (2005) ; INEI (2005) ; notre élaboration

BIBLIOGRAPHIE

-
- Allen, Adriana et Nicholas You. 2002. *Sustainable urbanisation: Bridging the green and brown agendas*. UN-HABITAT. Department of international development. The Development Planning Unit - University College London, 262 p.
- Alvarado, Alberto et Alejandro Vivas. 2004. *Pobreza: Una propuesta de análisis sistémico*. Pontificia Universidad Javeriana, REPEC (Research Papers in Economics) and IDEAS (University of Connecticut). En ligne. 233 p. <<http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpgt/0410002.html>>. Consulté le 22 février 2007.
- Angotti, Thomas. 1987. *Urbanization in Latin America: Toward a theoretical synthesis. Latin American Perspectives*. Sage Publications, inc., vol. 14, no 2, Spring, p. 134-156.
- Antequera, Josep. 2004. *El potencial de sostenibilidad de los asentamientos humanos*. Fundación de Caixa de Sabadell, España. Enciclopedia y Biblioteca Virtual de las Ciencias Sociales, Económicas y Jurídicas. Universidad de Málaga, España. En ligne. 356 p. <<http://www.eumed.net/libros/2005/ja-sost/ja-sost.zip>>. Consulté le 9 septembre 2006.
- Apoyo Opinión y Mercado S.A. 2004. *Perfiles Zonales de Lima Metropolitana*. Lima, Perú, 102 p.
- Arellano, Rolando, Yves Gasse et Gérard Verna. 1992. *Le monde de l'entreprise informelle: Économie souterraine ou parallèle ?* Futuribles no 163, p. 41-54.
- Arellano, Rolando et David Burgos. 2004. *Ciudad de los Reyes, de los Chávez, los Quispe*. Arellano Investigación de Marketing. Editorial Epena. Lima, 252 p.
- Arévalo, Pedro. 1997. *Huaycán self-managing urban community: may hope be realized*. Environment and Urbanization, vol. 9, no 1, April, p. 59-79. En ligne. <<http://eau.sagepub.com/cgi/reprint/9/1/59>>. Consulté le 28 février 2006.
- Auroi, Claude. 2002. *Réflexions sur le fujimorisme*. In *Où va le Pérou ? Bilan du fujimorisme et questions pour l'avenir*, sous la direction de Claude Auroi et Sandra Bossio. Institut universitaire d'études du développement, Genève. Itinéraires. Notes et Travaux no 63, p. 7-11.
- Azcueta, Michel. 2006. *L'actualité municipale*. Entrevue à Michel Azcueta, ancien Maire de Villa El Salvador. La Ventana Indiscreta. Lima: Frecuencia Latina TV. 14 novembre, vidéo. En ligne. <<http://www.frecuencialatina.com.pe>>. Consulté le 02 décembre 2007.
- Babbie, Earl. 2004. *The practice of social research*. Thomson Learning Wadsworth. Belmont, California, 558 p.
- Bairoch, Paul. 1997. *Victoires et déboires III (histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours)*, Paris, Gallimard. Cité par Favreau et Fréchette (2002a, p. 97).

- Banco Central de Reserva del Perú (BCR). 1984. *Identificación de diferencias y semejanzas interdistritales en Lima Metropolitana*. Gerencia de Investigación Económica. Lima, 82 p.
- Barrera, José et Daniel Ramirez Corzo. 2004. *Lima: consolidación y expansion de una ciudad popular*. In *Perú Hoy: Las ciudades en el Perú*. Lima, Centro de estudios y promoción del desarrollo, DESCO. p. 201-218. Cité par CONAM (2004, p. 12-13).
- Benavides, Maricela et Gustavo Manrique. 2000. *Parque industrial del distrito de Villa El Salvador: Una iniciativa para el desarrollo económico del Perú*. Proyecto CEPAL/GTZ Desarrollo económico local y descentralización en América Latina. Santiago, Chile, 55 p.
- Blanksten, George. 1966. *Gobierno local en sociedades de tecnología emergente: Problemas y perspectivas para América Latina*. Universidad Nacional Autónoma de México. Revista Mexicana de Sociología, vol. 28, no 2, Avril-June, p. 321-336.
- Bodson, Paul et Paul-Martel Roy. 1995. *Politiques d'appui au secteur informel dans les pays en développement*. Group e interuniversitaire de Montréal (GIM), Villes et Développement. Economica Éditeurs, Paris, 196 p.
- Bodson, Paul et Paul-Martel Roy. 2004. *Survivre dans les pays en développement : Approches du secteur informel*. Groupe interuniversitaire de Montréal (GIM), Villes et Développement. L'Harmattan Éditeurs, Paris, 299 p.
- Bossio, Sandra. 2002. *Synthèse*. In *Où va le Pérou ? Bilan du fujimorisme et questions pour l'avenir*, sous la direction de Claude Auroi et Sandra Bossio. Genève. Institut universitaire d'études du développement. Itinéraires. Notes et Travaux no 63, p. 110-127.
- Bradshaw, York et Michael Wallace. 1991. *Informing generality and explaining uniqueness: The place of case studies in comparative research*. International Journal of Comparative Sociology, vol. 32, no 1-2, p. 154-171. Cité par Simon Roy (2003, p. 168).
- Braudel, Fernand. 1980. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, Armand Colin. Cité par Favreau et Fréchette (2002b, p. 67).
- Bromley, Juan. 1946. *Hacia la estructuración legal y municipal de la gran Lima*. Cité par Arellano (2004, p. 40).
- Bromley, Ray et Chris Gerry. 1979. *Casual Work and Poverty in Third World Cities*. John Wiley & Sons, ltd. Chichester, 320 p.
- Buffet, Jacky. 2006. *Mythes et paradoxes de l'Amérique latine au XXe siècle*. Revue Géostratégiques. Institut International d'Études stratégiques, Paris, France, no 11, p. 79-100.
- Burbridge, Martin. 2006. *Como hacer negocios con la base de la pirámide*. Revue Infobae profesional. Bs As, Argentina. Décembre 2006, p. 69-74.
- Burgos, Diane. 2003. *L'évolution de l'action collective à Villa el Salvador : de la communauté autogérée au budget participatif*. Université Paris XII-Val de Marne. Mondes en Développement vol.31, no 124, p. 113-130.

- Caisse Municipale d'Épargne et de Crédit d'Arequipa (CMACAQP). 2003. *Estudio Integral Lima*. Département de Recherche et Développement. Septembre 2003.
- Calcagni, Rodrigo et Luis Razeto. 1989. *Para un proyecto de desarrollo de un sector de economía de solidaridad y trabajo*. PET et TPH. Santiago de Chile. Cité par Nyssens(1997, p. 177) et par Favreau et Fréchette (2002a, p. 100).
- Carpio, Neptalí. 2006. *Ciudades emergentes y corrupción municipal*. Editorial Palomino. Lima, 222 p.
- Castañeda, Luis. 2006. *Les défis de la nouvelle Lima*. Entrevue à Luis Castañeda, actuel maire provincial de Lima et candidat à la réélection. Cuarto Poder. Lima: América TV, 13 août, vidéo mp4.
- Castel, Odile. 2003. *La dynamique institutionnelle de l'économie populaire solidaire dans les pays du Sud*. Cahier de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Série Comparaisons internationales, vol. 4, 21 p. En ligne.
<<http://www.uqo.ca/ries2001/Economie/Populaire/cahierspdf/CI4.pdf>>
Consulté le 14 avril 2006.
- Castillo, Juan. 2002. *Evaluación del proceso de privatización de las empresas de servicios públicos 1991-2000*. Universidad Nacional Mayor de San Marcos. Gestión del Tercer Milenio, vol. 5, no 9, Octubre. En ligne.
<http://sisbib.unmsm.edu.pe/BibVirtual/Publicaciones/administracion/v05_n9/evaluacion_proceso.htm>. Consulté le 22 avril 2007.
- Cattani, David. 2004. *Introducción*. In *La Otra Economía*, sous la direction de David Cattani. Buenos Aires, Editorial Altamira - Fundación OSDE - Universidad Nacional General Sarmiento - Buenos Aires, p. 1-37.
- Cavaillès, Bertha. 1988. *Autogestion en una barriada de Lima*. In *la grande ville en Amérique latine*, sous la direction de Claude Bataillon et Jacques Gilard. Toulouse, Éditions du Centre National de la Recherche scientifique, p. 76-82.
- Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CDRC). 2001. Portail du CDRC. *Déclaration de Québec*. 2e rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité. En ligne.
<<http://www.uqo.ca/ries2001/conference/Ripess/cil.html#que>>. Consulté le 14 avril 2006.
- Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CDRC). 2007. Portail du CDRC. *Définition d'Économie populaire*. En ligne.
<<http://www.uqo.ca/ries2001/Economie/Populaire/AccueilPop.html>>. Consulté le 15 avril 2007.
- Champagne, Erick. 2002. *L'émergence du nouveau régionalisme aux États-Unis et sa portée sur la réorganisation des pratiques métropolitaines*. Thèse soutenue le 19 décembre 2002. INRS - UQÀM. Montréal.
- Chion, Miriam. 2002. *Dimensión metropolitana de la globalización: Lima a fines del siglo XX*. EURE, Santiago, décembre, vol. 28, no 85, p. 71-87. En ligne.
<http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0250-71612002008500005&lng=es&nrm=iso>. Consulté le 30 août 2006.

- Chong, Alberto et Enrique Schroth. 1998. *Cajas municipales: microcrédito y pobreza en el Perú*. Consorcio de Investigación Económica. Investigaciones breves, no 9, Lima, 110 p.
- Chuquillanqui, José. 2007. *Manchay ha sido mi pascua como sacerdote*. Publication électronique de l'Institut Bartolomé de las Casas IBC. Entrevue au Curé José Chuquillanqui apparue dans le Journal PERU21. 14 février 2007, p. 14-15. En ligne. <<http://www.peru21.com>>. Consulté le 22 avril 2007.
- Cobos, Johnny. 2006. *L'histoire de Pâtisseries Piero's*. Entrevue à Johnny Cobos. La Ventana Indiscreta. Lima: Frecuencia Latina TV, 12 mai. Vidéo. En ligne. <<http://www.frecuencialatina.com.pe>>. Consulté le 02 décembre 2007.
- Comisión Nacional del Medio Ambiente (CONAM). 2004. *Las dinámicas políticas, sociales y económicas de la ciudad*. Informe Lima-Callao, 53 p. <http://www.conam.gob.pe/N_Eventos/GEO_LIMA_CALLAO/CAPITULO%202.pdf>. Consulté le 15 novembre 2006.
- Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología. 2007. *Portail institutionnel*. En ligne. <<http://www.concytec.gob.pe>>. Consulté le 30 août 2007
- Côté, Luc et Robbie Hart. 1989. *Villa El Salvador: un rêve dans le désert*. Adobe Fondations. Vidéo VHS. 50 min.
- Cuanto S.A. 2005. *Perú en números 2005*. Instituto Cuanto S.A. Anuario estadístico.
- Davies, Rob. 1979. *Informal sector or subordinate mode of production? A model*. In *Casual Work and Poverty in Third World Cities*, sous la direction de Ray Bromley et Chris Gerry. John Wiley & Sons, Ltd., Chichester, p. 87-104.
- De Soto, Hernando. 1986. *El Otro Sendero*. Lima, Ediciones El Barranco, 317 p.
- De Soto, Hernando. 1994. *L'autre sentier*. Paris. Éditions La Découverte, 245 p.
- De Soto, Hernando. 2000. *El Misterio del Capital*. Lima, Ediciones El Comercio, 287 p.
- De Soto, Hernando. 2001. *The Secrets of Nonsuccess*. Time Magazine, Édition USA, April 16, 2001.
- De Soto, Hernando. 2003. *Oír los ladridos de los perros: Jeremy Clift entrevista a Hernando De Soto, gurú del desarrollo*. Finanzas & Desarrollo, vol. 40, no 4, p. 8-11.
- De Soto, Hernando. 2004. *La Competitividad del pequeño y mediano empresario*. Encuentro Nacional de Empresarios (ENADE) 2004. Guatemala: Université Francisco Marroquín. 27 avril, vidéo. En ligne. <<http://www.newmedia.ufm.edu.gt/asx.asp?path=/fundesa/desoto>>. Consulté le 1^{er} mai 2007.
- De Soto, Hernando. 2005a. *Le Mystère du Capital*. Paris, Flammarion, 303 p.
- De Soto, Hernando. 2005b. *The power of the poor: Capitalism moment of truth*. Documentaire. Lima : L'Institut Liberté et Démocratie. Vidéo. En ligne. <<http://ild.org.pe/files/audio/desoto1.wmv>>. Consulté le 1^{er} mai 2007.

- Desgoutte, Jean-Paul 1988. *Huaycán: L'urbanisation d'un bidonville*. Paris / Lima : Films Desgoutte et Rexcoop - Université de Paris. Vidéo. En ligne. <<http://com-media.univ-paris8.fr/commun/intermedia/publication/films/huaycan/huaycan.htm>>. Consulté le 10 avril 2006.
- Dichter, Thomas. 2007. *Una segunda mirada a las microfinanzas: la secuencia de crecimiento y crédito en la historia económica*. Washington: Cato Institute. En ligne. <http://www.elcato.org/pdf_files/ens-2007-03-27.pdf>. Consulté le 1^{er} mai 2007.
- Dollfus, Oliver. 1967. *Le Pérou*. Presses Universitaires de France. Collection Que sais-je ? Paris, 128 p.
- Driant, Jean-Claude. 1991. *Las barridas de Lima: historia e interpretación*. L'Institut Français d'Études Andines (IFEA) et le Centre d'Études et promotion du développement (DESCO), Lima, 231 p.
- Durning, Alan. 1989. *Mobiliser les communautés de base*. In *L'état de la planète*, sous la direction de Lester Brown. Economica, Paris, p. 253-284. Cité par Favreau (2002a), p. 107.
- Écoles Trilce. 2007. *Portail du réseau d'Écoles privées Trilce*. En ligne. <<http://www.trilce.edu.pe/colegios>>. Consulté le 16 avril 2007.
- Écoles Fe y Alegria. 2007. *Portail du réseau d'Écoles populaires Fe y Alegria au Pérou*. En ligne. <<http://www.feyalegria.org/peru>>. Consulté le 16 avril 2007.
- El Comercio. 2006. *Defensa Civil afirma que 9 hospitales de la Solidaridad son zonas de alto riesgo*. 22 avril 2006, journal. <<http://www.elcomercioperu.com.pe>>. Consulté le 10 décembre 2006.
- Enríquez, Dario. 1994. *Apoyo cuantitativo al proceso de toma de decisiones en la gestión del transporte urbano de pasajeros*. Thèse soutenue le 21 avril 1994. Université Nationale d'Ingénierie (UNI). Lima, Pérou.
- Enríquez, Dario. 2006. *La périphérie urbaine de Lima*. Mapamundi. Entrevue avec Guillermo Giacosa. Lima : Télévision Nationale du Pérou (TNP). 26 août 2006, vidéo mp4. 24 min.
- Entreprises Unicachi. 2006. Portail du réseau d'entreprises Unicachi. En ligne. <<http://www.unicachi.com>>. Consulté le 20 septembre 2007.
- Entreprises Unicachi. 2007. *L'Empire Unicachi*. Entrevue aux directeurs des entreprises Unicachi. La Ventana Indiscreta. Lima: Frecuencia Latina TV. 17 janvier 2007, vidéo. En ligne. <<http://www.frecuencialatina.com.pe>>. Consulté le 02 décembre 2007.
- Erickson, Lennart. 2002. *Informality, Firm Size and Economic Growth: Testing the De Soto Hypothesis*. Northeast Universities Development Consortium Conference. Williamstown, Massachusetts Williams College, 30 p.
- Esping-Andersen, Gosta. 1990. *Les trois mondes de l'État-providence*. Paris, PUF. Cité par Herrera (2006, p. 2).

- Eumednet. 2007. *Portail institutionnel*. Bibliothèque virtuelle de Sciences Sociales, Économie et Droit. Espagnol. En ligne. <<http://www.eumed.net>>. Consulté le 14 avril 2007.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 1997. *L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine. Théorie et pratiques en organisation communautaire*, sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau. Presses de l'Université du Québec, p. 415-436.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002a. *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Sainte-Foy, Québec. Presses de l'Université de Québec, 251 p.
- Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002b. *Développement local et économie populaire en Amérique latine : l'expérience de Villa El Salvador*. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Série Rapport de Recherche no 1. Université de Québec en Outaouais, 139 p.
- Ferreira, Nathalie. 2006. *L'économie sociale et solidaire dans le développement local et la construction d'une autre mondialisation: le cas de l'Amérique latine*. Les VI^{es} rencontres internationales du réseau interuniversitaire de l'Économie sociale et solidaire - 2006. L'Institut d'études politiques de Grenoble, 17 p.
- Ferrier, Jean-Paul. 2001. *Pour une théorie (géographique) de la métropolisation*. Cahier de la métropolisation. ESPACE, Université de Provence, Aix-en-Provence. Janvier, p. 41-51.
- Fassin, Didier. 1996. *Exclusion, underclass, marginalidad: Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux États-Unis et en Amérique latine*. Revue Française de Sociologie, vol. 37, no 1, p. 37-75.
- Geraiges de Lemos, Amalia. 1996. *Urbanización y metropolización en Iberoamérica: una realidad a enfrentar en el siglo XXI*. Anales de Geografía de la Universidad Complutense, no 16, p. 65-79.
- Google maps. 2007. Service du site web Google. <<http://maps.google.com>>. Consulté le 1^{er} juillet 2007.
- Goulet, Jean. 2004. *Les pauvres qui construisent la ville: Réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince*. Colloque étudiant *Réalités et transformations des milieux urbain et régional*. 72^e Congrès de l'ACFAS. Mai, 7 p.
- Groupe Wong. 2007. *Portail du réseau de marchés libre-service*. En ligne. <<http://www.ewong.com>>. Consulté le 20 septembre 2007.
- Guillén, Luis et Luis Valdivia. 1997. *Tendencias del crecimiento urbano de Lima Metropolitana al año 2015*. Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI). Instituto Nacional de Desarrollo Urbano (INADU). Lima.
- Herrera, Carlos. 2006. *État social et droits sociaux fondamentaux*. Colloque international État et régulation sociale : Comment penser la cohérence de l'intervention publique ? Centre d'Économie de la Sorbonne. Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, septembre, 13 p. En ligne.

<<http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/pdf/articles/herrera.pdf>>. Consulté le 3 juillet 2007.

- Institut Liberté et Démocratie. 2007. Portail institutionnel. En ligne. <<http://www.ild.org.pe>>. Consulté le 13 mars 2007.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú (INEI). 1996. *Lima Metropolitana: Perfil Sociodemográfico*. Cité par CONAM (2004, p. 11).
- Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú (INEI). 1998. *Planos estratificados de Lima Metropolitana a nivel de manzanas*. 117 p.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú (INEI). 2001. *Almanaque de Lima y Callao 2001*. Oficina Técnica de estadísticas departamentales, 548 p.
- Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú (INEI). 2005. *Censo nacional 1993 y 2005: resultados definitivos*. Sistema Redatam, CD-ROM.
- Klauer, Alfonso. 2000. *Tahuantinsuyo: El Cóndor herido de muerte*. Lima, Éditorial Nueva Historia, 201 p.
- Joseph, Jaime. 2004. *Lima, jardín de los senderos que se bifurcan: Segregación e integración en Lima*. The Center for Migration and Development. Working Paper Series. Princeton University, 93 p. <<http://cmd.princeton.edu/papers/wp0404c.2.pdf>>. Consulté le 9 mai 2006.
- Kent, Robert. 1993. Geographical Dimensions of the Shining Path Insurgency in Peru. *Geographical Review*, vol. 83, no 4, October, p. 441-454.
- Kruijt, Dirk et Carlos Sojo. 2005. *Microcrédito contra la exclusión social: Experiencias de financiamiento alternativo en Europa y América Latina*. Red Aura. San José, Costa Rica. FLACSO, 226 p.
- La República. 2006. *Situación general de la salud en el país*. 06 avril 2007. <<http://www.larepublica.com.pe>>. Consulté le 1^{er} mai 2007.
- Lazarte, Martha et Elizabeth Minaya. 2004. *¿De ambulantes a empresarios?: reubicación y reordenamiento del comercio ambulatorio en Lima metropolitana*. ONG Alternativa, ONG DESCO et l'Agence de coopération hollandaise Novib. Lima, 136 p.
- Leplat, Jacques. 2002. *De l'étude de cas à l'analyse de l'activité*. *Revue Pistes*, vol. 4, no 2, Novembre. En ligne. <<http://www.pistes.uqam.ca/v4n2/articles/v4n2a8.htm>>. Consulté le 10 décembre 2006.
- Leroy, Stéphane. 2000. Sémantiques de la métropolisation. *L'Espace Géographique*, no 1-2000, p. 78-86.
- Lessard-Hébert, Michelle, Gabriel Goyette et Gérald Boutin. 1997. *La recherche qualitative: fondements et pratiques*. Collection méthode en sciences humaines. De Boeck Université, Bruxelles, 180 p.
- Leo, Pierre-Yves et Jean Phillipe. 2005. *Taille, Centralité et Attractivité des Métropoles*. Université Paul Cézanne Aix-Marseille III. OTM, cahier 5. En ligne.

- <<http://www.metropolisation-mediterranee.equipement.gouv.fr>>. Consulté le 22 avril 2007.
- León, Rafo. 2006. *Lima Bizarra: Antigua del centro de la capital*. Lima, Editorial Santillana, 223 p.
- López, Eduardo et Rasna Warah. 2006. *Tendances urbaines et bidonvilles au XXI^e siècle*. Le rapport 2006/2007 sur l'état des villes dans le monde. Nations Unies. *Revue Chronique*, vol. XLIII, no 2. En ligne, 10 p.
<<http://www.un.org/french/pubs/chronique>>. Consulté le 5 avril 2007.
- MacEwen Scott, Alison. 1979. *Who are the Self-Employed?* In *Casual Work and Poverty in Third World Cities*, sous la direction de Ray Bromley et Chris Gerry, Chichester. Éditeurs John Wiley & sons, p. 105-129.
- Madoré, François. 2001. *Les pratiques d'achat dans la ville contemporaine*. Les Annales de la recherche urbaine, no 90, p. 58-66. Cité par Léo et Phillippe (2005, p. 59).
- Maquet, Paul. 2004. Profil social des entrepreneurs populaires et développement des communautés au Pérou. Université du Québec en Outaouais, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. 17 p.
<<http://www.uqo.ca/ries2001/creation/par%20pays/p%E9rou.pdf>>
- Marulanda, Beatriz, Mariana Paredes et Lizbeth Fajury. 2006. *Las microfinanzas desde un enfoque de competitividad. Enfoque Comparativo Regional: Centro, Sudamérica y El Caribe*. Banco Interamericano de Desarrollo BID-FOMIN. Bogotá, 70 p.
- Matos Mar, José. 1988. *Desborde Popular y Crisis del Estado: El nuevo rostro del Perú en la década de 1980*. Lima. 7^e édition. Conseil National de Science et de Technologie (CONCYTEC), 108 p.
- Matos Mar, José. 2005. *Desborde Popular y Crisis del Estado: Veinte años después*. Lima, Fondo Editorial del Congreso del Perú, 227 p.
- Megaplaza. 2007. Portail institutionnel. En ligne.
<<http://www.megaplaza.com.pe/default.asp>>. Consulté le 06avril2007.
- Morin, Richard. 1995. *L'expérience montréalaise des corporations de développement économique communautaire: à la croisée des chemins*. *Coopératives et Développement*, vol. 26, no 2, p. 13-39.
- Morris, Felipe. 2004. *Develando el misterio. La formalización de la propiedad en el Perú*. Comisión de formalización de la propiedad informal (COFOPRI). Banco Mundial. Proyecto Derechos de Propiedad Urbana. Lima, 177 P.
- Municipalité de la Province de Lima. 2007. Portail institutionnel. En ligne.
<<http://www.munlima.gob.pe>>. Consulté le 06 avril 2007.
- Municipalité du district de Ventanilla (MUNVEN). 2002. *Plan estratégico de desarrollo Ventanilla al 2010*. ONG Alternativa, Callao, 125p.
- Municipalité du district de Villa El Salvador (MUNIVEN). 2007. Portail institutionnel. En ligne. <<http://www.munives.gob.pe>>. Consulté le 06 avril 2007.
- Museo de la electricidad. 2007. *Portail institutionnel*. En ligne.

<<http://museoelectri.perucultural.org.pe>>. Consulté le 22 avril 2007.

- Ndiaye, Sambou. 2003. *Économie populaire et Développement local au Sénégal : État des lieux et Perspectives*. In *Création de Richesses en Contexte de Précarité : l'Expérience de l'Afrique de l'Ouest*, cahier collectif sous la direction de Louis Favreau. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CDRC). Série Comparaisons Internationales Nord-Sud et Sud-Sud no 3. Université de Québec en Outaouais. Mai, p. 47-69.
- Neamtan, Nancy. 2002. *Économie sociale et solidaire et l'autre mondialisation*. Symposium Citoyenneté et Mondialisation: Participation et démocratie dans un contexte de mondialisation. The Carold Institute for the Advancement of Citizenship in Social Change. Langara College, Vancouver, juin 14-16, 14 p.
- Nieto, Carlos. 2002. *La politique économique du fujimorisme*. In *Où va le Pérou? Bilan du fujimorisme et questions pour l'avenir*, sous la direction de Claude Auroi et Sandra Bossio. Institut universitaire d'études du développement, Genève. Itinéraires. Notes et Travaux no 63, p. 13-30.
- Núñez, Orlando. 1995. *La economía popular asociativa y autogestionaria*. Ciprés, Managua. Cité par Ana Sarria et Lia Tiribia (2004, p. 184).
- Nyssens, Marthe. 1997. *Popular economy in the south, third sector in the north : are they signs of the germinating economy of solidarity ?* Annals of Public and Cooperative Economics, Catholic University of Louvain, Department of Economics, vol. 68, no 2, p. 171-200.
- O'Donnell, Guillermo. 2003. *Acerca del Estado en América Latina: Diez tesis para discusión*. Dirección para América Latina y el Caribe del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (DRALC-PNUD). La Democracia en América Latina. Universidad de Notre Dame, 49 p.
- Organisation des Nations Unies (ONU). 2003. Urban agglomerations. Department of Economic and Social Affairs. Population Division.
<http://www.un.org/esa/population/publications/wup2003/2003urban_agglo.pdf>
- Organismo Supervisor de la Inversión en Energía (OSINERG). 2007. La loi d'électrification rurale no 27744. En ligne.
<<http://www.osinerg.gob.pe/osinerg/elect/normas/05/1.LeyElectrificaci%F3nRural.pdf>>. Consulté le 03 décembre 2007.
- Ortiz de Zevallos, Augusto. 2006. *Les problèmes de la ville de Lima*. Entrevue à Augusto Ortiz de Zevallos. *La Hora N*, Jaime de Althaus. Lima : Canal N. Lima, 26 août 2006. Vidéo mp4.
- Paquot, Thierry. 2000. *Entrevue à Max Querrien*, haut fonctionnaire et Conseiller d'État de la France. Revue « Urbanisme ». L'Institut d'Urbanisme de Paris. Université de Paris, no 311, janvier, p. 16-22.
- Paul, Elisabeth. 2003. *L'évaluation du commerce équitable comme projet de développement : Considérations méthodologiques*. In *A fair and sustainable trade, between market and solidarity*, sous la direction d'Aurore Delis. Federal Office for Scientific, Technical and Cultural Affairs (OSTC). Bruxelles, janvier, p. 43-68.

- Pereyra, Omar. 2003. *Del barrio y del crimen: el orden y el pánico frente a la criminalidad en Nuevo Pachacútec*. Center for the Study of Urbanization and Internal Migration in Developing Countries. Population Research Center and The University of Texas at Austin. Working Paper Series, Project Second Meeting, Montevideo, Août, 40 p.
- Pecqueur, Bernard. 1994. *Le système local des acteurs: Émergence du développement économique local*. In *Développement économique - Clé de l'autonomie locale*, sous la direction de M.U. Proulx. Les Éditions Transcontinental, Montréal. Fondation de l'Entrepreneurship, p. 91-112.
- Polèse, Mario. 1996. *Le développement local, revu et corrigé: récit d'une douce illusion dangereuse*. In *Le Québec des régions: vers quel développement*, sous la direction de Serge Côté, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx. Université de Québec à Rimouski, p. 321-335.
- Polèse, Mario et Richard Shearmur. 2005. *Économie urbaine et régionale*. Economica Éditeurs. Paris. Deuxième édition, 376 p.
- Portes, Alejandro. 1981. *Migration, Poverty and the City in Latin America*. Latin American Research Review. University of Texas Press, vol. 16, no 3, p. 225-235.
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 2006. *Informe sobre Desarrollo Humano Perú 2006: Hacia una descentralización con ciudadanía*. PNUD Oficina Perú, Octobre, 301 p.
< <http://www.pnud.org.pe> >
- Quito, Luis. 2006. *Portail des Cliniques privées du Dr. Quito*. En ligne.
<<http://www.drluisquito-peru.com/inicio.html>>. Consulté le 16 avril 2007.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campenhoudt. 1988. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, Dunod, 271 p.
- Reuves Org. 2007. Portail institutionnel. *Reuves en sciences humaines et sociales*. Édition électronique scientifique. Français. En ligne.
<<http://www.revues.org>>. Consulté le 22 avril 2007.
- Riofrio, Gustavo. 2002. *Urban Slums Reports : The Case of Lima, Peru*. UN-Habitat Global Report on Human Settlements 2003. London. Part IV. Summary of City Case Studies, p. 195-228. En ligne.
<<http://www.ihrn.gov.za/Current%20Research/Other%20Countries/Lima.pdf>>. Consulté le 22 juillet 2007.
- Riofrío, Gustavo, F. Bryce, A. Cordova, Jaime Joseph, Willy Ludeña. 2006. *Mesa crítica sobre la ciudad en el Perú*. Débat dans la revue UNODIVERSO (CONCYTEC), vol. 2, no 2, janvier, p. 49-787
- Riofrío, Gustavo. 2007. *Les invasions dans la périphérie de Lima*. Entrevue à Gustavo Riofrío. *La Hora N*, Jaime de Althaus. Lima: Canal N. Lima, 29 mai 2007, audio mp3.
- Roy, Simon. 2003. *L'étude de cas*. In *Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données*, sous la direction de Benoît Gauthier. Presses de l'Université de Québec, p. 159-184.

- Sánchez-León, Abelardo et Julio Calderón. 1980. *El laberinto de la ciudad: políticas urbanas del estado 1950-1979*. Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo - DESCO, Lima, 168 p.
- Sanyal, Bishwapriya. 1999. *Potentiel et limites du développement par le bas*. In *L'Économie sociale au Nord et au Sud*, sous la direction de J. De Fourny, P. Develtere et B. Fonteneau. Paris / Bruxelles, De Boeck et Laurier, p. 179-194.
- Sarria, Ana et Lia Tiribia. 2004. *Economía popular*. In *La Otra Economía*, sous la direction de David Cattani. Editorial Altamira - Fundación OSDE - Universidad Nacional General Sarmiento - Buenos Aires, p. 173-186.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2003. L'entrevue semi-dirigée. In *Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données*, sous la direction de Benoît Gauthier. Presses de l'Université de Québec, p. 293-316.
- Sci-Elo. 2007. *Portail institutionnel*. Scientific Electronic Library Online. En ligne. <<http://www.scielo.org>>. Consulté le 22 juillet 2007.
- Suxo, Moisés. 2004. *La etnicidad en la evolución económica de los aymaras en Lima*. Santiago: Fundación Equitas, Boletín IFP, vol. 2, no 9, novembre, p. 14-17. En ligne. <<http://boletin.fundacionequitas.org/9/9.2.htm>>. Consulté le 26 juin 2007.
- Trejos, Juan-Diego. 2003. *La microempresa en el Perú a inicios del siglo XXI*. IPES Promoción del desarrollo sostenible. Serie Desarrollo Económico Local, no 1. Lima, 150 p.
- Urbared. 2007. *Portail institutionnel*. Bibliothèque électronique. Espagnol. En ligne. <<http://www.urbared.ungs.edu.ar>>. Consulté le 14 avril 2007.
- Vachon, Bernard. 1995. *La mutation des espaces ruraux: nouvelles réalités, nouveau mode d'emploi*. In *Et les régions qui perdent ...?*, sous la direction de Serge Côté, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx. Université de Québec à Rimouski, p. 357-377.
- Valdez, José. 1997. *Las concesiones de infraestructura y los empresarios peruanos*. Colloque entrepreneurial *El Empresariado Privado y el Sistemas de Concesiones en el Perú*, sous les auspices de Confiep et Promcepri. Lima, juillet, 6 p. En ligne. <http://www.cosapi.com.pe/web_ante/Varios/Jose_Valdez/Discursos%20JVC/1997/jfv-124.html>. Consulté le 30 novembre 2007.
- Vanderlick, Benjamín. 2004. *Une mondialisation par le Ban : Étude auprès de Rroms en bidonvilles sur l'agglomération lyonnaise depuis 2001*. Institut Lyonnais d'Urbanisme. Université Lumière Lyon 2. En ligne. <<http://terra.rezo.net/sourcesetdocuments/francophones/documents/publi/VANDERLICK.pdf>>. Consulté le 1^{er} novembre 2006.
- Vargas-Llosa, Mario. 1986. *Prologue*. In *El Otro Sendero*, Hernando De Soto. Lima, Ediciones El Barranco, p. xvii-xxix.
- Wallonie. 2004. *Portail de la région Wallon, Belgique. La Boîte à outils : 15 méthodes d'implication des utilisateurs*. Fiche 4: Les interviews. En ligne.

<http://egov.wallonie.be/docs/implication_utilisateurs/fiche4.pdf>. Consulté le 29 mai 2007.

Wikipedia. 2007. *Regiones del Perú*. Encyclopédie électronique. Espagnol. En ligne. <es.wikipedia.com/wiki/Regiones_del_Perú>. Consulté le 14 mai 2006.

Yin, Robert. 1989. *Case Study Research*. Newbury Park, California, Sage Publications, inc., 166 p.

Zolezzi, Mario, Juan Tokeshi et Carlos Noriega. 2005. *Densificación habitacional. Una propuesta de crecimiento para la ciudad popular*. Centro de estudios y promoción del desarrollo (DESCO), Programa urbano. Lima, 136 p.